

Les élections législatives et européennes de 2004 au Grand-Duché de Luxembourg

Synthèse du rapport élaboré pour la Chambre des Députés

Patrick Dumont, Fernand Fehlen, Raphaël Kies, Philippe Poirier

Table des matières

1	<i>Introduction</i>	9
1.1	Document de synthèse	10
1.2	Plan de l'étude complète	10
2	<i>Contexte et campagne électorale</i>	11
2.1	Electeurs et vie politique	12
2.2	Candidatures aux élections législatives et européennes	13
2.3	La proximité entre les électeurs et les élus	15
2.4	Thèmes de la campagne choisis par les électeurs	16
2.4	Compétences des partis politiques	19
2.5	Campagne politique.	24
2.5.1	Sources d'informations électorales	24
2.5.2	Campagne politique sur Internet	24
2.5.3	Campagne dans la presse écrite.	26
3	<i>Analyse du vote d'après les résultats</i>	27
3.1	Résultats généraux	28
3.1.1	Résultats aux élections législatives	28
3.1.2	Une présentation inédite des résultats	30
3.1.3	Résultats aux élections européennes	31
3.1.4	Non-participation électorale et le vote blanc selon le sondage	32
3.2	Etude des bulletins	33
3.2.1	Panachage intra- et inter-listes	33
3.2.2	Nombre de listes sur un bulletin	35
3.2.3	Les candidats réunis sur un bulletin	37
3.2.4	Analyse multivariée des bulletins.	39
3.2.5	Notabilité et candidatures féminines	40

3.3	Analyse de géographie et sociologie électorale	41
3.3.1	Implantation géographique des partis	41
3.3.2	Mise en relation des résultats des différents partis aux législatives	42
3.3.3	Mise en relation des résultats des différents partis aux européennes	44
3.3.4	Vote et structure sociodémographique des communes	45
3.3.5	Différences entre élections législatives et élections européennes	47
4	Analyse du vote d'après le sondage post-électoral	49
4.1	Caractéristiques des différents électorats aux législatives	50
4.1.1	Structure par âge des différents partis	50
4.1.2	Structure par genre des électorats	51
4.1.3	Structure de l'électorat par niveau de formation	51
4.1.4	Structure de l'électorat selon l'activité, l'occupation, le secteur et le statut professionnel	51
4.2	Analyse des électorats à travers les valeurs	54
4.2.1	Positionnement sur la politique, la démocratie et ses institutions	54
4.2.2	Positionnement gauche-droit	55
4.2.3	Attitudes vis-à-vis de l'économie, de l'égalité et de l'environnement	57
4.2.4	Attitudes vis-à-vis de l'Europe et des Européens	58
4.2.5	Attitudes vis-à-vis de la religion	59
4.2.6	Valeurs matérialistes et postmatérialistes	59
4.3	Migrations électorales	62
4.4	Les votes disjoints entre élections législatives et européennes	65
5	Conclusion	66

Table des graphiques et des illustrations

Figure 1 : Appréciation du rôle de la Chambre des Députés	12
Figure 2 : Degré de confiance accordé aux partis politiques dans l'UE des 15	12
Figure 3 : Evolution de la bonne opinion sur les partis novembre 2003 - avril 2004	13
Figure 4 : Candidatures non renouvelées aux législatives entre 1999 et 2004	13
Figure 5 : Candidats par groupe de profession et par parti aux législatives 2004	14
Figure 6 : Candidats se présentant à la fois aux législatives et aux européennes 1994-2004	14
Figure 7 : Sentiment d'éloignement de la population adulte vis-à-vis des élus	15
Figure 8 : Signification de la proximité entre les élus et l'électeur en avril 2004	15
Figure 9 : Evolution positive du Luxembourg et des Luxembourgeois	16
Figure 10 : Evolution négative du dynamisme de l'économie	17
Figure 11 : Evolution négative de la sécurité	17
Figure 12 : Evolution négative de l'harmonie entre les différentes communautés	17
Figure 13 : Les priorités des électeurs en avril 2004	18
Figure 14 : Les six priorités de l'électorat pendant la campagne électorale	18
Figure 15 : Crédibilité du PCS à mener les politiques à l'avenir	19
Figure 16 : Crédibilité du POSL à mener les politiques à l'avenir	21
Figure 17 : Crédibilité du PD à mener les politiques à l'avenir	21
Figure 18 : Crédibilité des Verts à mener les politiques à l'avenir	21
Figure 19 : Significations du respect de l'environnement	22
Figure 20 : Significations de la qualité de vie au Luxembourg	22
Figure 21 : Crédibilité de l'ADR à mener des politiques à l'avenir	22
Figure 22 : Classement des partis selon leurs compétences lors de la campagne électorale	23
Figure 23 : Sources d'information pour campagnes politiques nationale et européenne	24
Figure 24 : Sites Internet des partis politiques en période électorale	25
Figure 25 : Les dix premiers acteurs de la campagne électorale	26
Figure 26 : Intensité des actions des groupes d'intérêts reprises par la presse écrite	26
Figure 27 : Résultats des législatives – circonscription Centre	28
Figure 28 : Résultats des législatives – circonscription Sud	28
Figure 29 : Résultats des législatives – circonscription Nord	28
Figure 30 : Résultats des législatives – circonscription Est	28
Figure 31 : Elections législatives 2004 – pays : somme des suffrages	29
Figure 32 : Elections législatives 2004 – pays : électeurs fictifs	29
Figure 33 : Elections législatives 2004 – pays : nouvelle méthode, électeurs réels	31
Figure 34 : Elections européennes – somme des voix	32
Figure 35 : Elections européennes – électeurs réels	32
Figure 36 : Structure des votes panachés pour l'ensemble des bulletins (élections législatives 2004), par circonscription et au niveau national	34
Figure 37 : Structure des votes panachés pour l'ensemble des bulletins (élections législatives 2004), par parti au niveau national	34
Figure 38 : Structuration du vote aux législatives 2004, niveau national	35
Figure 39 : Nombre de listes sur un bulletin, par circonscription et pour le pays	36
Figure 40 : Résultats du PCS (en %) aux législatives de 2004	42

Figure 41 : Résultats du POSL (en %) aux législatives de 2004	43
Figure 42 : Résultats du PD (en %) aux législatives de 2004	43
Figure 43 : Résultats des Verts (en %) aux législatives de 2004	43
Figure 44 : Résultats de l'ADR (en %) aux législatives de 2004	43
Figure 45 : Structure de l'électorat par âge	50
Figure 46 : Le vote principal des retraités par anciens secteurs d'activité	52
Figure 47 : Structure de l'électorat par secteurs d'emploi	52
Figure 48 : Structure de l'électorat selon le statut professionnel	53
Figure 49 : Structure de l'électorat selon l'intérêt pour la politique	54
Figure 50 : Structure de l'électorat selon la confiance envers le gouvernement	55
Figure 51 : Structure de l'électorat selon le positionnement gauche-droit	55
Figure 52 : Structure de l'électorat selon le positionnement gauche-centre-droit	56
Figure 53 : Motif principal du vote par électeurat – ensemble	56
Figure 54 : Structure de l'électorat selon le mode d'organisation de l'économie	57
Figure 55 : Structure de l'électorat selon l'axe « Qualité de la vie – Croissance économique »	59
Figure 56 : Structure de l'électorat sur la situation économique au Luxembourg en 2004	59
Figure 57 : Structure de l'électorat sur la priorité nationale à l'emploi	59
Figure 58 : Structure de l'électorat selon l'échelle matérialiste-postmatérialiste	60
Figure 59 : Les migrations des électeurs entre 1999 et 2004	63

1 Introduction

L'objectif principal du rapport Elections 2004 – commandité par la Chambre des Députés du Grand-Duché du Luxembourg – est de comprendre le fonctionnement du système politique luxembourgeois à l'occasion des élections législatives et européennes de juin 2004. Il fait suite à celui qui avait été réalisé en 1999 par STADE, la cellule Statistique et décision du Centre de recherche public – Gabriel Lippmann¹. Ladite unité de recherche a depuis été intégrée comme telle en septembre 2003 au sein de la Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation de la nouvelle Université du Luxembourg.

L'étude a été réalisée sous la direction de Fernand Fehlen, responsable de l'Unité de recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg (STADE), par Philippe Poirier (docteur en sciences politiques), Patrick Dumont (doctorant en sciences politiques à l'Université catholique de Louvain) et Raphaël Kies (doctorant en sciences politiques à l'Institut universitaire européen, Florence). Les sondages ont été réalisés par TNS-ILRES sous la responsabilité de Charles Margue en novembre 2003, février 2004, avril 2004, juin et juillet 2004.

Le rapport est la première grande étude en sciences politiques du nouvel établissement universitaire et gage en soi de l'institutionnalisation d'un pôle d'enseignement et de recherches en sciences politiques. Avant même son achèvement – témoignage de l'intérêt de la communauté scientifique internationale –, le rapport a déjà donné lieu à de nombreuses participations à des colloques internationaux

en études électorales et publications nationales et internationales.

L'étude met en œuvre différentes approches complémentaires :

- L'analyse historique et sociologique des institutions, des acteurs politiques et socioéconomiques qui conditionnent la vie politique au Luxembourg ;
- L'étude qualitative des stratégies de tous les acteurs du système politique au début et pendant la campagne électorale réalisée grâce à plusieurs méthodes : 1) Une vingtaine d'entretiens avec plusieurs membres du gouvernement actuel, des responsables de partis, des responsables de campagne et des candidats ; 2) Une analyse de la campagne électorale à travers une revue systématique de la presse écrite ; 3) Une étude pionnière sur l'e-démocratie au Luxembourg ;
- L'étude sociodémographique des candidatures ;
- L'exploitation statistique de quatre sondages (une vague de quatre sondages préélectoraux et un sondage post-électoral) non seulement pour analyser le comportement électoral, la motivation des électrices et des électeurs, mais aussi l'état de la démocratie luxembourgeoise et européenne ;
- L'étude des résultats du scrutin rapportée aux données sociodémographiques du dernier recensement grand-ducal réalisé en 2001 ;
- Le tirage et l'exploitation d'un échantillon de 6 000 bulletins de vote.

¹ Fehlen Fernand, Piroth Isabelle, Poirier Philippe. *Les élections au Grand-Duché de Luxembourg, Rapport sur les élections communales, législatives et européennes de l'année 1999*. Luxembourg : Etude réalisée pour la Chambre des Députés, 2001

1.1 Document de synthèse

Pour le grand public, nous avons rassemblé dans cette plaquette les résultats essentiels de quatre des cinq chapitres du grand rapport.

Pour le premier, qui constitue une introduction à l'étude des partis politiques et des élections en général ainsi qu'un survol de l'histoire politique du pays, nous renvoyons les lecteurs à la version électronique. Le résumé articule les sections de

façon différente: tout d'abord, nous abordons le contexte des élections, la campagne et les candidatures. Ensuite, nous analysons les résultats en apportant une attention particulière à la géographie politique au niveau des communes et à l'analyse du panachage à l'aide d'un échantillon de bulletins de vote. La dernière section analyse les électorats et les migrations d'électeurs à travers le sondage post-électoral.

1.2 Plan de l'étude complète

Le chapitre 1, « Partis et système politique au Luxembourg », rappelle d'une part comment les sciences politiques ont construit l'objet de recherche *partis politiques* et décrit d'autre part les clivages sociopolitiques et l'eupéanisation qui déterminent désormais le système politique luxembourgeois.

Le chapitre 2, « Partis et élections au Luxembourg », a pour objet, d'une part, les conditions de la représentation et de la médiation en politique au Grand-Duché et, d'autre part, il retrace la campagne électorale d'octobre 2003 à juin 2004. Ce chapitre informe particulièrement sur les ressources détenues par les formations politiques, sur leurs stratégies tant dans le choix des candidatures que dans la mise en forme de leurs identités politiques – notamment à travers l'étude de leurs sites Internet – et sur les thèmes de la campagne aussi bien à travers les sondages préélectoraux que par un dépouillement exhaustif de la presse quotidienne et hebdomadaire luxembourgeoise de langue allemande et française.

Le chapitre 3, « Les résultats des élections législatives et européennes », introduit non seulement de nouveaux modes de calculs pour la présentation des résultats, mais établit aussi des corrélations entre des caractéristiques socio-

démographiques, tirées notamment du recensement de la population en 2001 et les résultats des partis au niveau des 118 communes.

Le chapitre 4, « Les électorats dans le sondage post-électoral », vise, quant à lui, à établir le portrait sociologique des électorats des partis et leurs valeurs tant à travers les classiques déterminants du vote, comme la structure par âge, par genre, par niveau d'instruction et par situation face à l'emploi, que par l'échelle des valeurs matérialistes/postmatérialistes conceptualisée par Ronald Inglehart.

Le chapitre 5, « L'étude des bulletins », marque la continuité avec les études précédentes sur les élections législatives et européennes, puisque c'est la septième fois qu'il est procédé à un échantillonnage des bulletins réels pour les élections législatives. Cette analyse permet, d'une part, d'évaluer les proximités entre les partis eux-mêmes et, d'autre part, de mesurer les performances des politiques électorales personnelles des candidats, indépendamment de leurs affiliations partisans.

L'étude complète de plus de 500 pages peut être téléchargée sur le site de la Chambre des Députés, <http://www.chd.lu> (rubrique : portail documentaire ; documentation).

2 Déterminants du vote

- 2.1 Electeurs et vie politique
- 2.2 Candidatures aux élections législatives et européennes
- 2.3 La proximité entre les électeurs et des élus
- 2.4 Thèmes de la campagne choisis par les électeurs
- 2.5 Compétence des partis politiques
- 2.6 Campagne politique

2.1 Electeurs et vie politique

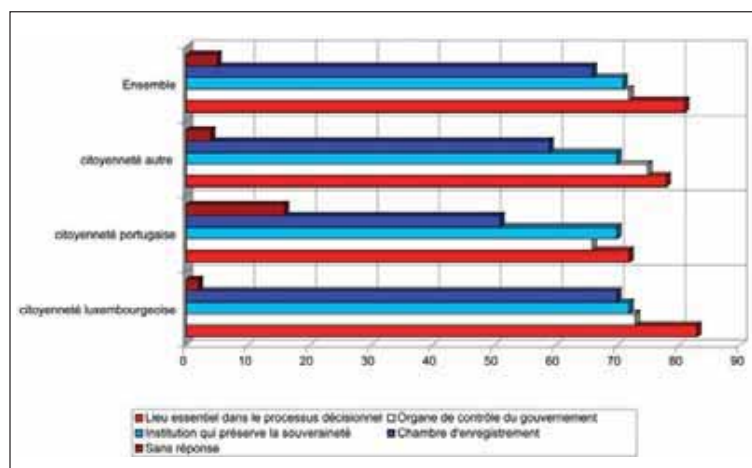


Figure 1 : Appréciation du rôle de la Chambre des Députés (pourcentages)

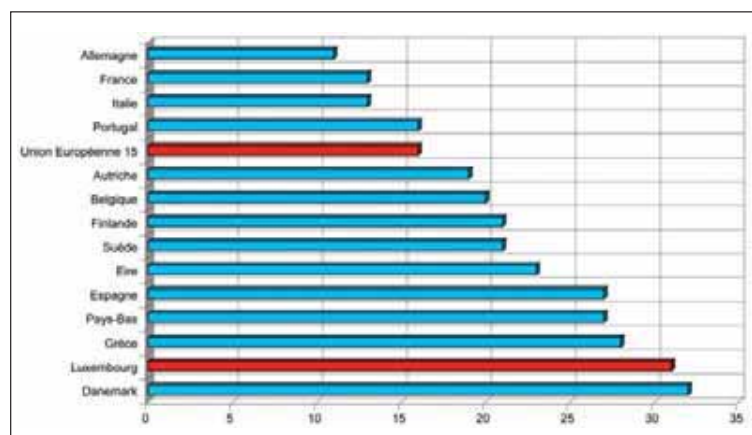


Figure 2 : Degré de confiance accordé aux partis politiques dans l'UE des 15 (pourcentages)

De novembre 2003 à avril 2004, l'importance attribuée aux élections législatives n'a cessé de croître. Un mois et demi avant les élections nationales, 74% de tous les habitants du Luxembourg les jugeaient importantes². La popula-

tion électorale, c'est-à-dire les Luxembourgeois qui ont la possibilité et l'obligation de voter aux élections législatives, étaient 83% à le penser. En ce qui concerne les élections européennes, 79% des sondés étaient tout à fait d'accord ou plutôt d'accord pour dire que les élections européennes étaient vraiment importantes (Union européenne : 66%).

En avril 2004, 72% de la population électorale déclaraient ne pas vouloir changer de système électoral, plus particulièrement d'avoir la possibilité de panacher. Pour autant, 54% de la population électorale affirmaient préférer une seule circonscription aux quatre en vigueur actuellement. 81% des individus estimaient que le vote obligatoire est une bonne chose. Dans le sondage post-électoral, il a été demandé si les électeurs souhaitaient la parité obligatoire sur les listes. 60,7% de tous les électeurs se prononçaient pour la parité, mais sans une intervention législative.

Dans les sondages réalisés pendant la campagne électorale, une très large majorité de Luxembourgeois et de résidents étrangers continuaient de considérer que la Chambre des Députés est le lieu où se prennent les décisions politiques essentielles. En avril 2004, 81% des personnes interrogées le pensaient. La question est de savoir cependant si les sondés ont exprimé un souhait (un renforcement du rôle et de l'action du Parlement) plus qu'une réalité, puisqu'ils étaient également 66% à soutenir l'idée que la Chambre des Députés est une « chambre d'enregistrement sans réels pouvoirs » (voir figure 1 ci-contre).

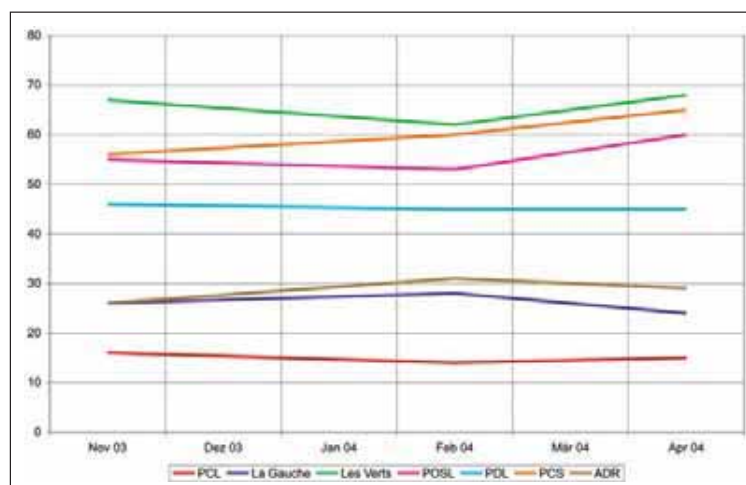
Dans la dernière enquête Eurobaromètre avant les élections législatives et européennes de juin 2004 déjà citée, seuls 31% des personnes interrogées au Luxembourg déclaraient avoir confiance dans les partis politiques, ce qui après le Danemark était le « meilleur résultat » dans l'Europe des 15³ (voir figure 2 ci-contre).

² La question était la suivante : « Les élections législatives au Luxembourg pour élire les députés sont-elles quelque chose de véritablement important pour vous ou de pas si important que cela pour vous ? »

³ European Opinion Research Group, op. cit., p. 33, 12 juillet 2004

Dans un contexte de compétition électorale, les électeurs accordent leur confiance à un nombre limité de formations politiques. Cette confiance n'est d'ailleurs accordée que par un nombre limité de groupes sociodémographiques, et ces groupes varient selon les partis. Or l'analyse des sondages pendant la campagne électorale montre que le PCS avait un haut degré de confiance dans presque toutes ces catégories sociodémographiques. Dans le même temps, les Verts étaient le parti qui inspirait la plus grande confiance (voir figure 3 ci-contre).

Figure 3 : Evolution de la bonne opinion sur les partis, novembre 2003-avril 2004 (pourcentages)



2.2 Candidatures aux élections législatives et européennes

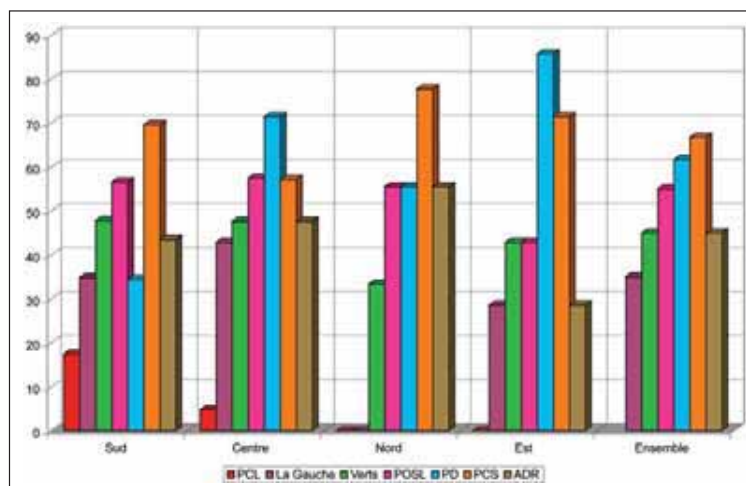
La sélection des candidats relève, d'un côté, comme dans tous les pays européens, du processus décisionnel – plus ou moins centralisé – de l'appareil du parti et, de l'autre, de l'entreprise politique personnelle – favorisée au Luxembourg par le système du panachage – dont l'emprise est d'autant plus grande que le candidat est soutenu par un groupe d'intérêts particuliers.

Plus particulièrement, les processus de sélection entraînent des taux de non-renouvellement des candidatures aux législatives très importants chez les partis qui ont un groupe parlementaire à la Chambre des Députés (54,6% en moyenne) et encore plus chez ceux qui ont exercé déjà une responsabilité gouvernementale (61,1%). Le PCS était la formation politique dont le taux de non-renouvellement des candidats entre les élections législatives de 1999 et de 2004 était le plus élevé (66,7%). Il est aussi d'autant plus important pour tous les partis à mesure que la circonscription est le fief électoral du parti (71,4% dans la circonscription Centre pour le PD, voir figure 4 ci-contre). A noter aussi que le PCL, la Gauche et l'ADR, par rapport à 1999, étaient les seules formations politiques où des candidats avaient changé de circonscription.

La moyenne d'âge des candidats a légèrement augmenté aux élections législatives de 2004.

Elle était de 47,3 ans contre 46,9 ans au scrutin national de 1999. L'augmentation très légère de l'âge est due à ce que les partis ont présenté beaucoup plus de candidats âgés dans la circonscription Centre (48,6 en moyenne d'âge en 2004, contre 47,2 en 1999). Aux européennes, la moyenne d'âge était de 52,3 en 2004, contre 48,3 en 1999. Tous les partis ont présenté des candidats plus âgés. La progression la plus forte en moyenne d'âge est le fait du PCS (+7,6 ans).

Figure 4 : Candidatures non renouvelées aux législatives entre 1999 et 2004



C'est aussi celle qui était la plus élevée (58,3 ans). Les Verts – présentant les candidats les plus jeunes – avaient une moyenne d'âge de 45,4 ans (soit trois ans de plus qu'en 1999). Aux élections législatives, les candidats professeurs, instituteurs, éducateurs étaient toujours les plus nombreux (15,7% du total des candidatures, +0,7% par rapport à 1999). Tout comme lors du scrutin national précédent, les fonctionnaires d'Etat, communaux et employés publics étaient en seconde position (9,9%, -1,5% par rapport à 1999). Puis venaient toujours en troisième position les employés privés (9,4%, -0,8% par rapport à 1999). En se rapportant aux trois premiers groupes de candidats par profession, on peut noter ceci :

- 33,3% des candidats des Verts étaient des professeurs, instituteurs, éducateurs ;

- 28,3% des candidats POSL étaient aussi issus du secteur de l'éducation ;

- 23,3% des candidats de la Gauche et 21,7% des candidats démocrates étaient des fonctionnaires d'Etat, communaux et employés publics ;

- 26,7% des candidats ADR étaient des employés privés.

(voir figure 5 ci-dessous)

Pour les autres partis, il faut aussi souligner que :

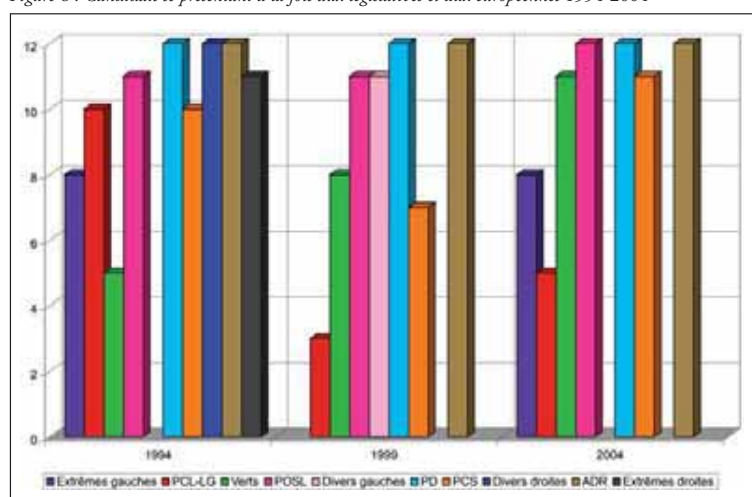
- 18,3% des candidats chrétiens-sociaux avaient une profession juridique ;

- 13,3% des candidats libéraux et socialistes travaillaient également dans le secteur juridique ;

- 20,5% des candidats communistes étaient des retraités ;

- 16,7% des candidats ADR étaient des artisans et des commerçants.

Figure 6 : Candidats se présentant à la fois aux législatives et aux européennes 1994-2004



Depuis 1979, les élections européennes au Luxembourg – combinant vote proportionnel et vote nominatif sur un ou plusieurs candidats de listes différentes – se déroulent toujours le même jour que les élections législatives. Ces élections européennes peuvent être caractérisées « d'élection de second ordre ». Cette correspondance entre scrutin national et scrutin européen provoque les doubles candidatures systématiques (voir figure 6 ci-contre).

En avril 2004, les personnes interrogées ont pu donner leur avis sur cette correspondance des deux scrutins. Ils n'étaient plus « que » 65% en 2004 à considérer ceux-ci comme une bonne chose, contre 81% en 1999.

Figure 5 : Candidats par groupe de profession et par parti aux législatives 2004 (pourcentages)

	PCL	La Gauche	Les Verts	POSL	PD	PCS	ADR	FPL	National
agriculteur, agronome, viticulteur	0	0	1,7	0	5	3,3	6,7	0	2,4
artisan, commerçant, représentant de commerce, vendeur	9,1	1,7	0	3,3	1,7	1,7	16,7	22,2	5,1
autres professions libérales	4,5	5	1,7	1,7	5	3,3	8,3	0	4,1
cadre moyen, employé de banque	4,5	0	3,3	1,7	8,3	3,3	5	0	3,6
cadre supérieur, chef d'entreprise, consultant	0	0	1,7	0	5	5	1,7	0	1,9
CFL et P&T	2,3	1,7	5	8,3	0	0	5	0	2,9
chauffeur, ouvrier	9,1	5	1,7	0	0	0	0	0	1,2
employé privé	4,5	5	5	3,3	5	5	26,7	77,8	9,4
étudiant	2,3	8,3	6,7	0	1,7	0	0	0	2,7
fonctionnariat et employé public	9,1	20	6,7	6,7	21,7	6,7	0	0	9,9
ingénieur	2,3	0	3,3	0	0	3,3	1,7	0	1,5
journaliste	9,1	1,7	0	6,7	3,3	3,3	0	0	3,1
professeur/instituteur/éducateur	2,3	20	33,3	28,3	11,7	11,7	1,7	0	15,7
professions juridiques (avocat, juriste, notaire, etc.)	0	5	1,7	13,3	13,3	18,3	5	0	8,2
professions médicales (médecin, infirmier, aide soignante)	2,3	3,3	8,3	3,3	6,7	15	1,7	0	5,8
professions politiques (assistant parlementaire, etc.)	0	1,7	5	5	1,7	1,7	3,3	0	2,7
professions psycho-sociales (psychologue, assistant social)	2,3	1,7	6,7	3,3	1,7	3,3	1,7	0	2,9
retraité	20,5	8,3	1,7	5	5	5	11,7	0	7,5
sans profession/femme au foyer/chômeur	6,8	8,3	6,7	5	3,3	10	3,3	0	6,1
syndicaliste	9,1	3,3	0	5	0	0	0	0	2,2

2.3 La proximité entre les électeurs et les élus

En avril 2004, 57% des personnes interrogées affirmaient se sentir éloignés des élus. Ce taux est particulièrement élevé (82%) chez les jeunes de 18 à 24 ans. Comme le montrent les trois sondages successifs de la campagne, le sentiment d'éloignement diminue cependant avec l'approche de l'échéance électorale (*voir figure 7 ci-dessous*).

Il a été demandé aux sondés ce que signifiait cette proximité. Les bac +1 et les bac +3 (54%) et ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois (52%) étaient les plus nombreux à affirmer que l'élu est sensible à leurs problèmes,

étant donné qu'ils le rencontrent souvent fortuitement. 29% des 25-34 ans estimaient que l'élu est avant tout sensible aux revendications exprimées par les groupes d'intérêts auxquels ils appartiennent. C'étaient aussi les plus prompts à croire en la capacité de l'élu à intervenir auprès de l'administration. Ceux qui ont suivi seulement l'école primaire, les Portugais et les jeunes de 18-24 ans étaient de toutes les catégories sociales les plus convaincus que l'élu peut être un soutien important pour trouver un emploi (respectivement 30%, 29% et 22%) (*voir figure 8 ci-dessous*).

Figure 7 : Sentiment d'éloignement de la population adulte vis-à-vis des élus (pourcentages)

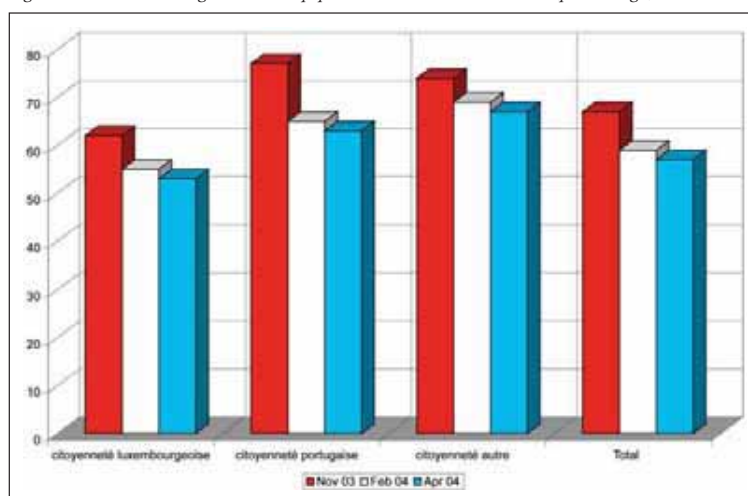
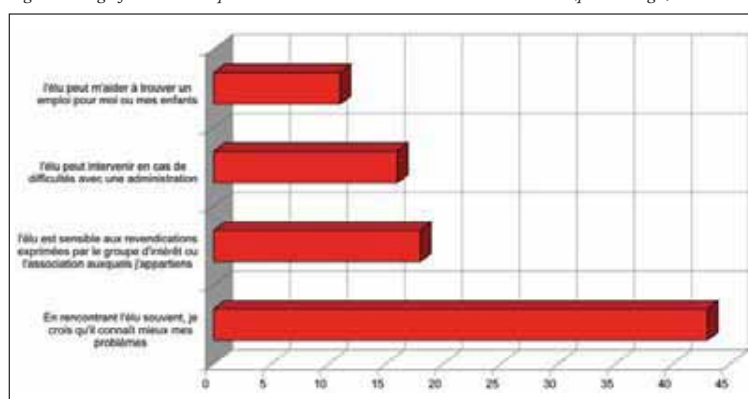


Figure 8 : Signification de la proximité entre les élus et l'électeur en avril 2004 (pourcentages)



2.4 Thèmes de la campagne choisis par les électeurs

En avril 2004, 50% de la population électorale avaient une opinion négative quant à l'évolution générale du Luxembourg et des Luxembourgeois (contre 31% pour la population non électorale). Logiquement, les citoyens luxembourgeois étaient les moins optimistes quant à l'évolution positive du Luxembourg et des Luxembourgeois (38% en avril 2004 contre 70% pour les Portugais). Ce sentiment était particulièrement présent chez les classes moyennes de nationalité luxembourgeoise et les habitants du Nord, ceux qui gagnent entre 3 500 et 5 000 euros par mois, les titulaires d'un diplôme du secondaire 2^e cycle et les 35-49 ans. En revanche, ceux qui n'ont suivi que le primaire, ceux qui gagnent moins de 2 500 euros et les universitaires considéraient que les choses allaient en s'améliorant.

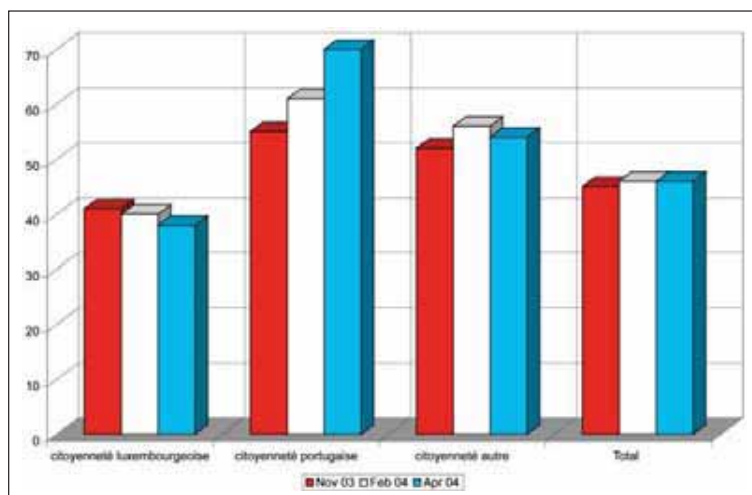


Figure 9 : Evolution positive du Luxembourg et des Luxembourgeois (pourcentages)

De manière tendancielle, l'électorat de citoyenneté luxembourgeoise était beaucoup plus pessimiste que les autres habitants du Grand-Duché, particulièrement sur le dynamisme de l'économie, l'environnement, la vie en harmonie avec les différentes communautés linguistiques et la sécurité (voir figures 10 à 12, p. 17).

L'inquiétude des Luxembourgeois sur l'évolution de l'emploi était aussi l'une des plus fortes

dans l'Union. 57% estimaient que l'évolution de l'emploi ne serait pas bonne dans les douze prochains mois. La moyenne de perception négative dans l'UE était de 48%. Logiquement, le chômage et l'éducation étaient en moyenne les sujets prioritaires pour les électeurs. Ces deux thèmes étaient associés dans le chef de l'électeur et correspondaient à la fois au tassement économique de 2003 et à la publication du rapport PISA en 2001 (voir figure 13, p. 18).

Plus particulièrement, 24% des personnes interrogées déclaraient en avril 2004 que le chômage et l'emploi étaient leur première priorité. Les plus nombreuses à les considérer comme première priorité étaient celles qui gagnent mensuellement entre 3 500 et 5 000 euros (27%) et les 65 ans et + (26%). Les moins concernées étaient les Portugais (17%), les bac +1 et bac +3 (17%) et les 25-34 ans (18%).

20% des répondants affirmaient en avril 2004 que l'école et le système d'éducation étaient la deuxième priorité. Les plus attentifs à ces deux thèmes étaient ceux qui gagnent mensuellement plus de 5 000 euros (27%), ceux qui travaillent à temps partiel (26%), les habitants de la circonscription Nord (25%), les bac +1 et bac +3, (23%), les 35-49 ans (23%). Les moins préoccupés par les problèmes scolaires étaient les ressortissants étrangers autres que portugais (13%), ceux qui ont fréquenté seulement le primaire (13%) et/ou qui ont des revenus mensuels ne dépassant pas les 2 500 euros.

10% des enquêtés répondaient en avril 2004 que la santé était le troisième sujet prioritaire. Les plus attentifs à ce problème étaient ceux qui ont fréquenté seulement le primaire (13%) et les ressortissants portugais (12%). Inversement, les moins concernés étaient les bac +4 et plus (4%), les célibataires (5%) et les 18-24 ans (6%) et les habitants de la circonscription Centre (6%).

8% des sondés pointaient comme quatrième priorité l'environnement. Entre février et avril 2004, ce thème avait régressé d'une place auprès des personnes interrogées (10% en février 2004). En avril 2004, les plus intéressés étaient ceux qui avaient 65 ans et + (12%), qui habitaient dans le Centre (12%) et dans l'Est

Figure 10 : Evolution négative du dynamisme de l'économie (pourcentages)

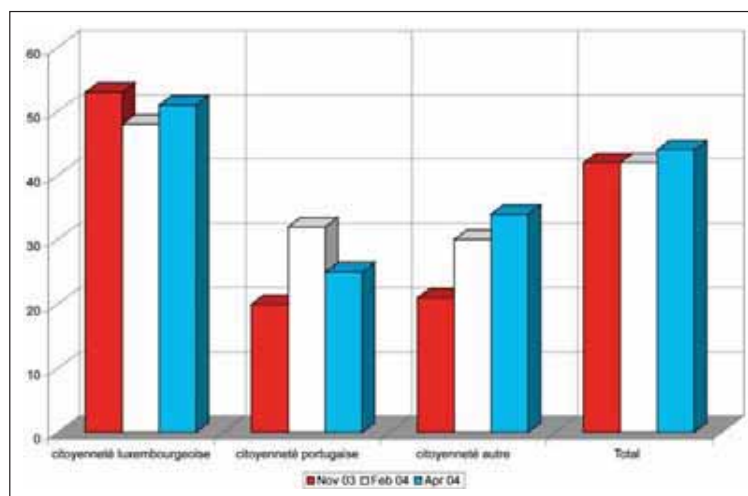


Figure 11 : Evolution négative de la sécurité (pourcentages)

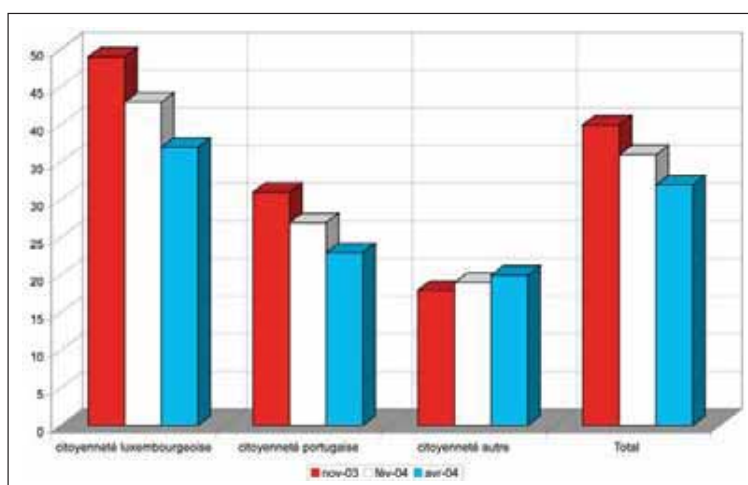
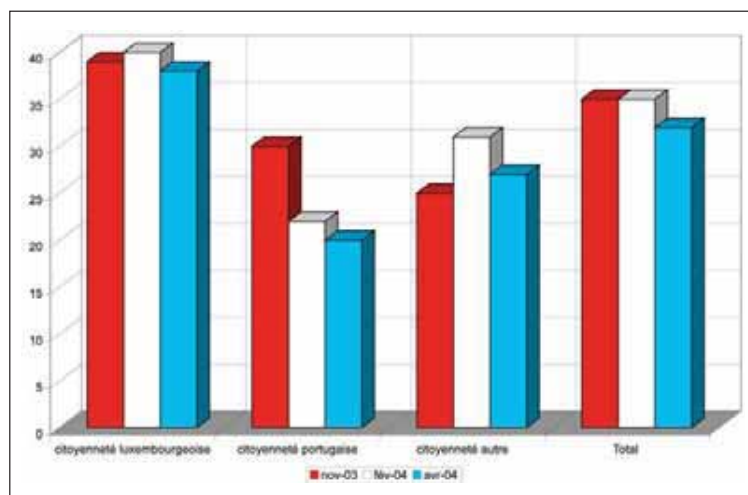


Figure 12 : Evolution négative de l'harmonie entre les différentes communautés (pourcentages)



(11%) et les bac +1 et bac +3 (11%). Les moins préoccupés étaient les Portugais (4%) et les 50-64 ans (5%) (voir figure 14 ci-dessous).

7% des personnes interrogées en avril 2004 jugeaient l'insécurité comme un problème prioritaire à régler. Les habitants du Centre étaient 10% à le penser. Ce sentiment était surtout présent dans les zones périurbaines de la Ville de Luxembourg. Par contre, seuls 3% des sondés résidant dans la ville même de Luxembourg

estimaient que la sécurité devait être une priorité. La sensation d'insécurité était également faible pour les bac +4 et plus (3%) et ceux qui ont fréquenté seulement le primaire (4%). Les retraites, parmi les thèmes majeurs de la campagne de 1999, n'arrivaient plus qu'en sixième position en avril 2004, avec 5%. Ceux qui demeuraient encore quelque peu préoccupés par les retraites étaient ceux qui ont des revenus mensuels ne dépassant pas les 2 500 euros (9%) et les non-actifs (8%).

Figure 13 : Les priorités des électeurs en avril 2004 (pourcentages)

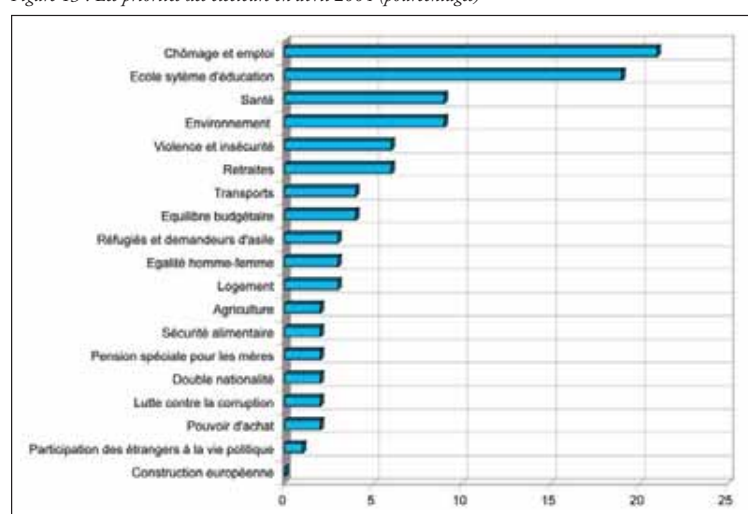
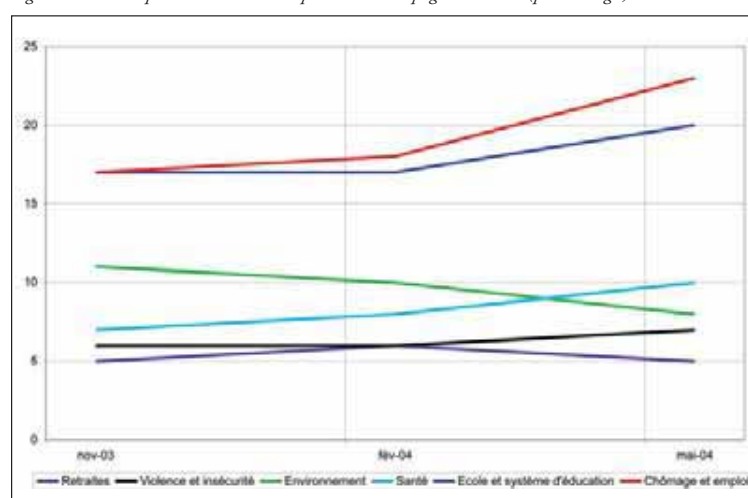


Figure 14 : Les six priorités de l'électorat pendant la campagne électorale (pourcentages)



2.5 Compétences des partis politiques

En 1999, le PCS était considéré par les électeurs comme le plus compétent dans la plupart des politiques à mener, à l'exception cependant de l'environnement (Verts) et de l'équité des retraites (ADR). Par ailleurs, sur le thème des transports publics et celui de la sécurité, le PD reléguait respectivement le PCS et le POSL à la deuxième et troisième place dans le classement des partis les plus compétents.

Le PCS

Aux élections de 2004, la crédibilité du PCS quant à mener telle ou telle politique publique peut se lire à trois niveaux. Premier niveau, parmi les six priorités que l'électorat avait choisies pour l'action du gouvernement tout au long de la campagne (voir tableau ci-dessus), le mouvement chrétien-social était jugé le plus crédible pour cinq d'entre elles. Le PCS a réussi l'exploit de détrôner le POSL – qui était jugé le plus crédible en novembre 2003 – sur le chômage et l'emploi. Seul l'environnement est resté de très loin le monopole des Verts.

Les taux de progression en termes de crédibilité entre novembre 2003 et avril 2004 sont particulièrement éloquentes pour le mouvement chrétien-démocrate en ce qui concerne les retraites (+21 points), le chômage et l'emploi (+13 points) et la lutte contre la violence et l'insécurité (+10 points).

Deuxième niveau, le PCS a enregistré ses six meilleurs taux de crédibilité dans trois des six premières priorités de l'électorat, à savoir les retraites, la lutte contre la violence et l'insécurité, et la santé. C'étaient également les thèmes de compétence pour lesquels il était reconnu lors des élections de 1999. Ce qui comptait le plus aux yeux des sondés en 2004, c'est sa capacité à équilibrer le budget. Ce qui le distinguait aussi de tous les autres partis, c'est la compétence que l'ensemble de l'électorat lui accordait sur la construction européenne. Compétence reconnue et en forte croissance entre novembre 2003 et avril 2004 (+16 points).

Le troisième niveau est que son taux de crédibilité est important pour un grand nombre de catégories sociodémographiques. Les

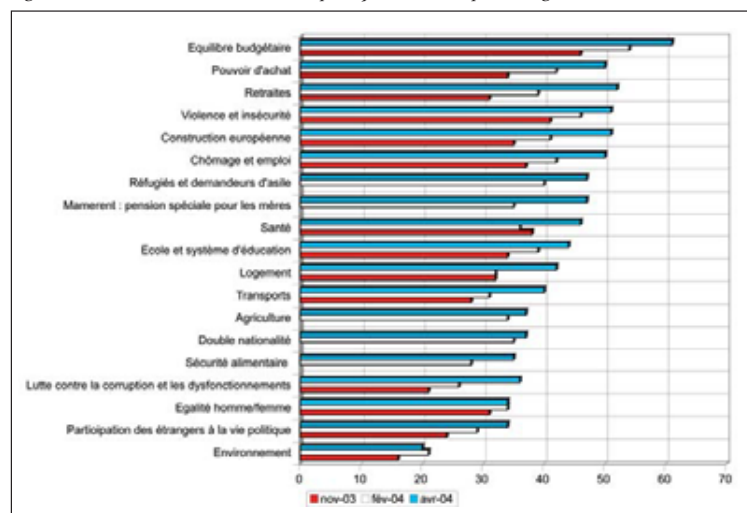
quatre lui accordant le plus de crédibilité étant : les 65 ans et +, les 50-64 ans, les employés du secteur public et ceux qui gagnent plus de 5 000 euros par mois. Phénomène intéressant en ce qui concerne sa crédibilité pour la construction européenne, on remarque aussi la présence d'un électorat moins bien formé et celle des habitants de l'Oesling.

Le POSL

Si le POSL est en moyenne le deuxième parti le plus crédible aux yeux de l'électorat, il n'a que faiblement amélioré sa crédibilité dans les six priorités de l'électorat au cours de la campagne électorale. Sa plus forte progression fut enregistrée dans le domaine du chômage et de l'emploi (+7 points en avril 2004), mais elle n'a pas suffi à le positionner comme parti le plus crédible sur cette question. Le POSL avait néanmoins le taux de crédibilité le plus fort de tous les partis dans le domaine du logement.

Parmi ses six plus grands taux de crédibilité, quatre étaient parmi les six priorités de l'électorat, soit un de plus que pour le PCS. Sa crédibilité était forte pour la politique du logement et pour les domaines de la participation des étrangers à la vie politique et l'égalité hommes-femmes. Ces trois reconnaissances de

Figure 15 : Crédibilité du PCS à mener les politiques à l'avenir (pourcentages)



compétences n'étaient nullement présentes lors des élections de 1999. Sa crédibilité dans le domaine des transports a fortement bondi entre novembre 2003 et avril 2004 (+14 points). A l'image du PCS, le POSL était reconnu comme crédible par différentes catégories sociodémographiques, en particulier les 65 ans et +, les 50-64 ans, mais aussi les 35-49 ans, les personnes vivant seules et les fonctionnaires. En revanche, ce qui le différencie du PCS est la concentration géographique des répondants le considérant crédible (circonscription Sud) (*voir figure 16, p. 21*).

Le PD

En moyenne, la crédibilité du PD quant à sa capacité de gouvernance était la troisième de tous les partis en compétition. Même pour l'éducation (qui est d'ailleurs arrivée tard dans la campagne), un de ses chevaux de bataille tant en 1999 qu'en 2004, son résultat était plus que mitigé pour un parti ayant eu ce portefeuille ministériel pendant la dernière législature. Par rapport à novembre 2003, le mouvement n'a réussi à progresser que très légèrement dans trois des six priorités de l'électorat (la santé : +3 points, la lutte contre la violence et l'insécurité : +4 points, les retraites : +5 points). Parmi les six plus grandes crédibilités, on retrouve seulement deux des six premières priorités de l'électorat (*voir figure 17, p. 21*). Par rapport aux élections de 1999, le PD a conservé une très bonne crédibilité pour le thème des transports (respectivement 1^{er} en 1999, 2^e en 2004), mais une moins bonne pour la sécurité (respectivement 2^e en 1999 et 4^e en 2004). Ses moins mauvais résultats se cantonnent aux domaines de l'équilibre budgétaire et la construction européenne. Tout comme le PCS, indépendamment des qualités réelles ou supposées de ses europarlementaires, le mouvement libéral a certainement profité de sa participation au gouvernement au moment de l'introduction de l'euro et de la préparation de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.

Les catégories sociodémographiques qui considèrent le PD comme crédible sont en particulier : les habitants de la circonscription Centre et plus particulièrement de la Ville de Luxembourg, ceux qui gagnent plus de 5 000 euros par mois, les fonctionnaires et ceux qui travaillent plus de 40 heures par semaine (*voir figure 17, p. 21*).

Les Verts

La crédibilité des Verts se situe toujours et presque essentiellement dans l'environnement.

Ils ont conservé cette primauté pendant toute la campagne pour finir avec un indice de 75%. Les Verts ne sont pas parvenus à être crédibles dans aucune des six autres priorités de l'électorat, même si la formation écologiste a enregistré un frémissement sur le sujet de la santé en toute fin de campagne (+9 points par rapport à février 2004). Pour autant, par rapport à 1999, la crédibilité du mouvement s'est accrue, même si elle reste fragile. En 1999, à part pour l'environnement (65%), le taux de crédibilité de la formation libertaire écologiste ne dépassait jamais les 10%. En 2004, les Verts avaient désormais une compétence pour plus de 10% des répondants sur 15 des 19 thèmes jugés prioritaires. Entre novembre 2003 et avril 2004, les plus fortes progressions ont été enregistrées en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes (+8 points), la santé (+7 points) et les transports (+5 points) (*voir figure 18, p. 21*).

Dans le premier sondage de la campagne électorale, le thème de l'environnement était la troisième priorité des personnes interrogées. C'est pourquoi, dans le deuxième et troisième sondage, nous avons demandé aux personnes interrogées de définir ce qu'était pour eux l'« environnement ».

En avril 2004, les personnes interrogées étaient préoccupées avant tout par toutes les formes de pollution: 27% des personnes interrogées déclaraient que l'environnement est compris comme étant la lutte contre la pollution en général, 21% la pollution de l'air (signification qui a considérablement augmenté au cours de la campagne, +18 points), 17% soulevaient le problème des décharges et des déchets, 16% celui de la pollution des eaux, 2% de la « pollution sonore » (le bruit). Venaient ensuite toutes les interrogations se rapportant à la mobilité (21% des sondés associent environnement et circulation routière et 11% avec les transports). 18% des personnes interrogées ne choisissaient pas les catégories se rapportant traditionnellement au respect de l'environnement ou aux politiques publiques déclarées comme « écologiques » (10% ont répondu « autre » et 8% « ne savent pas ») et « seulement » 1% faisait le lien entre l'environnement, le nucléaire et Cattenom. Dernier élément, alors que la notion « développement durable » est omniprésente dans le « discours politique et médiatique », seul 1% des personnes interrogées a retenu cet item pour décrire ce que signifiait pour lui le respect de l'environnement (*voir figure 19, p. 22*).

Notons encore que dans les sondages de novembre 2003 et de février 2004, nous avons

Figure 16 : Crédibilité du POSL à mener les politiques à l'avenir (pourcentages)

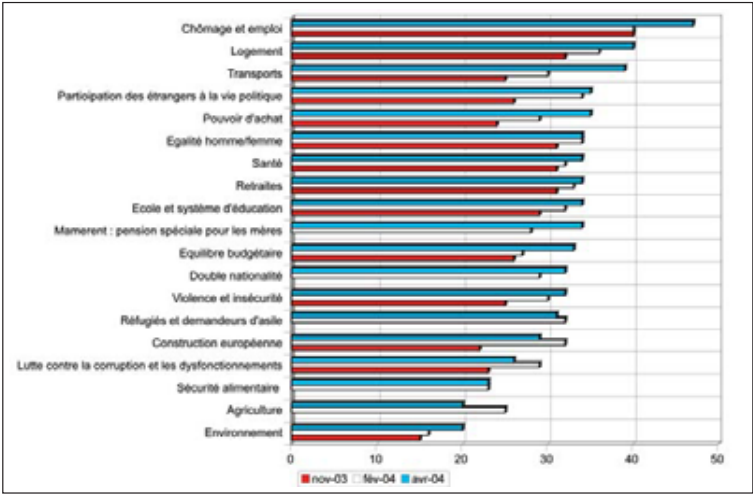


Figure 17 : Crédibilité du PD à mener les politiques à l'avenir (pourcentages)

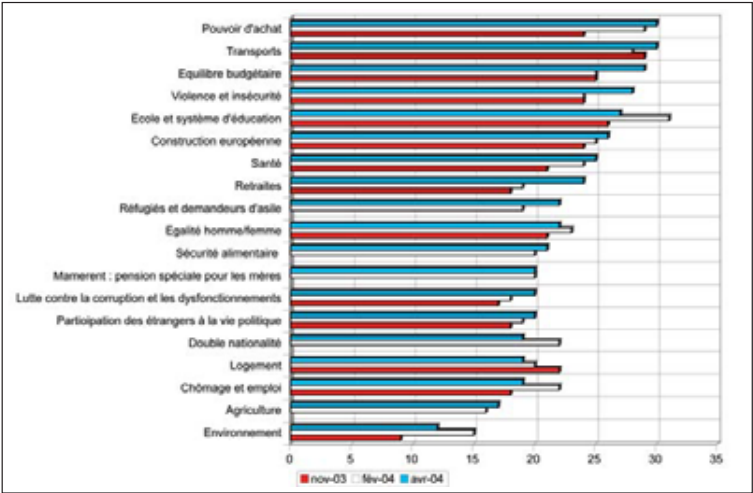
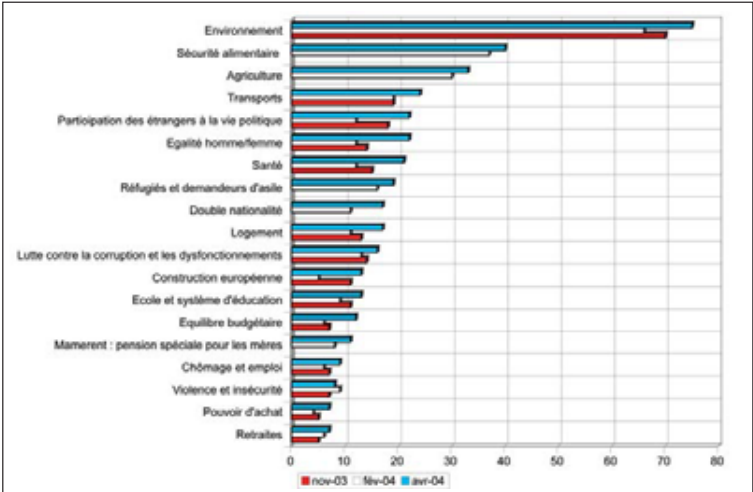


Figure 18 : Crédibilité des Verts à mener les politiques à l'avenir (pourcentages)



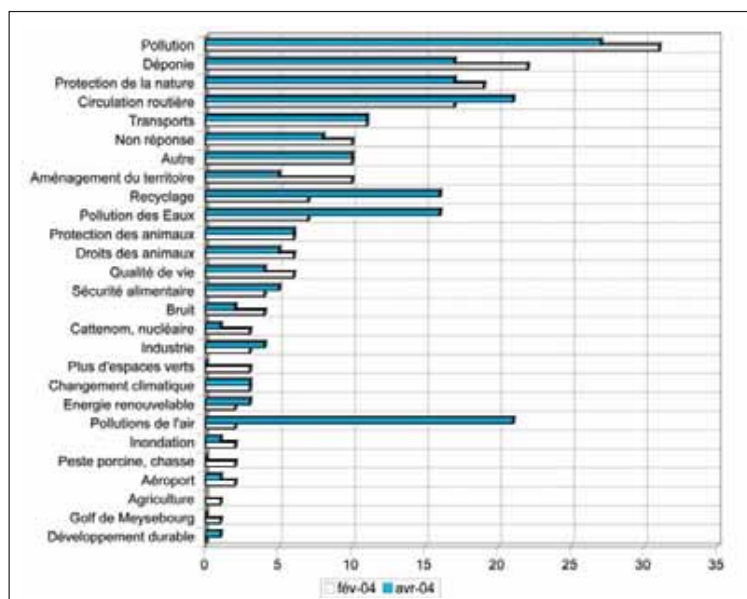


Figure 19 : Significations du respect de l'environnement

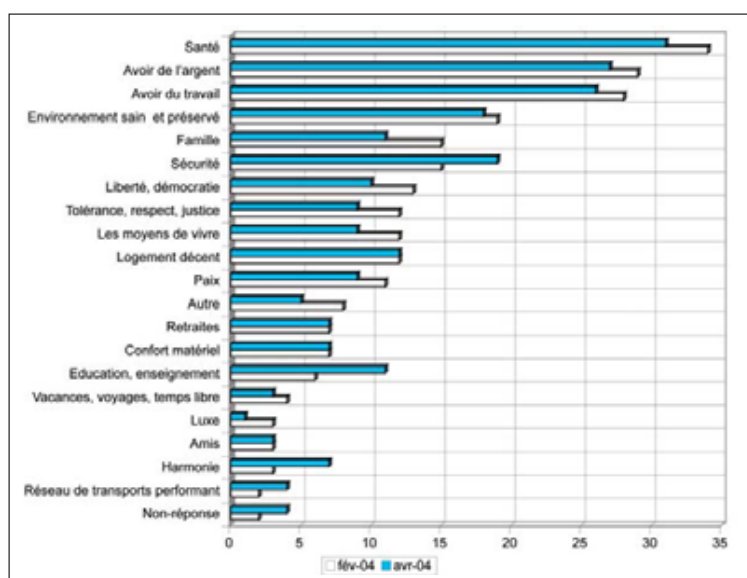


Figure 20 : Significations de la qualité de vie au Luxembourg (pourcentages)

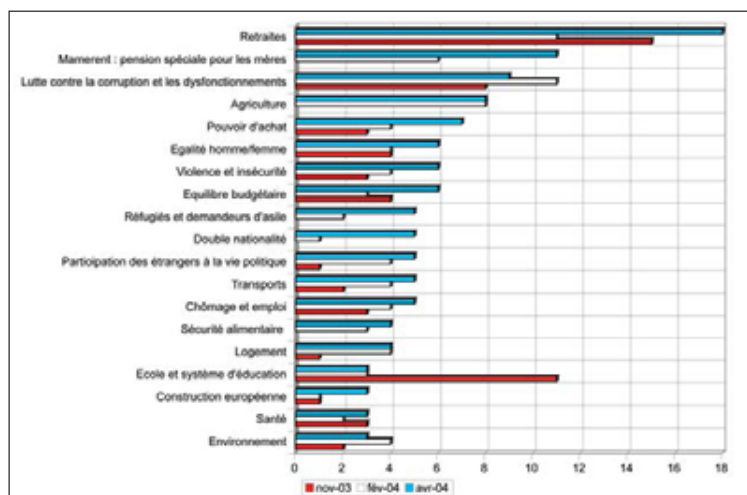


Figure 21 : Crédibilité de l'ADR à mener des politiques à l'avenir (pourcentages)

remarqué également que sur un item aussi sensible que l'appréciation de la qualité de vie était dans « l'ordre de l'acclamation collective ». Pour savoir ce qui se dissimulait derrière cet item, nous avons demandé dans le troisième sondage ce que les sondés désignaient réellement par « qualité de vie »⁴ (voir figure 20, p. 22).

L'ADR

Avant les élections législatives de 1999, les personnes interrogées avaient déclaré que l'ADR était le parti le plus compétent en termes de retraites. Au cours de la campagne 2004, la formation souverainiste, dont l'origine était aussi l'équité en termes de retraites entre le secteur public et secteur privé, a vu sa crédibilité s'effondrer. Si ce thème restait pour les électeurs sa meilleure compétence, il n'était plus que le quatrième parti dans ce domaine. Parmi les six compétences que les sondés reconnaissaient à l'ADR, une seule, les retraites, figurait (et encore en dernière position) parmi les six priorités de l'électorat. L'électorat qui lui accordait certaines compétences dans l'action publique était très homogène : plutôt des personnes de

plus de 65 ans, ayant suivi le secondaire 1^{er} cycle et de sexe masculin (voir figure 21, p. 22).

Conclusion

En résumé, le Parti chrétien-social, en choisissant pour thème de campagne *De séchere Wee*, a répondu de fait aux inquiétudes exprimées par les Luxembourgeois. Il réussit à être considéré comme le plus compétent dans 14 des 19 items choisis par l'électorat. Surtout, il était jugé le plus crédible parmi cinq des six préoccupations majeures de l'électorat. A ce titre, les Luxembourgeois – et de manière générale, les classes moyennes – étaient par rapport aux ressortissants étrangers beaucoup plus soucieux de leur avenir et de celui du Grand-Duché. 24% des personnes interrogées déclaraient en avril 2004 que le chômage et l'emploi étaient leur première priorité et 20% que l'école et le système d'éducation était la deuxième priorité. Ce faisant, les électeurs portaient aussi la responsabilité du tassement économique et des mauvais résultats de l'étude PISA à l'autre partenaire de coalition, le PD, qui tout au long de la campagne ne parvint jamais à apparaître comme le deuxième parti pour mener à bien des politiques publiques efficaces.

Figure 22 : Classement des partis selon leurs compétences lors de la campagne électorale

	Premier	Second	Troisième	Quatrième	Cinquième	Sixième	Septième	Huitième
Agriculture	PCS	Les Verts	POSL	PD	ADR	La Gauche	PCL	Sans-réponse
Chômage et emploi	PCS	POSL	Sans-réponse	PD	Les Verts	La Gauche	ADR	PCL
Construction européenne	PCS	Sans-réponse	POSL	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL
Double nationalité	PCS	Sans-réponse	POSL	PD	Les Verts	La Gauche	ADR	PCL
Ecole système d'éducation	PCS	POSL	Sans-réponse	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL
Egalité homme-femme	PCS	POSL	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL	Sans-réponse
Environnement	Les Verts	Sans-réponse	PCS	POSL	PD	ADR	La Gauche	PCL
Equilibre budgétaire	PCS	POSL	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL	Sans-réponse
Logement	POSL	Sans-réponse	PCS	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL
Lutte contre la corruption	Sans-réponse	PCS	POSL	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL
Participation des étrangers à la vie politique	Sans-réponse	POSL	PCS	PD	Les Verts	La Gauche	ADR	PCL
Pension spéciale pour les mères	PCS	POSL	Sans-réponse	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL
Pouvoir d'achat	PCS	Sans-réponse	POSL	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL
Réfugiés et demandeurs d'asile	PCS	POSL	PD	Les Verts	La Gauche	ADR	PCL	Sans-réponse
Retraites	PCS	POSL	Sans-réponse	PD	ADR	Les Verts	La Gauche	PCL
Santé	PCS	POSL	Sans-réponse	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL
Sécurité alimentaire	Les Verts	PCS	Sans-réponse	POSL	PD	ADR	La Gauche	PCL
Transports	PCS	POSL	Sans-réponse	PD	Les Verts	ADR	PCL	Sans-réponse
Violence et insécurité	PCS	Sans-réponse	POSL	PD	Les Verts	ADR	La Gauche	PCL

⁴ La question était ouverte, c'est-à-dire sans propositions de la part de l'enquêteur. Les réponses ont été recodées par l'ILReS. D'autres regroupements auraient pu être réalisés, par exemple les moyens de vivre avec le confort matériel.

2.6 Campagne politique

2.6.1 Source d'informations électorales

Nous avons analysé la manière dont les citoyens se sont informés lors de la campagne politique. Les répondants à l'enquête post-électorale devaient choisir entre cinq sources d'information grâce auxquelles ils ont pu former leur opinion durant la campagne :

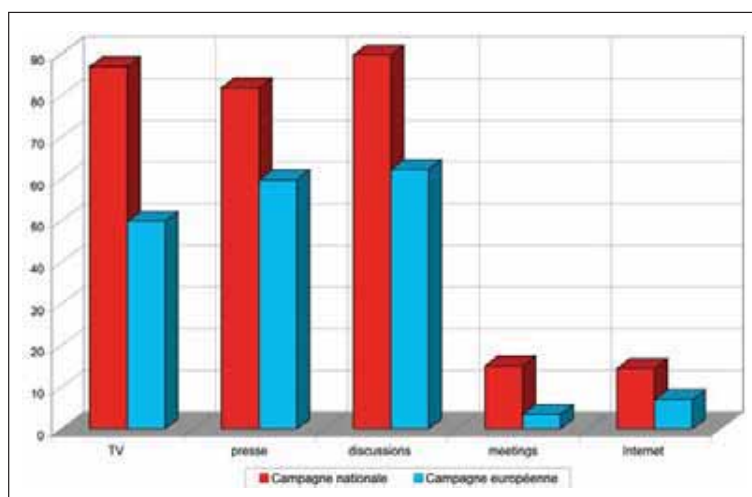


Figure 23 : Sources d'information pour les campagnes politiques nationale et européenne (pourcentages)

De façon globale, cette brève analyse révèle, sans surprise, que les principales sources d'information électorales ont été la télévision, la presse et les discussions entre proches. Il est également peu étonnant de constater que les électeurs se sont informés de façon beaucoup plus intensive pour la campagne nationale que pour la campagne européenne. Cette observation, qui est valable pour l'ensemble des sources d'information, confirme le fait que la campagne européenne suscite bien moins d'intérêt que la campagne nationale. En revanche, nous observons que les discussions entre proches sont la première source d'information, tant pour la campagne des législatives que pour celle des européennes.

Une analyse plus approfondie des sources d'information pour la campagne nationale a mis en évidence des divergences comportementales sensibles par rapport aux meetings électoraux et Internet :

- Il y a environ un tiers en plus d'hommes que de femmes qui se rendent aux meetings pour s'informer et il y a deux fois plus d'hommes que de femmes qui utilisent Internet comme source d'information électorale.

- Plus on avance en âge, plus on est susceptible de participer à des meetings électoraux et moins on est susceptible de s'informer via Internet. Cette variation est particulièrement importante pour Internet, car on chute de 31,5% chez les jeunes de 18 à 24 ans, à 3,8% chez les plus de 65 ans.

- Plus on est éduqué, plus on discute de la campagne électorale et plus on est susceptible de s'informer via Internet. Pour la catégorie « discussion avec des proches », on a noté une différence d'environ 15% entre les moins éduqués et les plus éduqués. Pour la catégorie « utilisation d'Internet », on a noté une différence de plus de 25% entre les moins éduqués et les plus éduqués.

- Les personnes appartenant à un parti ou une association politique participent davantage aux meetings électoraux et utilisent davantage Internet que celles qui ne sont membres d'aucune association.

- Les électeurs du POSL, du PD et du PCS participent plus volontiers aux meetings électoraux que ceux des autres partis. Par contre, les électeurs des Verts, de la Gauche et de l'ADR sont proportionnellement plus nombreux à utiliser Internet à des fins électorales que ceux des autres partis.

En somme, cette brève analyse de la formation de l'opinion électorale met en évidence que les meetings électoraux sont une source d'information en perte de vitesse, alors qu'Internet est un média émergent, dont l'influence électorale est vouée à s'accroître au fil du temps. Le fait qu'il soit utilisé par quasiment un jeune sur trois (31,5%) laisse peu de doute à ce propos.

2.6.2 Campagne politique sur Internet

Les élections de juin 2004 ont vu pour la première fois les candidats développer un site personnel sur Internet. En vue de ce rapport, nous avons voulu connaître :

- 1) la proportion des candidats qui s'était présentée en ligne ;
- 2) le profil sociopolitique de ces candidats ;
- 3) leurs motivations, leurs stratégies et l'offre de leur site en ligne ;
- 4) l'impact électoral de leur site.

– En ce qui concerne la présence des candidats en ligne, il apparaît qu'aucun candidat n'a développé un site personnel en vue des élections européennes et que six candidats sur 403, soit 1,5% de l'ensemble des candidats, ont présenté un site personnel pour les élections nationales. Parmi les six candidats s'étant présentés individuellement en ligne, cinq appartenaient au LSAP. Cette faible présence des candidats en ligne est surprenante dans la mesure où le Luxembourg est un pays dans lequel le système de vote préférentiel est fortement utilisé. Il s'agit d'un système qui devrait encourager les candidats à acquérir une plus forte présence individuelle lors de la campagne électorale.

– Les quelques candidats s'étant présentés en ligne se caractérisent par une forte similitude quant à leur profil sociodémographique. Il s'agit de candidats masculins, jeunes (la moyenne d'âge étant de 34 ans), ayant certaines connaissances informatiques et participant généralement pour la première fois à des élections nationales.

– Les principales motivations exprimées par les candidats lors d'interviews étaient d'accroître leur compétitivité électorale en touchant des catégories de la population qui normalement ne sont pas réceptives aux méthodes de campagne politique traditionnelle. Il s'agit, en particulier, des jeunes et de l'électorat qui ne se déplace pas (ou plus) aux meetings politiques.

– En ce qui concerne l'impact des sites Internet des candidats, les données sur l'utilisation de ceux-ci mettent en évidence une fréquentation fortement variable. Il ressort de l'étude que la meilleure façon pour promouvoir le site politique d'un candidat est d'en faire la publicité à travers les *mass media* (télévision et radio).

La présence en ligne des partis politiques a été analysée sur base de 144 variables qui ont été subdivisées en cinq catégories d'analyse :

- 1) la présence d'informations générales ;
- 2) la présence d'informations électorales ;
- 3) la présence de liens utiles ;
- 4) l'interactivité du site et
- 5) la navigabilité du site.

La figure 24 présente une synthèse de l'offre des partis politiques dans ces différents domaines.

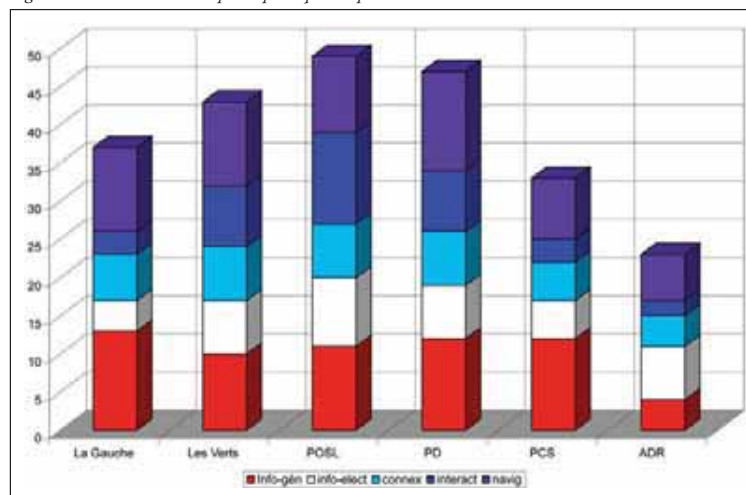
Pour l'objectif restreint de cette synthèse, nous allons nous limiter à quelques commentaires concernant plus spécifiquement les variables électorales.

Dans une perspective d'analyse générale, notre étude révèle que le niveau de présence en ligne est indépendant de la grandeur du parti. En ce qui concerne les partis mineurs, nous avons constaté que la Gauche et les Verts sont compétitifs, alors que l'ADR est particulièrement faible et que deux partis n'ont aucune présence en ligne (le PCL et le FPL). Par rapport aux partis majeurs, il apparaît que le PD et le POSL présentent un score relativement élevé, alors que le PCS n'arrive qu'avant-dernier, juste devant l'ADR.

Par rapport aux informations électorales, les différences entre les partis sont assez prononcées. Le PCS et la Gauche sont les partis ayant le moins misé sur Internet pour promouvoir leur programme électoral ainsi que leurs candidats. Par ailleurs, nous avons souligné que des informations plus légères et accrocheuses ont été propagées également sur les sites des partis politiques. C'est le cas par exemple des *e-cards* et des *banners* qui ont connu un succès non négligeable auprès de l'électorat luxembourgeois. Cela suggère que le style accrocheur, utilisé par la télévision spectacle, a tendance à se propager également sur Internet.

L'interactivité, qui constitue la mesure la plus révélatrice de la volonté des partis d'ouvrir de nouveaux canaux d'interaction avec les citoyens, est la dimension pour laquelle on observe les plus grandes différences entre partis : par rapport au POSL, de loin le parti ayant misé davantage sur cette dimension, on note un écart de 10 points avec l'ADR, de 9 points avec le

Figure 24 : Sites Internet des partis politiques en période électorale



PCS et la Gauche, et de 4 points avec les Verts et le PD. En ce qui concerne l'interaction individuelle (présence d'e-mails de contact), on distingue, d'une part, les partis qui mettent à disposition l'adresse e-mail de l'ensemble ou d'une partie de leurs mandataires et de leur personnel (le POSL, les Verts et le PD) et, d'autre part, ceux qui ne proposent qu'une adresse e-mail générale, comme c'est le cas pour le PCS et l'ADR. Par ailleurs, et dans une perspective plus électoraliste, nous avons constaté que le POSL est le seul parti à avoir mis le mail de ses candidats en ligne. En ce qui concerne l'interaction de « plusieurs-à-plusieurs », le PD et le POSL sont les seuls partis à donner de véritables possi-

bilités d'interaction en ligne à travers, par exemple, la mise en place de forums de discussion et de procédures de consultation en ligne. Enfin, pour ce qui est des possibilités de mobilisation, celles-ci sont, en dehors de l'affiliation au parti en ligne, relativement limitées. Le parti des Verts était le seul à promouvoir le financement de la campagne via Internet.

2.6.3 Campagne dans la presse écrite

Les représentants des partis politiques et les observateurs s'interrogent toujours sur le ou les événements qui ont contribué à la détermination du vote. Sauf cas exceptionnel – le scrutin espagnol de mars 2004 par exemple –, la détermination du vote dans le chef de l'électeur repose toujours sur sa seule capacité à recevoir et à trier de multiples informations dans une suite logique, en fonction de ses valeurs et par rapport à la position sociale qu'il croit occuper ou qu'on lui attribue. En d'autres termes, un événement construit comme important par les acteurs et les observateurs d'une campagne électorale n'aura pas forcément l'impact supposé auprès de tous les électeurs. Ceux-ci ont en effet des modes de construction sociale de la réalité et des appartenances qui attribuent *in fine* à un événement des significations personnelles ou collectives fort différentes.

Après avoir répertorié toutes les pages se rapportant à la politique des journaux et hebdomadaires de presse depuis octobre 2003, date de la dernière rentrée parlementaire de la législature, jusqu'au 11 juin 2004⁵, nous avons conclu que les 10 premiers acteurs présents dans notre sélection d'articles sont les formations politiques représentées au Parlement, les institutions politiques enjeux de l'élection (gouvernement et Chambre des Députés) et les syndicats dont la représentativité nationale avait été également un enjeu lors de la législature écoulée.

Il est intéressant de remarquer aussi que les trois autres groupes d'intérêts, acteurs et objets de la campagne électorale sont en premier lieu les organisations professionnelles de la place financière – autre confirmation de leur entrisme dans la sphère politique et de leurs poids dans le processus décisionnel au Luxembourg –, en second, les organisations défendant les droits des étrangers et des immigrés, en troisième, les organisations environnementalistes.

Figure 25 : Les dix premiers acteurs de la campagne électorale (pourcentages)

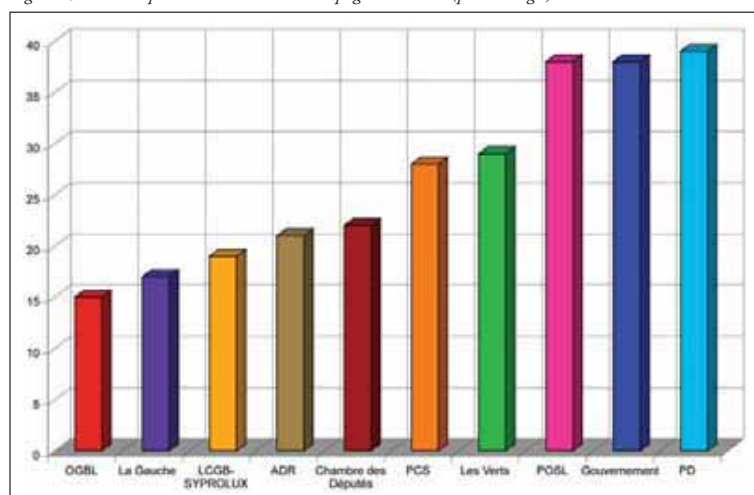
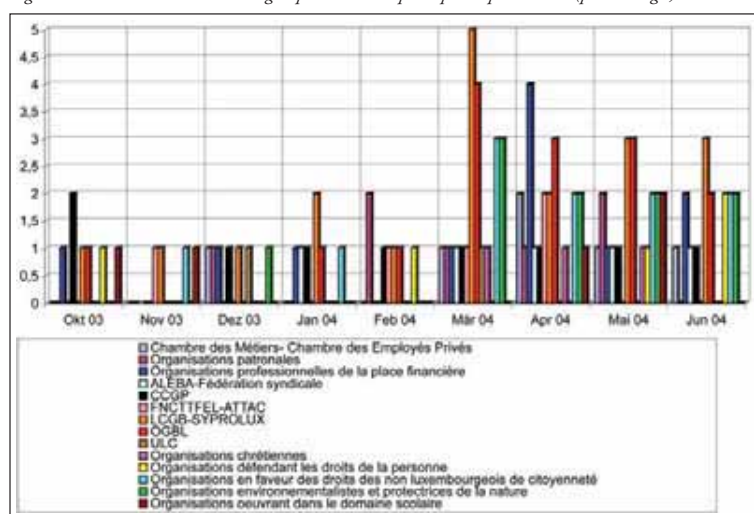


Figure 26 : Intensité des actions des groupes d'intérêt reprises par la presse écrite (pourcentages)



⁵ Nous avons aussi à notre disposition la revue de presse « ministres » du Service information et presse que nous avons utilisée comme moyen de contrôle de notre collecte des articles.

3 Analyse du vote d'après les résultats

- 3.1 Résultats généraux
- 3.2 Etude des bulletins
- 3.3 Analyse de géographie et sociologie électorale

3.1 Résultats généraux

Figure 27 : Résultats des législatives – circonscription Centre

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
PCL	6216	2366	8582	0,8%	27,6%
La Gauche	11907	7541	19448	1,9%	38,8%
Les Verts	86478	54070	140548	13,7%	38,5%
POSL	101031	92296	193327	18,8%	47,7%
PD	94269	125431	219700	21,4%	57,1%
PCS	194775	170589	365364	35,5%	46,7%
ADR	61068	20165	81233	7,9%	24,8%
Total	555744	472458	1028202		45,9%

Figure 28 : Résultats des législatives – circonscription Sud

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
PCL	17940	9002	26942	1,7%	33,4%
La Gauche	19803	16881	36684	2,3%	46%
Les Verts	95128	69670	164798	10,2%	42,3%
POSL	284257	234970	519227	32,3%	45,3%
PD	79028	73730	152758	9,5%	48,3%
PCS	323380	249508	572888	35,6%	43,6%
ADR	102281	33533	135814	8,4%	24,7%
Total	921617	687294	1609111		42,7%

Figure 29 : Résultats des législatives – circonscription Nord

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
La Gauche	2439	1286	3725	1,3%	34,5%
Les Verts	14994	15192	30186	10,9%	50,3%
POSL	21051	22761	43812	15,8%	51,9%
PD	16020	40233	56253	20,3%	71,5%
PCS	45513	55152	100665	36,3%	54,8%
ADR	23571	17420	40991	14,8%	42,5%
FPL	1161	764	1925	0,7%	39,7%
Total	124749	152806	277557		55,1%

Figure 30 : Résultats des législatives – circonscription Est

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
La Gauche	1526	688	2214	1,3%	31,1%
Les Verts	12103	8260	20363	12,1%	40,6%
POSL	15190	12492	27682	16,5%	45,1%
PD	13258	18632	31890	19%	58,4%
PCS	31584	33324	64908	38,7%	51,3%
ADR	13237	7517	20754	12,4%	36,2%
Total	86898	80913	167811		48,2%

3.1.1 Résultats aux élections législatives

Circonscription électorale du Centre : élection de 21 députés⁶

Electeurs inscrits : 63 099

– Nombre de votants : 56 712 (89,88%)

Bulletins blancs : 1 533 (2,70%)

Bulletins nuls : 1 623 (2,86%)

Bulletins blancs et nuls : 3 156 (5,57%)

Bulletins valables : 53 556 (94,44% du nombre de votants)

Circonscription électorale du Sud : élection de 23 députés

Electeurs inscrits : 89 085

– Nombre de votants : 82 212 (92,28%)

Bulletins blancs : 2 401 (2,92%)

Bulletins nuls : 2 320 (2,82%)

Bulletins blancs et nuls : 4 721 (5,74%)

Bulletins valables : 77 491 (94,26% du nombre de votants)

Circonscription électorale du Nord : élection de 9 députés

Electeurs inscrits : 37 013

– Nombre de votants : 34 802 (94,03%)

Bulletins blancs : 979 (2,81%)

Bulletins nuls : 984 (2,83%)

Bulletins blancs et nuls : 1 963 (5,64%)

Bulletins valables : 32 839 (94,36% du nombre de votants)

Circonscription électorale de l'Est : élection de 7 députés

Electeurs inscrits : 28 588

– Nombre de votants : 26 366 (92,23%)

Bulletins blancs : 731 (2,78%)

Bulletins nuls : 611 (2,32%)

Bulletins blancs et nuls : 1 342 (5,09%)

Bulletins valables : 25 024 (94,91% du nombre de votants)

⁶ Service information et presse du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Résultats officiels des élections législatives du 13 juin 2004, http://www.gouvernement.lu/dossiers/elections/elections2004/resultats_legislatifs.pdf, juillet 2004

Le pays en total des voix

Ci-contre, nous avons présenté les résultats en distinguant circonscription par circonscription le total de suffrages obtenus, le total des suffrages de liste et le total des suffrages nominatifs (ainsi que, pour chaque parti et pour la circonscription entière, le pourcentage des suffrages nominatifs – panachage intra- et inter-listes – exprimés par rapport aux suffrages totaux). Une façon pour donner un résultat global au niveau du pays consiste à additionner ces résultats pour obtenir les totaux des voix obtenues dans tout le pays. Ce procédé a cependant le désavantage de donner plus d'importance aux électeurs des grandes circonscriptions et de « désavantager » les électeurs des petites circonscriptions. Il est donc à proscrire et à remplacer par une méthode de calcul passant par le concept de « l'électeur fictif ».

Pays : somme des suffrages
 Electeurs inscrits : 217 683
 – Nombre de votants : 200 092 (91,92%)
 Bulletins blancs : 5 644 (2,82%)
 Bulletins nuls : 5 538 (2,77%)
 Bulletins blancs et nuls : 11 182 (5,59%)
 Bulletins valables : 188 910 (94,41% du nombre de votants)
 (voir figure 31 ci-contre)

Le pays : électeurs fictifs

Etant donné que le nombre de députés à élire et donc de voix à distribuer pour l'électeur diffère de circonscription en circonscription, il est de coutume de présenter les résultats nationaux sur base « d'électeurs fictifs » plutôt qu'en termes de somme des voix obtenues dans chaque circonscription. Le nombre de suffrages obtenus par un parti est divisé par le nombre de voix dont dispose théoriquement l'électeur dans sa circonscription (ainsi, on divise par 21 le nombre de voix obtenues par chaque parti dans la circonscription du Centre, par 23 leur score dans le Sud, par 7 leur score dans l'Est et par 9 leur résultat dans le Nord). La somme pour tous les partis et les quatre circonscriptions donne un résultat national en « électeurs fictifs », comme si chaque électeur avait donné son (unique) vote à un parti en particulier. Ces électeurs fictifs nous permettent de calculer aussi bien le score des partis au niveau national que pour chaque parti le taux des suffrages nominatifs (voir figure 32 ci-contre).

Si l'on considère les résultats au niveau national et que l'on compare les voix exprimées en vote de liste et en vote nominatif depuis 1974

(l'élection pour laquelle la première enquête a été réalisée pour le compte de la Chambre des Députés), on constate que pour la première fois en 30 ans et sept élections législatives, la proportion des votes nominatifs dépasse les 45%. Il s'agit d'un nouveau palier, puisque le « record » précédent datait de 1974 avec 42%, et que 1999 – qui constituait le second scrutin en termes d'importance des votes nominatifs (41%) – est relégué à près de 5% par les élections législatives de juin 2004.

La tradition est néanmoins respectée en ce qui concerne la répartition de ces voix nominatives entre listes : le pourcentage obtenu par le PD et le PCS sur le total des voix nominatives est supérieur (respectivement de 4% et de 0,8%) à celui que ces partis ont reçu au total de toutes les voix (votes de liste et préférentiels). Cette sur-représentation des voix nominatives pour le PD en particulier est encore plus clairement reflétée dans le tableau ci-dessous, puisqu'il s'agit du seul parti qui compte plus – et de loin, 58,4% – de voix exprimées sous forme de votes nominatifs que de voix distribuées sous forme de votes de liste. On trouve ensuite les deux autres grands partis traditionnels, le PCS avec 47,6% et le POSL avec 1% de moins. La répartition est davantage marquée en faveur des votes de liste pour les Verts (42,1%) qui, si l'on

Figure 31 : Elections législatives 2004 – pays : somme des suffrages

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
somme des voix					
PCL	24156	11368	35524	1,15%	32,0%
La Gauche	35675	26396	62071	2,01%	42,5%
Les Verts	208703	147192	355895	11,54%	41,4%
POSL	421529	362519	784048	25,43%	46,2%
PD	202575	258026	460601	14,94%	56,0%
PCS	595252	508573	1103825	35,81%	46,1%
ADR	200157	78635	278792	9,04%	28,2%
FPL	1161	764	1925	0,06%	39,7%
Total	1689208	1393473	3082681		45,2%

Figure 32 : Elections législatives 2004 – pays : électeurs fictifs

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
électeurs fictifs					
PCL	1076	504,1	1580,1	0,91%	31,9%
La Gauche	1917	1334,2	3251,2	1,87%	41,0%
Les Verts	11649	8471,9	20120,9	11,58%	42,1%
POSL	21679	18924,7	40603,7	23,37%	46,6%
PD	11599	16310,6	27909,6	16,06%	58,4%
PCS	32904	29860,0	62764,0	36,13%	47,6%
ADR	11865	5427,6	17292,6	9,95%	31,4%
FPL	129	84,9	213,9	0,12%	39,7%
Total	92818	80918	173736		46,6%

calcule la part de voix nominatives sur le total de voix nominatives exprimées, obtient un score de plus d'1% inférieur à son score total. Mais le parti le plus déficitaire sur cet indicateur est sans conteste l'ADR, dont les voix nominatives ne représentent que 6,7% de toutes les voix nominatives exprimées pour 9,95% en score total (déficit de plus de 3%). C'est aussi le parti pour lequel les votes nominatifs contribuent le moins au score total, avec seulement 31,4% (encore moins que la part de votes nominatifs dans le vote communiste, une formation qui pourtant a toujours privilégié le vote pour la liste, au nom de l'idéologie prônée par le parti, plutôt qu'à la personnalisation du vote).

Au niveau des circonscriptions, la part des votes nominatifs reste en 2004 la plus importante dans la circonscription Nord, avec plus de 55,1%. Vient ensuite la plus petite circonscription, l'Est avec 48,2%, puis le Centre (45,9%) et le Sud (42,7%). Le Nord garde donc sa particularité de vote majoritaire pour des candidats, un phénomène qui n'est pas entièrement explicable par la taille de la circonscription (on vote moins nominativement dans l'Est). En 2004, la capacité d'attraction de la tête de liste libérale, Charles Goerens, qui est de loin le *recordman* des voix de préférence dans le Nord, avec plus de 15 000 voix (soit un gain de près de 3 000 voix par rapport à 1999 pour l'ancien président de parti et ministre sortant), pour un peu moins de 12 000 à sa dauphine Marie-Josée Jacobs du PCS, semble à nouveau avoir joué un rôle dans le niveau élevé de vote personnalisé. Avec cette « locomotive électorale », la part des voix de préférence dans le vote libéral total grimpe à 71,5% dans le Nord, alors qu'elle était de 61,2% en 1999. Si la Gauche voit sa part de votes nominatifs largement augmenter par rapport à la liste commune avec le PCL en 1999 (+7%), ceux-ci sont en revanche en recul pour le PCS (-2,1%), les Verts (-4,3%) et surtout pour le POSL (-7,2%).

Dans l'autre petite circonscription, on l'a vu, la part des voix nominatives est proche des 50%. Dans l'Est, les voix nominatives pour le PCS dépassent désormais les 50% des voix totales engrangées par ce parti, avec une augmentation de 49,2% en 1999 à 51,3% en 2004. On constate également une augmentation du vote nominatif pour tous les autres partis : le bond le plus spectaculaire est à nouveau à mettre à l'actif du PD, qui passe de 45,8% à 58,4% (+12,6% !) pour +1,5% à l'ADR (de 34,7% à 36,2%) et +1% au POSL (de 50,4% à 51,3%) et aux Verts (de 39,5% à 40,6%),

l'augmentation du vote nominatif pour la Gauche par rapport à la liste commune de gauche radicale de 1999 étant du même ordre que celle de ces derniers partis.

Dans le Centre, l'évolution des types de vote est plus bigarrée entre les listes : si l'on constate de forts accroissements du vote nominatif pour le PD (+16% pour arriver à plus de 57% du total des voix de ce parti ; cette augmentation des voix préférentielles correspond à la plus grosse perte en termes de total des voix pour le PD) et pour les Verts (son plus fort bond en avant, avec 6,5% de plus qu'en 1999), on voit aussi le vote nominatif reculer pour le POSL (-3,5%), tandis qu'il augmente légèrement pour l'ADR et le PCS (respectivement 1,5% et 1% de mieux). Le score nominatif de la Gauche est en hausse de 2% par rapport à 1999, tandis que celui du PCL, présent dans cette circonscription, est nettement plus bas en 2004 que lorsque ce parti faisait cause commune avec la Gauche.

Enfin, dans la plus grande circonscription, qui est aussi celle où le vote nominatif est traditionnellement le plus faible, la « normalisation » continue, avec des accroissements de la part du vote préférentiel dans le total des voix récoltées par tous les partis : à nouveau, le PD, qui perd beaucoup de voix au total dans le Sud, se démarque avec un bond en avant de ses voix de préférence de 17% pour désormais flirter avec la barre des 50% de ses voix au total, les Verts voient leur capital préférentiel augmenter de plus de 5%, le POSL l'augmente de 3,5% pour 3% à l'ADR (pour atteindre à peine un quart du total de ses voix dans le Sud) et 2% au PCS. Le niveau du vote nominatif du PCL en 2004 est comparable, mais légèrement plus faible que celui de la liste commune de 1999, tandis que ce niveau est de plus de 10% supérieur pour la Gauche.

3.1.2 Une présentation inédite des résultats

Dans notre rapport, nous proposons une nouvelle manière de calculer le nombre réel d'électeurs « physiques » qui expriment un vote personnel. En effet, la façon classique de présenter les résultats en électeurs fictifs ne prend pas en compte le fait que les électeurs-panacheurs n'utilisent souvent pas toutes les voix à leur disposition. Ceci conduit à sous-estimer leur nombre. Par exemple, si 12 électeurs de la circonscription du Sud votent uniquement pour Jean-Claude Juncker (en lui donnant deux

voix), la méthode traditionnelle comptabilisera UN seul électeur fictif⁷.

En appliquant quelques considérations simples, nous arrivons à supprimer ce biais et à calculer pour la première fois un résultat qui donne au niveau agrégé (dernière ligne de la *figure 33*) le comportement exact des électeurs réels. Ceci s'avérera très utile notamment pour l'étude de l'électeur-stratège et les comparaisons internationales. En utilisant cette nouvelle méthode, on découvre que plus de 96 000 électeurs (au lieu de 81 000 comme le suggère le calcul des électeurs fictifs) ont choisi un vote personnalisé⁸. Ceci correspond à près de 51% des électeurs ayant exprimé un vote valable. Le nombre des électeurs stratèges est donc encore plus grand qu'on ne le pensait à ce jour, puisqu'il concerne plus de la moitié de l'électorat.

La distribution des électeurs par parti révèle elle aussi de nouvelles indications quant aux comportements de vote des différents électors. Ainsi, les trois grands partis traditionnels comptent un électorat qui, en majorité, émet un vote nominatif : plus de six électeurs sur dix du PD (60,5%) ont donc exprimé un vote pour des candidats, plutôt que pour l'entièreté de la liste, près de 52% ont fait de même dans l'électorat PCS et près de 51% dans celui du POSL. En revanche, les votes de liste sont toujours largement privilégiés dans l'électorat de l'ADR et du PCL (plus de 60% d'électeurs ont coché la case de tête de liste), puis dans celui du FPL, de la Gauche et enfin des Verts (*voir figure 33 ci-contre*).

Le calcul circonscription par circonscription, lui, indique que seuls les électeurs du Sud sont en majorité à voter pour une liste (51,7%) ; en revanche, dans l'Est (50,3%) et dans le Centre (50,6%), une petite majorité d'électeurs exprime un vote nominatif (on remarquera que la différence entre le pourcentage de voix et le pourcentage d'électeurs est moindre dans l'Est que dans les autres circonscriptions ; il y a en effet moins de voix à attribuer dans cette circonscription et les électeurs ont donc, en particulier par rapport aux deux grandes

circonscriptions, moins tendance à involontairement ne pas utiliser toutes leurs voix – voir l'étude complète des bulletins). Enfin, dans le Nord, près de six électeurs sur dix (57,8%) émettent un vote nominatif.

En 1999, les électeurs émettant un vote nominatif étaient majoritaires dans la seule circonscription du Nord, avec 58,4%, soit un résultat légèrement supérieur à celui enregistré en 2004. Dans toutes les autres circonscriptions, le vote nominatif a augmenté nettement : de près de 5% dans le Sud (43,8% en 1999), de plus de 2,5% dans le Centre (48% en 1999) et de près de 2% dans l'Est (48,4% en 1999). Au total pour le pays, la part d'électeurs ayant émis un vote nominatif en 1999 était de 48,1%, elle a donc augmenté de près de 3% entre les deux élections législatives.

Figure 33 : Elections législatives 2004 – pays : nouvelle méthode, électeurs réels⁹

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
électeurs réels					
PCL	1076	642,1	1718,1	0,91%	38,3%
La Gauche	1917	1618,2	3535,2	1,87%	46,2%
Les Verts	11649	10229,25	21878,25	11,58%	47,1%
POSL	21679	22471	44150	23,37%	50,9%
PD	11599	18748,2	30347,2	16,06%	60,5%
PCS	32904	35341,8	68245,8	36,13%	51,7%
ADR	11865	6937,9	18802,9	9,95%	37,9%
FPL	129	103,6	232,6	0,12%	45,1%
Total	92818	96092	188910		50,9%

3.1.3 Résultats aux élections européennes

Circonscription unique (nationale)¹⁰

Electeurs inscrits : 229 550
 – Nombre de votants : 209 689 (91,35%)
 Bulletins blancs : 10 184 (4,86%)
 Bulletins nuls : 7 320 (3,49%)
 Bulletins blancs et nuls : 17 504 (8,35%)
 Bulletins valables : 192 185 (91,65% du nombre de votants)
 (*voir figures 34 et 35, p. 32*)

⁷ En effet : $(12 \times 2) : 23 = 1,04$

⁸ Il n'en reste pas moins qu'en termes de voix exprimées, ces électeurs n'ont contribué qu'à 46,6% du total des suffrages, mais il nous semble indiqué de mentionner aussi cette mesure de nombre de personnes ayant émis un vote préférentiel afin d'éviter des confusions entre nombre de votes émis et nombre d'électeurs (bulletins valables).

⁹ Nous retranchons le nombre total d'électeurs fictifs ayant exprimé un vote de liste du nombre total de bulletins valables pour obtenir le nombre réel de personnes ayant émis un vote nominatif. Dans l'attribution de ceux-ci aux différents partis, nous recourons à deux méthodes différentes que nous discutons dans le rapport.

¹⁰ Service information et presse du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Résultats officiels des élections européennes du 13 juin 2004, http://www.gouvernement.lu/dossiers/elections/elections2004/resultats_europeenes.pdf, juillet 2004

Figure 34 : Elections européennes – somme des voix

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
Elections européennes					
PCL	8706	4094	12800	1,17%	32%
La Gauche	10962	7383	18345	1,68%	40,2%
Les Verts	108246	55508	163754	15,02%	33,9%
POSL	139740	100744	240484	22,06%	41,9%
PD	76086	85978	162064	14,87%	53,1%
PCS	231144	173679	404823	37,14%	42,9%
ADR	60144	27522	87666	8,04%	31,4%
Total	635028	454908	1089936		41,7%

En termes de voix, la proportion entre votes de liste et votes nominatifs est assez différente de celle observée pour les législatives, avec ici une propension plus marquée à voter pour une liste. Les partis qui se situent au-dessus de la moyenne nationale pour le vote nominatif sont le PD (plus de 53%), le PCS (près de 43%) et, de peu, le POSL avec près de 42%.

Figure 35 : Elections européennes – électeurs réels

Nom du parti	Suffrages de liste	Suffrages nominatifs	Suffrages totaux	% des suffrages	% nominatifs
Elections européennes					
PCL	1451	777,09	2256,984	1,17%	35,7%
La Gauche	1827	1401,38	3234,716	1,68%	43,5%
Les Verts	18041	10536,08	28874,23	15,02%	37,5%
POSL	23290	19122,42	42403,79	22,06%	45,1%
PD	12681	16319,65	28576,24	14,87%	55,6%
PCS	38524	32966,36	71381,17	37,14%	46,0%
ADR	10024	5224	15457,87	8,04%	35,1%
Total	105838	86347	192185		44,93%

En réalisant le calcul pour obtenir le nombre d'électeurs réels (figure 36), on remarque que près de 45% ont émis un vote nominatif. Le pourcentage d'électeurs émettant un vote nominatif dans l'électorat total du PD monte à 55,6%, celui du PCS à 46%, tandis que celui du POSL se situe à 45,1%. Contrairement à ce qui est observé aux élections législatives, la proportion d'électeurs ayant émis un vote nominatif est en légère baisse aux européennes par rapport à celles de 1999, où cette part s'établissait à 45,6%. Le comportement selon le type de vote aurait donc vécu des dynamiques différentes entre législatives et européennes.

Par ailleurs, nous verrons plus loin dans l'étude des résultats par commune, puis dans l'analyse des votes disjoints ou hétérogènes – *split tickets* en anglais – entre élections législatives et européennes de 2004, que des différences de vote, trop souvent cachées par l'observation des résultats agrégés et le désintérêt de la classe politique luxembourgeoise pour les élections

européennes (ce qui devrait changer à la lumière du choc du référendum de juillet 2005) existent bien entre ces deux élections.

3.1.4 Non-participation électorale et le vote blanc selon le sondage

Le vote obligatoire minore l'intérêt de l'analyse de la non-participation dans les études électorales effectuées au Grand-Duché. Pour autant, l'analyse des résultats révèle que, malgré les différences de taille entre circonscriptions, le nombre absolu de personnes n'ayant pas participé au vote est similaire dans le Centre que dans le Sud (respectivement 6 400 et 6 900), et identique dans l'Est et le Nord (environ 2 200). Parmi les répondants au sondage, on constate surtout la surreprésentation des abstentionnistes de la circonscription Centre.

Comme en 1994, on remarque grâce au sondage qu'il y a davantage de femmes qui déclarent n'avoir pas voté (plus des trois quarts des non-votants déclarés). Etant donné que les personnes âgées de plus de 75 ans sont dispensées de l'obligation de voter d'office, il est normal de trouver une (petite) majorité de cas de non-votants nés avant ou en 1929. Notons néanmoins que le taux de participation déclaré chez les plus de 75 ans, pour qui le vote devient facultatif, est tout de même d'environ 88%.

La deuxième catégorie d'âge la plus importante (un peu moins d'un quart) des non-votants déclarés est, quant à elle, plus jeune que l'ensemble de l'échantillon, puisqu'il s'agit de la tranche des 25-34 ans. On retrouve donc avec les classes d'âge une courbe de la participation électorale en forme de U inversé, mise en évidence dans les études empiriques traitant de la question, indépendamment du système électoral (et donc de l'obligation de voter ou non) en vigueur.

Les non-votants se distinguent encore des votants par leur plus faible formation scolaire et leurs moindres revenus, des variables fortement liées à l'âge des répondants (les personnes plus âgées n'ont pas bénéficié de la généralisation et la démocratisation de l'enseignement et les retraites n'ont pas le niveau des salaires perçus pendant la vie active), 80% des non-votants déclarés étant en effet inactifs. Notons enfin que les non-votants déclarent avoir une position plus à gauche que la moyenne de l'échantillon. C'est particulièrement le cas pour les plus jeunes des non-votants déclarés, la classe des 25-34 ans. Un peu moins d'un quart des non-votants déclare ne pas se sentir proche d'un parti politique. Un tiers se dit proche

du POSL, le parti qui est aussi majoritairement cité par les non-votants de plus de 65 ans.

La justification donnée par les répondants pour leur non-participation est principalement celle de l'âge (plus d'un tiers, mais nous savons par ailleurs que plus de la moitié des non-votants avaient effectivement 75 ans ou plus ; certains de ceux-ci ont donc donné une autre raison que celle de l'âge). Un tiers des non-votants prétend ne pas avoir reçu de convocation ou ne pas être inscrit sur les listes électorales, ce qui renvoie la responsabilité du non-vote à l'administration, étant donné que tous les répondants sont de nationalité luxembourgeoise et qu'aucun des non-votants arguant de la sorte ne fait partie de la classe d'âge des 18-24 ans (le sondage étant réalisé après les élections, il était théoriquement possible de trouver quelques cas de jeunes ayant 18 ans accomplis au moment du sondage, mais pas au moment du vote). 20% des non-votants déclarent qu'ils étaient malades le jour des élections et 10% indiquent qu'ils se trouvaient à l'étranger. En 1999, c'est pourtant cette dernière raison qui arrivait en tête des justifications des non-votants dans le sondage post-électoral, avant l'âge limite (qui était alors de 70 ans).

Les quelques répondants supplémentaires qui déclarent ne pas avoir voté pour les élections européennes mentionnent leur désintérêt pour

la politique européenne ou leur désaccord par rapport à la position de leur parti sur les questions européennes. Les effectifs sont cependant tellement faibles qu'ils ne permettent pas une étude fiable séparée.

Contrairement à la répartition géographique des abstentionnistes effectifs, celle du vote blanc est davantage proportionnelle à la taille des circonscriptions. On constate même une surreprésentation de la circonscription Sud que l'on retrouve dans l'échantillon de notre sondage. Le vote blanc concerne moins les hommes que les femmes (40%-60%). On observe une répartition plus équitable entre classes d'âge que pour les abstentionnistes, avec néanmoins une surreprésentation des 25-34 ans et des 50-64 ans par rapport à leur poids dans l'échantillon. Le niveau d'éducation est plus élevé que pour les abstentionnistes effectifs, tout comme le revenu. Ce qui marque plus nettement la différence entre les deux groupes, c'est l'absence quasi totale de proximité avec un parti politique (à l'exception d'un répondant mentionnant les Verts). Plus de 40% des répondants justifient leur vote blanc en arguant de leur manque de confiance envers la politique et les hommes politiques. Viennent ensuite le vote de protestation, le fait qu'aucun parti ne leur donne satisfaction ces derniers temps et le fait qu'ils ne comprennent rien à la politique.

3.2 Etude des bulletins

Depuis 1974, les rapports commandités par la Chambre ont comporté un volet original qui est l'analyse d'un échantillon de bulletins panachés (votes préférentiels intra- ou inter-listes). La présente étude est donc la 7^e du genre, dans la foulée des études du CRISP et de celle des élections de 1999 réalisée par notre équipe. Nous avons tiré un échantillon aléatoire de 6 189 bulletins, correspondant à plus de 6,4% du total des bulletins panachés (96 092), en essayant de respecter pour chaque circonscription le même taux d'échantillonnage. Après leur saisie informatique, ces bulletins nous permettent d'étudier la structuration du vote personnalisé

selon plusieurs problématiques : d'abord, la comparaison du panachage intra- et inter-listes et, pour ce dernier, le nombre de listes réunies sur un même bulletin, l'association des candidats sur un bulletin et les performances des candidats selon leur sexe et leur notabilité.

3.2.1 Panachage intra- et inter-listes

Nous allons estimer la proportion de votes panachés intra-liste (plusieurs candidats sur une même liste) et inter-listes parmi les personnes ayant émis un vote panaché¹¹. Au niveau na-

¹¹ Nous utilisons ici le mot panachage comme synonyme de personnalisation du vote pour distinguer panachage intra- et inter-listes. D'autres auteurs réservent le mot panachage au seul vote personnalisé inter-listes.

tional, le vote panaché entre plusieurs listes (73,5%) est près de trois fois supérieur au vote panaché sur une seule liste (26,5%).

Pour les circonscriptions du Centre et du Nord, ce rapport de 3 à 1 est même légèrement dépassé, alors que dans la circonscription de l'Est, la part relative du vote sur une seule liste parmi les votes panachés est seulement deux fois moins importante (33,7%) que le panachage inter-listes (66,3%).

Figure 36 : Structure des votes panachés pour l'ensemble des bulletins (élections législatives 2004), par circonscription et au niveau national

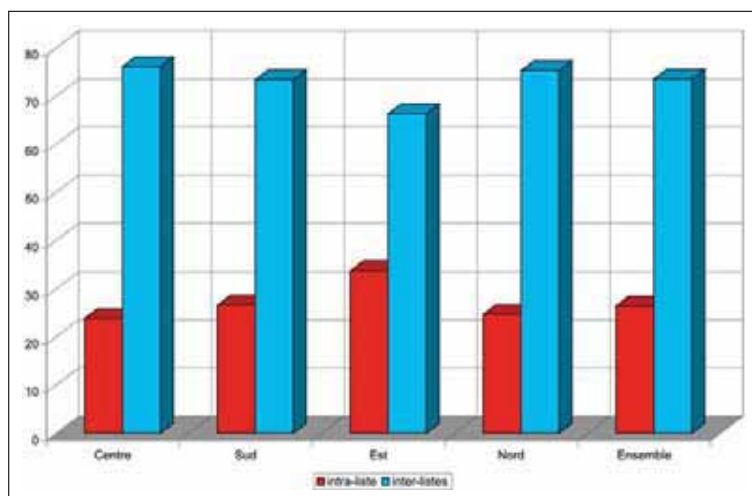
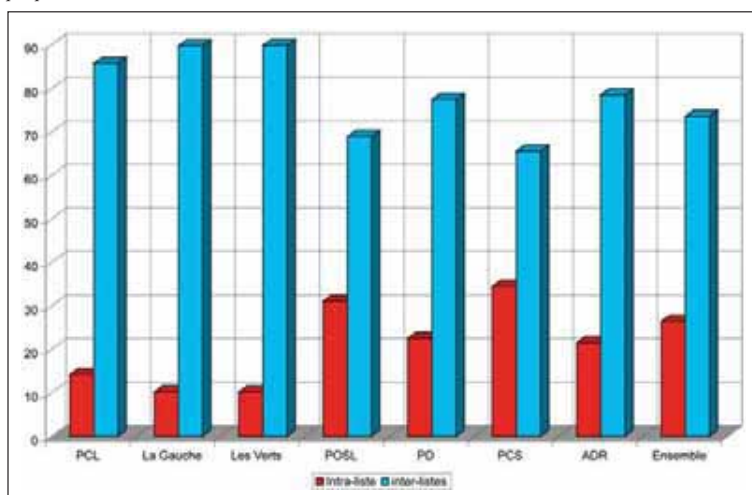


Figure 37 : Structure des votes panachés pour l'ensemble des bulletins (élections législatives 2004), par parti au niveau national



En comparant ces résultats à ceux de 1999¹², on constate qu'au niveau national, la part du panachage inter-listes a augmenté de plus de 2%.

Elle augmente nettement dans les grandes circonscriptions (plus de 4% en plus pour le Sud et plus de 5% de plus dans le Centre), mais baisse dans les petites : la part du panachage entre plusieurs listes baisse d'environ 5% dans le Nord et de près de 2% dans l'Est. Le Nord, où l'on trouvait de loin la plus grande part de votes inter-listes dans les bulletins panachés en 1999, est détrôné en 2004 par le Centre. En revanche, l'Est était déjà la circonscription où le vote intra-liste était le plus important et le demeure en 2004 en renforçant cette caractéristique.

La part relative des deux types de panachage parmi les votes panachés des différents partis se distribue de cette façon (voir figure 37 ci-contre).

Au niveau national, près de 90% des votes nominatifs pour des candidats des Verts et de la Gauche proviennent de bulletins panachés entre plusieurs listes. Cette part est également largement au-dessus de la moyenne observée au niveau national pour le PCL (plus de 85%) et le FPL (tous les suffrages obtenus par des candidats du FPL proviennent de bulletins panachés inter-listes dans notre échantillon)¹³. Les suffrages inter-listes représentent aussi près de 80% des votes nominatifs obtenus par l'ADR et le PD. Il est intéressant de constater que les deux partis qui allaient former la nouvelle coalition gouvernementale obtiennent, quant à eux, des parts plus importantes de votes nominatifs intra-liste parmi les votes panachés obtenus. C'est particulièrement le cas du PCS.

Nous pouvons à présent reporter les proportions estimées à l'aide de l'analyse de l'échantillon des bulletins panachés aux pourcentages des votes nominatifs officiels afin de présenter la structuration des votes selon toutes les modalités prévues dans la loi électorale (vote de liste ; vote pour des candidats sur une même liste ; panachage inter-listes). Etant donné que le calcul des proportions votes intra-liste / votes inter-listes s'opère (et cela a toujours été le cas) sur base des bulletins, et donc des électeurs plutôt que sur les voix, on voit ici encore l'intérêt d'avoir calculé le nombre précis, et donc la proportion réelle, d'électeurs ayant émis un vote nominatif. Si dans le passé, la formule

¹² Fehlen, Fernand, Piroth, Isabelle & Poirier, Philippe, op. cit., p. 125, 2000

¹³ C'est-à-dire 38 bulletins dans notre échantillon ; ces bulletins exprimaient le plus souvent un vote pour des candidats de quatre listes différentes.

de calcul impliquait tant les voix distribuées (pour séparer votes de liste et votes nominatifs) que les types de votes exprimés (pour faire la part entre votes intra-liste et votes inter-listes), nous avons ici pour la première fois l'occasion de réaliser l'entièreté des calculs sur base des électeurs. Afin de pouvoir comparer les résultats à ceux obtenus lors des études précédentes, nous procédons tout d'abord au calcul classique permettant de rendre compte de la structuration du vote aux élections législatives de 2004 (voir figure 38 ci-contre).

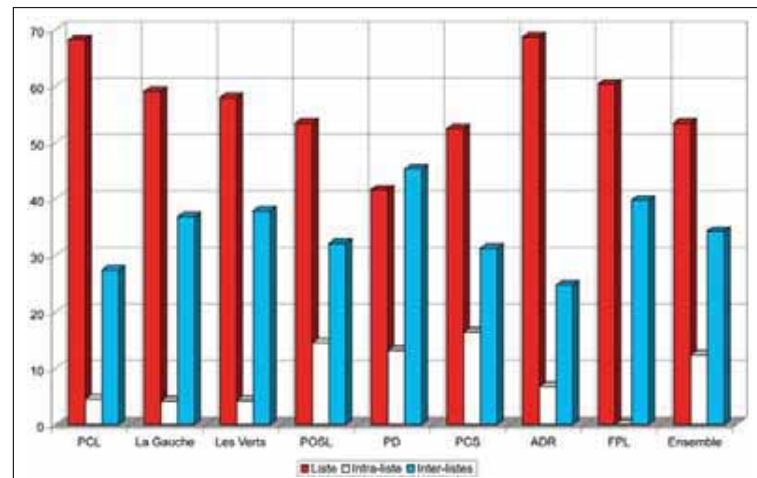
Au total, en utilisant le calcul classique, le panachage inter-listes représente 34,3% des votes exprimés, soit plus de 5% de plus qu'en 1999¹⁴. Cette augmentation se fait principalement au détriment du vote de liste, qui tombe de 59% à 53,4%, car la part relative du vote nominatif sur une seule liste reste sensiblement la même qu'au dernier scrutin (elle est de 12,3% en 2004). Avec les chiffres dont nous disposons pour les élections antérieures, nous pouvons procéder à quelques comparaisons générales qui nous paraissent éclairantes :

- de toutes les élections législatives depuis 1974, celle de 2004 est l'élection où la part du vote de liste est la plus faible ; le record précédent, enregistré en 1974 (58%), n'avait en effet pas été battu en 1999 (59%) ;
- la part du panachage inter-listes a presque doublé en 25 ans ; il était en effet de 18% en 1979 (et encore de 18,3% en 1984) ;
- la part du vote pour des candidats sur une même liste, qui avait connu un maximum en 1984 (17,2%), ne baisse plus depuis 1994.

En ce qui concerne l'analyse parti par parti, on constate que les votes ADR et PD sont les plus diamétralement opposés : au niveau national, parmi tous les partis, la part des votes de liste pour l'ADR est la plus élevée (68,6%) et celle du vote panaché inter-listes la plus faible (24,6%), alors que pour le PD, on observe l'inverse (45,2% de votes panachés inter-listes et 41,6% de votes de liste). Le record en termes de part de votes nominatifs intra-liste est détenu par le PCS (16,4%), tandis qu'il est minimal chez les Verts, la Gauche et au PCL (moins de 5%).

Dans le Nord, le PD obtient une majorité absolue de voix inter-listes, c'est-à-dire d'électeurs qui n'ont pas voté exclusivement pour ce parti : les votes de liste combinés aux votes

Figure 38 : Structuration du vote aux législatives 2004, niveau national



panachés sur le seul Parti démocratique ne parviennent pas à constituer la majeure partie du soutien électoral du parti dans cette circonscription. C'est donc l'archétype de ce que le système électoral luxembourgeois permet (comme on l'a vu, au niveau national, le vote inter-listes de ce parti représente une majorité relative ; l'importance du vote inter-listes dans le Nord et la majorité relative qu'il représente dans le Centre contribuent à cet état de choses). Dans l'Est, le PCS bat, quant à lui, le record en termes de voix nominatives distribuées exclusivement sur les candidats de la liste, avec plus de 20% de son soutien global. Le record en votes de liste est détenu par l'ADR, avec des scores de plus de 75% de leur voix, tant dans le Centre que dans le Sud. Notons encore que le score minimal tous partis et circonscriptions confondus pour le vote intra-liste est détenu par les Verts dans le Sud.

En se basant sur la nouvelle méthode de calcul, on constate que le vote panaché inter-listes est le type de vote le plus prisé de tous dans la circonscription Nord et que les électeurs du PD en 2004 étaient majoritairement des personnes exprimant un vote panaché inter-listes (ils constituaient une majorité dans toutes les circonscriptions, excepté dans le Sud où les électeurs votant pour la liste étaient légèrement plus nombreux que les panacheurs inter-listes).

3.2.2 Nombre de listes sur un bulletin

En 1999, nous constatons une prédominance relative du vote préférentiel intra-liste dans

¹⁴ Fehlen, Fernand, Piroth, Isabelle & Poirier, Philippe, op. cit., p. 214, 2000

trois des quatre circonscriptions (l'Est, le Sud et le Centre), c'est-à-dire que ce type de vote était le plus prisé par rapport au vote pour deux listes, pour trois listes, quatre listes, etc., même s'il ne représentait qu'environ un tiers des bulletins dans ces circonscriptions (le vote inter-listes, agrégeant le vote pour des candidats de deux listes, trois listes, quatre listes, etc., étant donc largement le plus répandu).

La circonscription Nord, elle, avait un comportement assez différent, avec davantage de votes pour deux listes et même de votes pour trois listes que de votes intra-liste. En outre, 16% des bulletins associaient des votes pour quatre listes. Les relations personnelles entre candidats et électeurs dans une des deux petites circonscriptions, un moindre attachement partisan, mais une identité politique « régionale » davantage partagée par des candidats se présentant sur des listes différentes, et enfin la prégnance de l'ADR étaient avancés pour expliquer ce comportement différent.

Si les résultats de 2004 n'infirmant pas ces conclusions, ils apportent néanmoins des enseignements quant à une évolution partagée vers davantage de votes panachés entre plusieurs listes dans les trois circonscriptions qui votaient davantage pour des candidats d'une même liste.

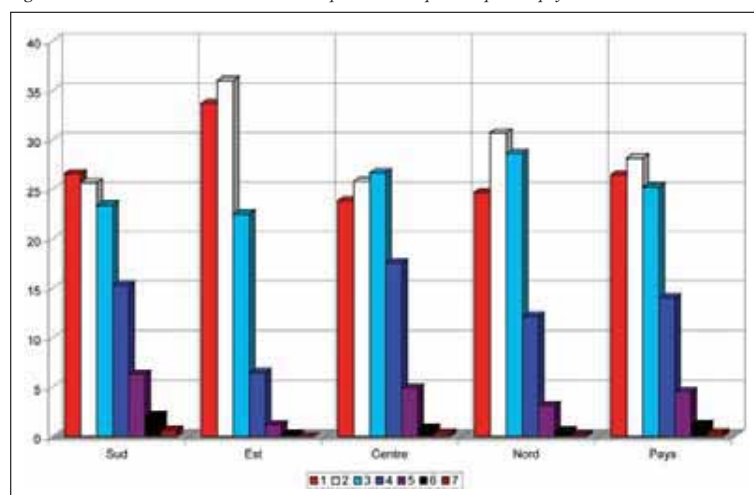
Ainsi, parmi ces trois circonscriptions, seul le Sud se caractérise encore par un vote intra-liste obtenant une majorité relative parmi les bulletins panachés. Ce vote intra-liste baisse

pourtant de plus de 5%, ce qui veut dire que les votes inter-listes pris ensemble représentent à présent plus de 73% des bulletins panachés. Les votes pour deux listes, mais aussi pour trois listes et quatre listes sont en augmentation (respectivement de près de 2% pour le premier et de plus de 2% pour les deux autres), ce qui vaut un resserrement spectaculaire entre le type de vote préféré et le deuxième (on passe d'une différence de 8% en 1999 à moins d'1% en 2004)¹⁵. Cette circonscription, longtemps caractérisée par un vote de liste pour les partis de gauche qui y trouvent leurs bastions traditionnels, tend bien à se normaliser vis-à-vis des autres. Le score personnel de Jean-Claude Juncker, avec plus de 50 000 votes préférentiels, influence certainement ce résultat. En effet, dans le Sud, 37 414 personnes ont émis un vote préférentiel. Sur un total possible maximal de 74 824 voix (soit deux voix par personne émettant un vote préférentiel), ceci indique que 68,6% (au moins, car certains n'accordent qu'une seule voix, voir plus loin) des électeurs ayant émis un vote préférentiel ont voté pour le Premier ministre sortant.

Dans le Centre et dans l'Est, le vote intra-liste n'obtient plus la valeur modale (autrement dit, une majorité relative). C'est dans le Centre que le renversement est le plus spectaculaire, puisque c'est en 2004 le vote pour des candidats de trois listes qui est le plus fréquent (+5,7% par rapport à 1999 !). Ce type de vote s'impose devant le vote pour deux listes (+0,8% par rapport à 1999), qui lui aussi dépasse le vote intra-liste en chute libre, puisque ce dernier passe sous la barre des 25% (23,9%, soit une perte de plus de 8% par rapport à 1999). Le vote pour quatre listes est lui aussi nettement en hausse (+3,6%).

La chute brutale du PD dans son bastion, et le recours plus marqué au vote panaché afin de ne pas pénaliser outre-mesure ce parti parmi les électeurs qui votaient en tête de liste pour les libéraux en 1999, explique partiellement ce phénomène. En effet, si la part des voix préférentielles ne comptait que pour un peu plus de 40% dans le score des libéraux en 1999, il est en 2004 de plus de 57% (le score total quasi inchangé de Lydie Polfer, Anne Brasseur et Xavier Bettel, malgré une chute du parti de plus de 8,5%, est un autre indicateur, puisque pour obtenir ce score, ils ont dû remporter environ 4 000 voix personnelles supplémentaires par rapport à 1999) (voir figure 39 ci-contre).

Figure 39 : Nombre de listes sur un bulletin, par circonscription et pour le pays



¹⁵ Entre le vote intra-liste et le vote pour trois listes, la différence passe de 11% à 3,2%.

Dans la circonscription Nord, qui comptait en 1999 une majorité relative de panacheurs votant pour deux listes, les écarts se resserrent : tant le vote intra-liste que le vote pour trois listes gagnent en effet en importance, alors que le vote pour deux listes recule (avec des évolutions cependant faibles, puisque ces différences tournent autour de 1,5%), mais garde la valeur modale. Le vote pour quatre listes, lui, accuse plus fortement le coup avec un recul de près de 4%, tandis que le vote pour cinq listes au moins passe de 2% en 1999 à 4% en 2004. La baisse du score de l'ADR ne se traduit pas par un accroissement du vote préférentiel pour ce parti, ce qui pourrait expliquer partiellement la baisse du vote pour quatre listes.

3.2.3 Les candidats réunis sur un bulletin

À partir de l'échantillon, nous avons établi les paires et les triplets des candidats réunis par les électeurs-panacheurs sur un même bulletin. De cette vaste étude, nous présentons ici le classement, pour les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages personnels, des candidats qui leur sont le plus souvent associés

Circonscription Sud

*Paires formées avec Juncker Jean-Claude, PCS
(présent sur 70,5% des bulletins)*

Biltgen François (PCS)	1 024	61,0
Di Bartolomeo Mars (POSL)	579	34,5
Asselborn Jean (POSL)	511	30,4
Halsdorf Jean-Marie (PCS)	505	30,1
Bodry Alex (POSL)	493	29,4
Wolter Michel (PCS)	485	28,9
Castegnaro John (POSL)	385	22,9
Sunnen Fred (PCS)	373	22,2
Spautz Marc (PCS)	359	21,4
Lux Lucien (POSL)	356	21,2

*Paires formées avec Di Bartolomeo Mars (POSL)
(présent sur 39,3% des bulletins)*

Bodry Alex (POSL)	603	64,5
Juncker Jean-Claude (PCS)	579	61,9
Asselborn Jean (POSL)	571	61,1
Lux Lucien (POSL)	517	55,3
Castegnaro John (POSL)	470	50,3
Zanussi Marc (POSL)	467	49,9
Mutsch Lydia (POSL)	436	46,6
Biltgen François (PCS)	348	37,2
Err Lydie (POSL)	290	31,0
Huss Jean (Les Verts)	214	22,9

Dans la circonscription Sud, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a reçu des suffrages de

plus de 70% des électeurs ayant émis un vote préférentiel, un record absolu. Il est le candidat associé le plus souvent au vote pour les têtes de liste de tous les autres partis, excepté le POSL, devançant ainsi les colistiers de ces têtes de liste. Parmi les bulletins où figure un vote pour le Premier ministre, on retrouve autant de colistiers (à commencer par François Biltgen) que de candidats socialistes (cinq dans les deux cas). Notons que les têtes de liste des Verts (Jean Huss, 11^e) et des libéraux (Henri Grethen, 12^e) suivent de près le dernier candidat socialiste du top 10. Le premier de liste ADR, Gast Gibéryen, apparaît lui en 18^e position, associé dans presque 18% des cas avec le nom du Premier ministre, malgré les prises de position musclées de celui-ci sur le parti de droite.

Le vote pour les candidats POSL qui reçoivent le plus de voix préférentielles (Di Bartolomeo, mais aussi Asselborn ou Bodry) se caractérise par un important vote intra-liste : on ne voit que deux à trois candidats d'autres listes se glisser dans le top 10 des associations et contrairement aux autres partis, Jean-Claude Juncker n'est pas le candidat principalement lié au vote pour les candidats du POSL. La tendance au vote principal pour le parti socialiste, réminiscence du vote de liste qui était massif pour ce parti dans le passé, est bien présente et témoigne encore de l'attachement de l'électorat du Sud à la culture politique et aux habitudes de vote de gauche, davantage en faveur du parti qu'en faveur de candidats spécifiques.

Circonscription Centre

*Paires formées avec Frieden Luc, PCS
(présent sur 61,8% des bulletins)*

Polfer Lydie (PD)	539	51,4
Wiseler Claude (PCS)	504	48,0
Mosar Laurent (PCS)	399	38,0
Brasseur Anne (PD)	331	31,6
Bausch François (Les Verts)	320	30,5
Krecké Jeannot (POSL)	287	27,4
Hennicot-Schoepges Erna (PCS)	250	23,8
Thiel Lucien (PCS)	249	23,7
Schiltz Jean-Louis (PCS)	242	23,1
Meyers Paul-Henri (PCS)	242	23,1

*Paires formées avec Polfer Lydie, PD
(présente sur 45,3% des bulletins)*

Frieden Luc (PCS)	539	70,0
Brasseur Anne (PD)	398	51,7
Wiseler Claude (PCS)	245	31,8
Bausch François (Les Verts)	239	31,0
Bettendorf Niki (PD)	226	29,4
Flesch Colette (PD)	224	29,1
Helming Paul (PD)	211	27,4

Bettel Xavier (PD)	209	27,1
Mosar Laurent (PCS)	199	25,8
Krecké Jeannot (POSL)	196	25,5

Dans le Centre, le ministre sortant Luc Frieden a reçu des suffrages de plus de six électeurs-panacheurs sur dix. Comme dans le Sud, la force d'attraction de votes panachés inter-listes des premiers de liste joue à plein, Luc Frieden est le candidat associé le plus souvent au vote pour les têtes de liste de tous les autres partis, devançant ainsi les colistiers de ces têtes de liste. Parmi les bulletins où figure un vote pour la tête de liste PCS, on retrouve six colistiers, mais l'association la plus fréquente est avec Lydie Polfer (dans plus de la moitié des bulletins où un vote pour Luc Frieden a été émis, on trouve aussi un suffrage en faveur de Lydie Polfer), tête de liste libérale. La capacité d'entraînement du vote Frieden pour la liste est donc réel, mais les formules les plus plébiscitées dans le Centre sont des panachages inter-listes incluant le PCS et le PD.

L'association Lydie Polfer - Luc Frieden est encore plus criante dans le classement de la première citée, puisque sept électeurs sur dix qui ont voté pour la tête de liste libérale l'ont fait aussi pour la tête de liste chrétienne-sociale.

Trois candidats sont principalement à mettre en exergue pour leur capacité d'attraction de votes inter-listes : Luc Frieden pour son score personnel qui tire la liste PCS tout en mordant davantage sur l'électorat libéral qu'en 1999 ; Lydie Polfer pour sa notabilité qui lui permet d'être encore présente sur près d'un bulletin panaché sur deux, mais sans plus en faire bénéficier sa liste, le PD étant en chute libre dans son bastion du Centre ; enfin, François Bausch pour son entrée parmi ces grands attracteurs de voix inter-listes, supplantant la tête de liste POSL dans les associations avec Luc Frieden et Lydie Polfer.

Circonscription Nord

*Paires formées avec Goerens Charles, PD
(présent sur 43,3% des bulletins)*

Jacobs Marie-Josée (PCS)	204	37,8
Calmes Emile (PD)	158	29,3
Schank Marco (PCS)	141	26,2
Gira Camille (Les Verts)	134	24,9
Durdu Agnès (PD)	121	22,4
Estgen Fernand (PD)	119	22,1
Weiler Lucien (PCS)	101	18,7
Kaes Ali (PCS)	97	18,0
Koepp Jean-Pierre (ADR)	88	16,3
Bauler André (PD)	85	15,8

*Paires formées avec Jacobs Marie-Josée, PCS
(présente sur 37,4% des bulletins)*

Goerens Charles (PD)	204	43,9
Schank Marco (PCS)	190	40,9
Weiler Lucien (PCS)	132	28,4
Kaes Ali (PCS)	129	27,7
Juncker Edmée (PCS)	120	25,8
Loes Nico (PCS)	118	25,4
Gira Camille (Verts)	111	23,9
Schaaf Jean-Paul (PCS)	108	23,2
Schmit Charel (PCS)	107	23,0
Fisch Marc (PCS)	78	16,8

Dans le Nord, les associations les plus fréquentes parmi les têtes de liste sont plus différenciées que dans les autres circonscriptions, même si l'on constate que le *recordman* en voix de préférence, Charles Goerens du PD (présent sur plus de 43% des bulletins) est le plus souvent associé au vote pour Marie-Josée Jacobs et Camille Gira, les têtes de liste PCS et des Verts. En étudiant le classement relatif au vote pour Charles Goerens, on constate qu'on ne trouve pas de candidats socialistes (le premier arrive en... 20^e position), alors que quatre candidats PCS lui sont associés, ainsi que les têtes de liste des Verts et de l'ADR. En 1999, la première association était le fait d'un colistier et on trouvait la tête de liste ADR en seconde position. En 2004, la tête de liste PCS arrive en première place et l'association avec Jean-Pierre Koepp de l'ADR est divisée par deux par rapport aux 33% de 1999.

Dans le classement de Marie-Josée Jacobs, on ne trouve pas non plus de candidats socialistes parmi les dix premiers. Le meilleur candidat de l'ADR n'y figure pas non plus (il arrive 12^e), au contraire de la tête de liste des Verts. Ce qui frappe dans ce classement, c'est la présence des huit colistiers de Marie-Josée Jacobs, qui aura donc plus tiré toute sa liste vers le haut que n'a pu le faire Charles Goerens, davantage tributaire des votes panachés inter-listes.

Circonscription Est

*Paires formées avec Boden Fernand, PCS
(présent sur 43,8% des bulletins)*

Clement Lucien (PCS)	142	37,4
Frank Marie-Josée (PCS)	122	32,1
Modert Octavie (PCS)	121	31,8
Hetto-Gaasch Françoise (PCS)	106	27,9
Bohnenberger Gast (PCS)	106	27,9
Leonardy Aly (PCS)	97	25,5
Wagner Carlo (PD)	90	23,7
Scheuer Jos (POSL)	71	18,7
Mehlen Robert (ADR)	58	15,3
Kox Henri (Les Verts)	53	13,9

*Paires formées avec Wagner Carlo, PD
(présent sur 27,3% des bulletins)*

Boden Fernand (PCS)	90	38,0
Nagel Maggy (PD)	73	30,8
Belling Jeannot (PD)	60	25,3
Bonifas Jeannot (PD)	54	22,8
Clement Lucien (PCS)	49	20,7
Mehlen Robert (ADR)	47	19,8
Modert Octavie (PCS)	46	19,4
Hartmann André (PD)	43	18,1
Frank Marie-Josée (PCS)	41	17,3
Kox Henri (Les Verts)	38	16,0

Dans la circonscription Est, Fernand Boden, tête de liste du PCS, a reçu des suffrages de plus de 43% des électeurs ayant émis un vote préférentiel. Il est le candidat associé le plus souvent au vote pour les têtes de liste de tous les autres partis, devançant ainsi les colistiers de ces têtes de liste¹⁶. Parmi les bulletins où figure un vote pour Fernand Boden, on retrouve d'abord ses six colistiers avant une association aux autres têtes de liste dans l'ordre du poids électoral des partis dans cette circonscription (PD, POSL, ADR, les Verts). Il est évident que le candidat Boden a littéralement tiré la liste PCS vers le haut, dans un vote volontiers intra-liste (le vote intra-liste PCS est la formule la plus souvent choisie dans l'Est), mais qui fut malgré tout le plus souvent un vote pour deux partis, dans des formules différenciées (la plus populaire étant avec le PD), comme en témoigne aussi le fait que cinq candidats PCS figurent dans le top 10 des candidats le plus souvent associés à la paire inter-listes (Boden-Wagner) la plus fréquemment plébiscitée.

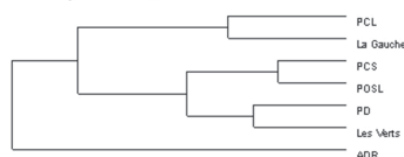
On notera dans la plus petite circonscription que le centre de gravité politique reste marqué à la droite du spectre politique, avec le PCS, le PD et l'ADR qui comptent parmi leurs rangs des notables souvent associés par les électeurs sur leurs bulletins de vote.

3.2.4 Analyse multivariée des bulletins

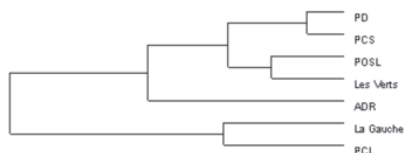
L'étude des paires de candidats réunis par l'électeur apportait un regard très détaillé sur l'échantillon des bulletins. L'analyse multivariée, par contre, permet une vue synthétique des mêmes données. Par la classification ascendante hiérarchique, les partis qui ont eu le plus de voix

par les mêmes électeurs sont réunis dans une même classe. Les autres partis s'y ajoutent selon la similitude de leur électorat, donc le nombre d'inter-panachages. Ces classes peuvent être représentées par un arbre communément appelé un dendrogramme. La position de la barre verticale reliant deux branches est une mesure de la similitude. Son déplacement vers la gauche signifie une moins grande similitude.

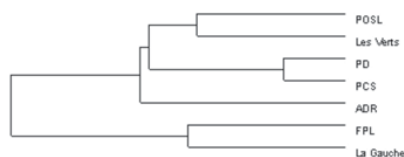
Circonscription du Sud



Circonscription du Centre



Circonscription du Nord



Circonscription de l'Est



Dans trois des quatre circonscriptions, la proximité entre le PCS et le parti libéral est la plus grande. Dans la circonscription Sud, on trouve en revanche la proximité la plus prononcée entre le PCS et le POSL, qui est le reflet d'un électorat ouvrier, ou du moins sensible à une culture ouvriériste du PCS. Cette circonscription montre encore une autre particularité. Les deux partis de la gauche radicale, le PCL et la Gauche, y semblent mieux intégrés que dans les autres circonscriptions. L'ADR y joue un rôle beaucoup plus marginal que dans le Cen-

¹⁶ Il arrive à égalité avec le premier de la liste socialiste dans les votes pour le meilleur candidat de la Gauche en termes de voix de préférence (ce candidat n'était pas tête de liste).

tre ou le Nord. La position des Verts dans les quatre dendrogrammes varie selon les circonscriptions : au Sud, ils forment ensemble avec les libéraux un contrepoint à la paire PCS-POSL, au Centre et au Nord, par contre, les électeurs-panacheurs les unissent au POSL, en une paire oppositionnelle dont la distance à la paire gouvernementale est plus grande au Nord qu'au Centre. A l'Est, les Verts sont plus proches des partis des ministres Boden et Wagner que du POSL. Remarquons qu'en l'absence du Parti communiste au Nord, la Gauche et l'éphémère FPL semblent trouver un électorat commun de protestation.

3.2.5 Notabilité et candidatures féminines

Le système électoral luxembourgeois, et plus particulièrement les multiples possibilités qu'il offre à l'électeur en termes de vote préférentiel, a un impact important sur la sélection des candidats par les partis politiques (voir rapport complet). Il encourage en particulier la présence de notables locaux ou de mandataires sortants sur les listes et handicape jusqu'à un certain point les femmes en politique.

Selon le critère du renouvellement ou non de leur candidature en 2004, les candidats qui ne s'étaient pas présentés en 1999 reçoivent, selon la circonscription, environ un tiers des suffrages de ceux qui étaient déjà candidats aux précédentes élections. On trouve des proportions sensiblement différentes dans le Nord, où les candidats disposant de cette expérience politique ont en moyenne obtenu quatre fois plus de votes préférentiels que ceux qui étaient novices en la matière, tandis que dans l'Est, le rapport n'est que de 1 à 2,5.

La détention de mandats politiques au moment de l'élection est indéniablement un gage de visibilité et de notabilité sociale. Le fait de disposer d'un mandat au niveau national ou européen permet des scores quatre à cinq fois supérieurs à ceux des candidats sans ce type de mandat (c'est dans le Centre que ce rapport de 1 à 5 est atteint). A ce titre, près d'un candidat sur

cinq est mandataire national ou européen (de 17,5% dans le Nord à 19% dans le Centre et l'Est). Dans chacune des circonscriptions, plus d'un tiers des candidats étaient aussi conseiller communal, bourgmestre ou échevin dans leur commune (40% ou plus dans le Sud et dans l'Est). Enfin, le fait de détenir un mandat exécutif est un avantage évident dans la quête de votes de préférence. Environ 20% des candidats dans les grandes circonscriptions et plus de 30% des candidats des petites circonscriptions se présentaient aux électeurs forts d'un mandat exécutif. Le rapport entre le résultat électoral des candidats ayant ce type de mandat et celui des candidats ayant soit un autre type de mandat ou sans aucun mandat politique est de 3 à 1 dans trois circonscriptions. Dans le Sud, les détenteurs d'un mandat exécutif ont en moyenne reçu quatre fois plus de votes préférentiels que les candidats n'en disposant pas.

En ce qui concerne les candidatures féminines, en 1999, l'étude du pourcentage de femmes sur un bulletin révélait des différences importantes entre les circonscriptions. Dans le Centre, le pourcentage le plus fréquent de femmes sur un bulletin était de 30 à 40%, alors que dans les trois autres circonscriptions, la classe la plus fréquente était le décile allant de 0 à 10%. L'analyse de 2004 confirme à bien des égards l'étude précédente. Entre le Nord et le Centre, le pourcentage moyen de femmes sur un bulletin passe du simple (17,1%) au double (34,1%), alors que la proportion moyenne de candidates sur les listes ne diffère que de 2,5%. Le pourcentage moyen de femmes sur un bulletin est aussi supérieur au pourcentage de candidates présentes sur les listes dans la circonscription Centre, au contraire de toutes les autres (au niveau du pays entier, les candidatures féminines ne représentent même pas un tiers des listes et la proportion moyenne de femmes sur un bulletin panaché est d'environ un quart). Il faut remarquer aussi au niveau de l'attractivité des candidats selon leur sexe que les candidates du Centre ont obtenu en moyenne davantage de voix que les hommes. En revanche, dans le Nord, les femmes ont en moyenne obtenu la moitié des voix des candidats masculins.

3.3 Analyse de géographie et sociologie électorale

3.3.1 Implantation géographique des partis

Ce qui frappe le plus dans l'analyse des résultats du PCS par rapport aux autres partis luxembourgeois, c'est sa forte implantation dans l'ensemble des communes : son score minimal est en effet de 26% (à Dudelange), soit plus d'un électeur sur quatre. On ne peut donc parler de points faibles qui constitueraient une priorité à régler. Il n'y a que six communes sur les 118 où le PCS ne passe pas la barre des 30% (Rumelange 27,6% ; Consthum 26,1% ; Schieren 28,1% ; Bettborn 26,8% ; Préizerdaul 26,8% ; Neunhausen 29,5%), alors qu'en 1999, c'était le cas pour 43 d'entre elles. L'étendue de ses scores, c'est-à-dire la différence entre le résultat le plus faible et son meilleur est de 20,4 points. Sur base de cet indicateur, la répartition du vote PCS est donc la plus homogène des cinq grands partis¹⁷. Par rapport à 1999, cette homogénéité s'est clairement renforcée : le score minimal du PCS en 1999 était de 20,9% (à Bettborn), soit un peu plus d'un électeur sur cinq et son meilleur résultat était légèrement supérieur à celui de 2004, 46,8% (à Wellenstein) pour une étendue du vote de 25,9%¹⁸. La moyenne des 118 communes du vote PCS est de 37,1%, soit près du double de celle de son plus proche poursuivant, le POSL.

En comparaison, le résultat minimal du POSL est de 6,9% (Weiswampach), celui du PD est de 5,6% (Rumelange), soit de peu au-dessus du score le plus faible de l'ADR, 5,3% (Bertrange) et de celui des Verts, 5% (Hobscheid). Le POSL est le parti dont les scores sont les plus différenciés entre communes faibles et bastions socialistes, avec une étendue de 42 points (son meilleur résultat, 49% à Dudelange, est en effet supérieur au meilleur résultat du PCS), suivi par le PD avec une étendue de 30 points, les Verts avec 22 points et l'ADR 21,4 points.

Etant donné que le POSL réalise ses meilleurs scores dans les communes les plus peuplées, la

moyenne non pondérée de ses résultats sur les 118 communes (18,8%) est nettement plus basse que son score national. Plus particulièrement, le POSL enregistre ses meilleurs scores (plus de 30%) dans ses bastions historiques de la circonscription Sud et dans les deux communes qui lui sont généralement acquises dans la circonscription Nord [Wiltz (34,8%) et Vianden (32,7%), dont il détenait aussi les municipalités]. Parmi les dix autres communes où il dépasse les 30%, neuf se trouvent dans le canton d'Esch-sur-Alzette : Dudelange (48,97%), Rumelange (47,2%), Kayl (40,3%), Schifflange (36,6%), Bettembourg (35,2%), Pétrange (33,1%), Differdange (32,6%), Esch-sur-Alzette (32%), Sanem (31%). Parmi ses 20 meilleures communes, 14 sont situées dans la circonscription Sud. Dans 91 communes sur 118, le mouvement socialiste enregistre un score inférieur à sa moyenne nationale.

Le PD n'atteint pas sa moyenne nationale dans 46 communes sur 118. Il a donc moins de disparité régionale et communale que le POSL. En revanche, le Sud reste toujours sa « terre de mission » et particulièrement les communes du canton d'Esch-sur-Alzette, puisque parmi les communes où il fait moins de 10% des voix, 13 sur 14 se trouvent dans cette circonscription et neuf dans ce canton. C'est dans les communes rurales des circonscriptions Nord et Est que le parti connaît ses meilleures scores. Le résultat personnel de Charles Goerens, comme nous l'avons vu précédemment, est la clé pour comprendre ce « pôle libéral de résistance » avec certaines communes de la périphérie de Luxembourg comme Bertrange et Strassen.

Pour les Verts, il est particulièrement intéressant de noter que ceux-ci réalisent leurs meilleurs scores dans les communes nouvellement loties au nord-ouest de la Ville de Luxembourg. Parmi les 16 communes où le parti écologiste dépasse les 15%, cinq sont du canton de Mersch et cinq du canton de Redange avec des phénomènes de notabilité locale comme Camille Gira

¹⁷ Un meilleur indicateur est l'écart-type (standard deviation) qui est basé sur une mesure de la dispersion de tous les résultats autour de la moyenne, et non pas uniquement des deux valeurs extrêmes. Il indique que le PCS est en réalité deuxième en termes d'homogénéité géographique des résultats derrière les Verts.

¹⁸ Le vote POSL est, quant à lui, devenu plus éparpillé qu'en 1999.

dans la commune de Beckerich, dont il est le bourgmestre et où le parti écologiste réalise son meilleur résultat (27%). Les huit communes où ils ne parviennent pas à dépasser les 8% se trouvent toutes dans la circonscription Nord (canton de Clervaux et de Wiltz), à l'exception de Pétange, Rumelange et Kayl où le POSL enregistré par ailleurs ses meilleurs scores.

L'ADR est surtout implanté au Nord. Dans 35 communes, il dépasse les 15%. 24 de ces communes se situent dans la circonscription Nord. Une commune dans le Sud se distingue : Frisange. On retrouve ici l'effet de notabilité, puisque Gast Gibéryen, président de la fraction parlementaire, en était le bourgmestre. Dans trois communes, l'ADR atteignait ou dépassait les 20% : Consthum, Hobscheid, Wincrange et Reisdorf, situées dans les cantons de Clervaux et de Diekirch (voir figures 40 à 44).

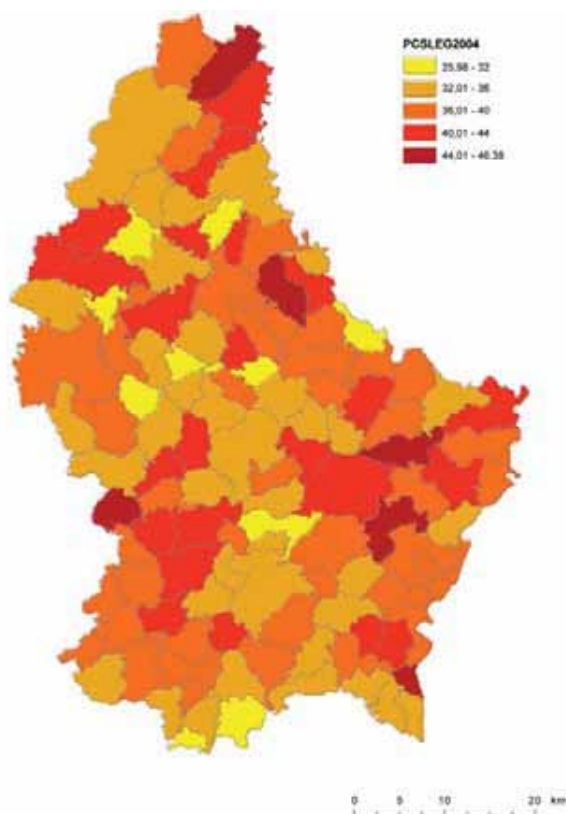


Figure 40 : Résultats du PCS (en %) aux législatives de 2004

3.3.2 Mise en relation des résultats des différents partis aux législatives

Nous allons dans le présent sous-chapitre étudier le lien qui existe entre les scores obtenus par les partis au niveau des communes. Est-ce que deux partis obtiennent leurs meilleurs résultats dans les mêmes communes ? C'est l'analyse des corrélations bi-variées qui apportera une réponse à cette question. Le coefficient de corrélation de Pearson (r) est une mesure du lien entre les scores de deux partis. Il oscille de 1 (corrélation complètement positive lorsque les scores de deux partis varient toujours dans le même sens – si l'un augmente, l'autre aussi, ou si l'un diminue, l'autre aussi – en passant en revue toutes les communes) à -1 (corrélation complètement négative, lorsque la variation est systématiquement en sens contraire) en passant par zéro qui indique une absence de lien entre les deux variables. Par exemple, une corrélation de -0.345 entre les scores du PCS et du POSL en 2004 indique que plus le score du PCS est important dans une commune, plus le score du POSL y est faible. Leurs scores évoluent dans un sens contraire. Nous revenons aussi aux résultats des élections de 1999 pour pouvoir analyser l'évolution des corrélations d'un scrutin à l'autre ainsi que pour pouvoir calculer les variations des pourcentages. Ceci nous permettra de calculer le lien entre les gains et les pertes et les résultats absolus obtenus en 1999 ou en 2004, pour savoir par exemple si un parti perd ou se renforce le plus dans ses fiefs.

Si l'on analyse les scores obtenus par les cinq grands partis en 2004 au niveau national, on constate que les résultats du PCS sont négativement corrélés avec ceux du POSL (-0.345) et ceux du PD (-0.193), ce qui signifie que là où le PCS est le plus fort, ces deux partis obtiennent leurs moins bons résultats¹⁹. Le lien est néanmoins moins important avec le PD qu'avec le POSL, ce qui confirme bien que les socialistes continuent à s'appuyer davantage sur des bastions dans lesquels le PCS ne peut qu'obtenir ses scores les plus faibles (même si ceux-ci sont désormais nettement plus importants qu'en 1999). Cette corrélation entre résultats du PCS et du POSL est en effet quasi inchangée par rapport à 1999 (elle était alors de -0.366), tandis que le lien négatif avec le PD est désormais de moindre ampleur (il était de -0.248 en 1999), ce qui indique que les meilleurs scores du PCS

¹⁹ Notons également une corrélation négative avec les performances du PCL (sur les deux circonscriptions où celui-ci présentait des listes) : -0.336 .

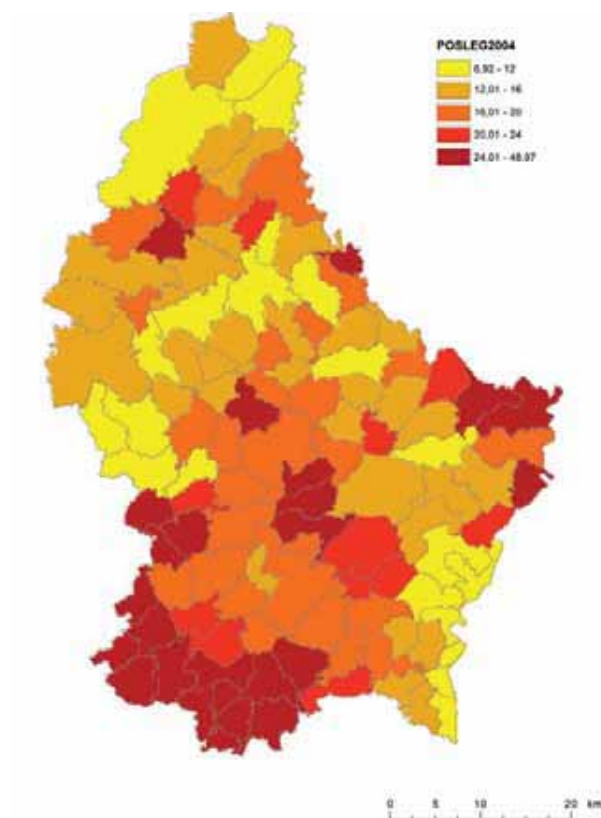


Figure 41 : Résultats du POSL (en %) aux législatives de 2004

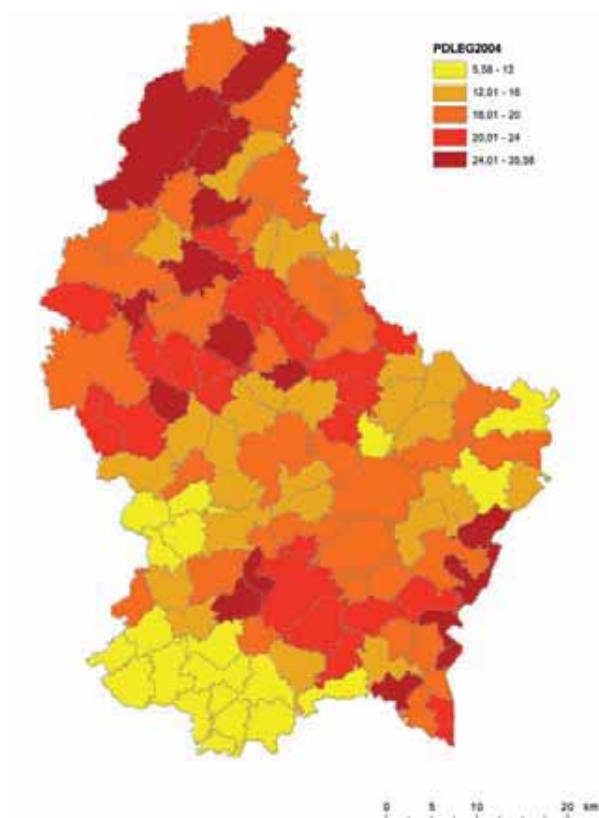


Figure 42 : Résultats du PD (en %) aux législatives de 2004

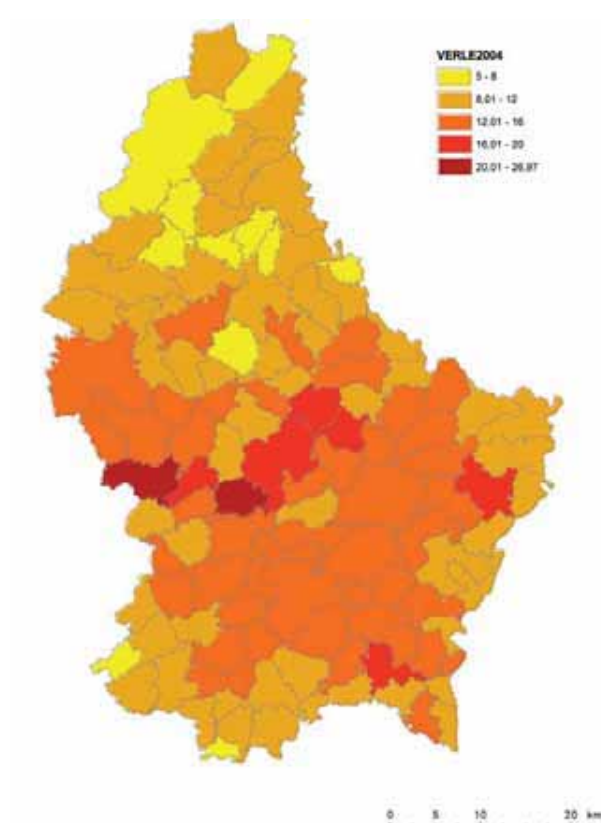


Figure 43 : Résultats des Verts (en %) aux législatives de 2004

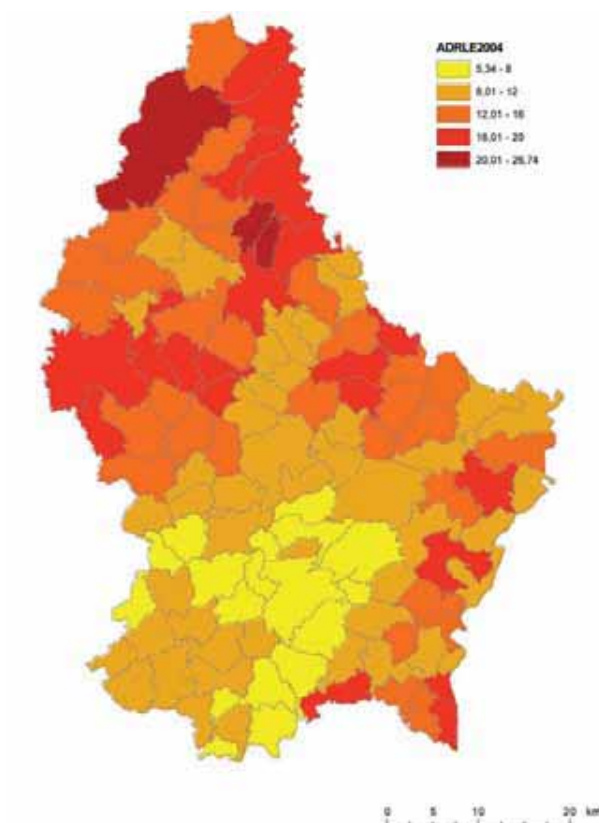


Figure 44 : Résultats de l'ADR (en %) aux législatives de 2004

correspondent désormais moins aux scores les plus faibles du PD et vice-versa.

En revanche, les corrélations des résultats du PCS tant avec ceux des Verts qu'avec ceux de l'ADR sont en 2004 quasi nulles. C'était déjà le cas en 1999 pour la corrélation avec les Verts, mais c'est une nouveauté pour le lien avec l'ADR, qui était positif (.217) il y a cinq ans. Même si cette corrélation n'était pas de grande ampleur, les meilleures performances du PCS en 1999 étaient néanmoins obtenues là où l'ADR réalisait lui aussi ses meilleurs résultats et vice-versa. Comme pour le PD, les pertes les plus importantes de l'ADR en 2004 se situent clairement là où il était le plus fort en 1999 (le lien est même plus accentué que pour le PD), ce qui explique pourquoi la corrélation des scores PCS avec ceux de l'ADR en 2004 est désormais quasi nulle.

La corrélation négative des résultats du PD en 2004 est beaucoup plus forte avec le POSL (-.633) qu'avec le PCS et s'est accentuée par rapport à 1999 (-.562).

Si les résultats de 2004 du POSL sont fortement et négativement corrélés à ceux du PD et du PCS, ils le sont aussi à ceux de l'ADR (-.547) et, dans une moindre mesure, à ceux des Verts (-.241)²⁰. On observe ainsi un léger renforcement de la différenciation POSL-ADR et POSL-Verts par rapport aux corrélations constatées en 1999 et en 1994.

Enfin, les scores des Verts ne sont pas uniquement négativement liés à ceux du POSL, mais aussi à ceux de l'ADR (-.209)²¹. C'était déjà le cas en 1999 dans les mêmes proportions (-.197) et davantage encore en 1994²².

3.3.3 Mise en relation des résultats des différents partis aux européennes

Nous pouvons refaire les mêmes calculs pour les scores aux élections européennes, mais nous pouvons aussi vérifier s'il existe un lien entre les

résultats obtenus par le même parti aux deux types d'élection ou entre deux partis différents pour les deux scrutins. Nous pouvons également calculer pour chaque parti le différentiel entre les pourcentages obtenus aux législatives et aux européennes.

En analysant les scores obtenus par les partis aux européennes de 2004, on constate que les résultats du PCS sont négativement corrélés avec ceux du POSL (-.564) et ceux des Verts (-.271), ce qui signifie que là où le PCS est le plus fort, ces deux partis obtiennent leurs moins bons résultats²³. Le lien avec le vote POSL est encore plus fort que pour les législatives et, tandis qu'aux législatives la corrélation était aussi négative avec le PD, ce lien disparaît aux européennes. En revanche, les bons résultats du PCS correspondent aux moins bons résultats des Verts (et vice-versa), alors qu'il n'y avait pas de lien entre ces deux partis aux législatives. Cet enseignement est important, puisqu'il indique que les deux seuls partis qui ont récolté plus de voix aux européennes qu'aux législatives n'obtiennent pas leurs meilleurs scores européens (et leurs moins bons) dans les mêmes communes, bien au contraire, ils sont davantage en compétition. En revanche, alors qu'il n'y avait pas de lien entre les deux aux législatives, le PCS obtient ses meilleurs résultats dans les communes où l'ADR est également le plus fort (et vice-versa)²⁴, avec une corrélation positive de .298. Ce résultat est quasiment l'inverse de celui observé entre le PCS et les Verts; les résultats de l'ADR et des Verts sont d'ailleurs clairement opposés (davantage qu'aux législatives) aux européennes (-.397)²⁵.

Une mise en relation des différentiels enregistrés entre vote pour les européennes et pour les législatives rend compte d'autres enseignements encore. Le différentiel du PCS est négativement corrélé à celui du PD en premier lieu (-.692), puis à celui des Verts (-.583) et enfin à celui de l'ADR (-.451). Tous ces liens sont de très forte ampleur, ce qui indique que le PCS a fait bien mieux aux européennes qu'aux législatives

²⁰ En revanche, on observe une corrélation forte et positive avec le score du PCL (.595).

²¹ Ainsi qu'avec le PCL (-.550) et le FPL dans le Nord (-.308).

²² Comme l'on pouvait s'y attendre, le score de l'ADR est fortement positivement corrélé à celui du FPL dans le Nord (.455). Le lien est par contre faible et négatif avec la Gauche (-.194) et quasi nul avec le PCL.

²³ Les scores du PCS sont négativement liés aux scores de la Gauche (-.322) et du PCL (-.281). Notons que le lien statistique n'existait pas avec la Gauche pour les législatives, mais était déjà observé (avec plus d'ampleur) dans les deux circonscriptions où le PCL se présentait.

²⁴ Pour rappel, il existait également un lien positif aux législatives de 1999 entre vote PCS et vote ADR.

²⁵ Sans surprise, nous retrouvons une corrélation significative et négative en comparant les scores de l'ADR à ceux du PCL, alors qu'à nouveau la corrélation est quasi nulle avec la Gauche.

là où le PD, les Verts et l'ADR réalisaient de meilleurs scores aux législatives qu'aux européennes (et vice-versa).

Ces résultats sont confirmés par l'étude des relations entre les différentiels des autres partis : là où le PD réalise de meilleurs scores aux législatives qu'aux européennes, on peut voir que les Verts et l'ADR font de même (les corrélations sont respectivement de .253 et .233)²⁶. Ainsi, alors même que le PCS et l'ADR obtiennent leurs meilleurs scores européens dans les mêmes communes, les meilleurs scores européens du PCS correspondent à des résultats aux législatives sensiblement moins bons, tandis que les meilleurs scores européens de l'ADR sont accompagnés de scores encore meilleurs aux législatives (le score du PCS est en effet supérieur aux européennes qu'aux législatives dans 72% des communes, tandis que le score de l'ADR aux européennes est inférieur à celui obtenu aux législatives dans toutes les 118 communes). Ceci corrobore l'idée que le PCS a bien fait le plein aux européennes dans les communes où l'ADR est le plus fort. En revanche, le lien entre le différentiel du PCS et celui du POSL est positif (.194), ce qui indique que ces deux partis ont récolté ensemble de meilleurs ou de moins bons scores aux européennes par rapport aux législatives, même si leurs scores absolus aux européennes sont négativement corrélés.

3.3.4 Vote et structure sociodémographique des communes

Dans l'analyse qui suit, nous allons calculer les corrélations entre, d'un côté, des variables décrivant les résultats des élections de 1999 et 2004 utilisées dans les sections précédentes et, de l'autre, des variables décrivant la structure sociodémographique des communes. Certaines sont issues du recensement de 2001, d'autres indicateurs proviennent du Statec et sont actualisés pour l'année 2003 (disponibles sur le site <http://www.statistiques.lu>). D'autres encore nous proviennent de la base de données de la Sécurité sociale en date du 31 mars 2004 et en date du 31 mars 1999. Ces dernières étant utilisées pour calculer certaines corrélations avec les résultats des scrutins de 1999. Dans le cadre

de ce résumé, nous ne pouvons présenter qu'un bref aperçu de ces calculs et nous renvoyons le lecteur intéressé au rapport. Il y trouvera aussi une analyse multivariée des indicateurs sociodémographiques.

Le PCS

Les variables offrant des corrélations positives avec l'évolution du score du PCS entre 1999 et 2004 aux élections législatives sont dans l'ordre : la part d'employés et de fonctionnaires luxembourgeois dans la population active de la commune (respectivement .419 et .414), la part de fonctionnaires internationaux dans la commune (.387), la proportion d'habitants luxembourgeois ayant un niveau d'éducation supérieur (.320), le niveau moyen des loyers (.335), le pourcentage d'étrangers résidant dans la commune (.310) et la part de travailleurs intellectuels indépendants²⁷ dans la population active luxembourgeoise (.268). Plus ces variables ont des valeurs élevées, plus les gains du PCS sont importants. Le PCS a donc davantage gagné dans des communes « privilégiées », où la part générale d'étrangers et en particulier la part de fonctionnaires internationaux est importante et où la présence de ce type de population pourrait contribuer au coût plus élevé des loyers.

Les corrélations de ces variables sociodémographiques avec le résultat absolu (et non plus les gains ou pertes par rapport à 1999) du PCS révèlent des enseignements complémentaires : ainsi, en 2004, les meilleurs résultats absolus du PCS se rencontrent encore là où la part d'agriculteurs luxembourgeois est la plus forte (.217). C'était déjà le cas en 1999, mais les gains importants obtenus en 2004 dans les communes les moins agricoles ont nettement affaibli ce lien qui était une caractéristique du vote chrétien-social. Le PCS a donc pris une partie de son retard dans les communes non agricoles à l'occasion des élections de 2004, mais ses bastions demeurent les communes qui comptent le plus d'agriculteurs²⁸. Les communes à moindre densité de population demeurent également celles où le PCS est le plus fort. En revanche, avec les gains importants dans les communes à proportion faible d'ouvriers parmi la

²⁶ Le lien entre différentiel des Verts et différentiel de l'ADR est également positif mais faible.

²⁷ Tels que les avocats, médecins, architectes, etc.

²⁸ Notons néanmoins qu'il n'y a pas de lien statistique entre score absolu du PCS en 2004 (il en existe un avec le score de 1999, mais il est relativement faible) avec la part des travailleurs luxembourgeois dans le secteur agricole (malgré le fait que ce lien apparaissait avec l'évolution des scores du PCS entre 1999 et 2004) ; les corrélations mentionnées ici ne concernent donc que les personnes qui déclarent un statut professionnel d'agriculteur.

population luxembourgeoise, on trouve à présent les meilleurs résultats absolus du PCS dans ces communes (le lien est de -0.236 , alors qu'il n'existait pas en 1999)²⁹, tandis que les communes à forte proportion d'employés luxembourgeois n'ont désormais plus de lien statistique avec le vote PCS (en 1999, il y avait une corrélation négative de -0.318 , mais suite aux gains engrangés dans les communes où les employés sont comparativement plus nombreux, ce lien n'existe plus).

Notons finalement que grâce aux gains dans les communes où la proportion de jeunes luxembourgeois est comparativement forte, le niveau de vote PCS aux législatives de 2004 est positivement corrélé à la part de jeunes de la commune.

Le POSL

Les meilleurs scores absolus du POSL se trouvent dans les communes où la population est comparativement moins éduquée, même si le lien est plus faible qu'en 1999. Pour le reste, les caractéristiques des citadelles socialistes (là où leurs scores absolus sont les plus importants) et des communes où le POSL réalise ses moins bons résultats ne subissent aucune mutation notable.

Plus étonnant – voire inquiétant – pour un parti qui avait été repoussé dans l'opposition en 1999 après trois régressions électorales successives (1989, 1994, 1999), on observe un renforcement de ces caractéristiques lorsque l'on compare les coefficients de corrélation entre variables sociodémographiques et résultats absolus de 1999 et de 2004, ce qui suggère que l'électorat socialiste de 2004 s'appuie très majoritairement sur sa clientèle traditionnelle et ne parvient pas à conquérir de nouvelles couches ou cohortes d'électeurs.

Les meilleurs scores sont enregistrés là où la taille et la densité de population sont importantes, mais aussi dans les communes qui ont le moins crû en nombre d'habitants, là où la proportion d'agriculteurs est la plus basse et où la part de Luxembourgeois actifs travaillant dans l'industrie manufacturière est importante. Ce dernier indicateur n'était pas corrélé au résultat du POSL en 1999.

D'un autre côté, alors que le résultat de 1999 était légèrement et positivement lié à la propor-

tion d'ouvriers luxembourgeois résidant dans la commune (0.230), ce n'est plus le cas en 2004. En revanche, le lien avec la part d'employés luxembourgeois, qui était positif et de même ampleur que celui avec la part d'ouvriers en 1999, est davantage prononcé en 2004.

Les bons résultats du POSL se trouvent donc davantage dans les communes à forte proportion d'employés luxembourgeois que d'ouvriers. Enfin, si les meilleurs scores du POSL étaient déjà enregistrés en 1999 dans les communes à population davantage âgée, les résultats de 2004 n'ont pas inversé la tendance.

Le PD

L'analyse de l'évolution des scores du PD offre l'image inverse de celle du PCS. Alors que les gains du PD en 1999 lui avaient fait obtenir ses meilleurs scores absolus dans des communes à forte proportion de fonctionnaires (0.283 , le lien le plus fort entre le résultat du parti en 1999 et un statut socioprofessionnel, mais aussi la seule corrélation positive entre le taux de fonctionnaires et le score d'un parti en 1999) et plus généralement de salariés du secteur public ainsi que de travailleurs intellectuels indépendants (0.204), ces liens sont désormais nuls, et les meilleurs scores se trouvent en 2004 dans les communes à concentration comparativement forte d'agriculteurs.

Les Verts

Les Verts ont connu leurs meilleurs gains électoraux dans les communes à faible proportion d'ouvriers (l'indicateur secteur d'activité industrie manufacturière est également négatif, tout comme celui du secteur de la santé) et dans celles qui comptent une proportion importante de travailleurs intellectuels indépendants et de luxembourgeois actifs dans le secteur financier. Plus généralement, l'évolution positive des scores des Verts est corrélée à la part de jeunes (18-27 ans) et de population très éduquée dans la commune, de loyers élevés et d'une présence comparativement forte de fonctionnaires internationaux. On retrouve ainsi assez largement les caractéristiques des communes où le PCS a le plus obtenu de voix lors des législatives de 2004.

Le niveau absolu des résultats des Verts est négativement lié à la proportion d'ouvriers dans

²⁹ Il existe non seulement un lien négatif avec la part de la population à statut d'ouvrier, mais aussi avec la part travaillant dans le secteur d'activité « industrie manufacturière » entier.

la commune (plus celle-ci est faible, meilleur est le score du parti) et positivement lié à celle des employés, fonctionnaires et travailleurs intellectuels indépendants luxembourgeois, à la part de luxembourgeois actifs dans les secteurs de la finance et de l'administration et plus généralement au niveau d'éducation, celui des loyers, et de la présence de fonctionnaires internationaux dans la commune (plus ces variables augmentent, meilleur est le score du parti). Si la part des personnes âgées dans la commune était déjà négativement corrélée aux scores de 1999, elle l'est davantage encore en 2004, tandis que la proportion de jeunes dans la commune est à présent positivement mais faiblement liée au résultat absolu des Verts.

L'ADR

Comme en 1999, les meilleurs résultats absolus de l'ADR en 2004 se rencontrent à mesure que la proportion d'agriculteurs (statut ou secteur agricole) et d'ouvriers (statut ou secteur de l'industrie manufacturière) résidant dans la commune se renforce. Ils sont également corrélés avec le taux de propriétaires de leur logement (plus il est important, plus le score de l'ADR est bon) et l'évolution de la population lors des dix dernières années (les meilleurs scores se trouvent dans les communes qui ont le plus changé en taille de population).

Tout comme aux élections précédentes, les moins bons scores de l'ADR se rencontrent en revanche à mesure que la proportion d'employés, de travailleurs intellectuels et de fonctionnaires tant luxembourgeois qu'internationaux est importante. La corrélation est aussi négative avec l'importance des chiffres relatifs à la population (population totale de la commune, densité et population étrangère) et avec le niveau d'éducation. Les meilleurs scores de l'ADR se trouvent donc dans les communes moins peuplées et celles où il y a une moindre part de population très éduquée. Il est en outre intéressant de constater le lien entre résultats absolus du parti en 2004 et salaire horaire moyen, mais aussi taux de chômage (total et uniquement luxembourgeois, en 2001) : alors que ces indicateurs ne sont pas liés aux performances des autres partis analysés jusqu'ici, ils le sont avec le score de l'ADR, qui grandit à mesure que le salaire horaire moyen et le taux de chômage baissent.

La Gauche et le PCL

Les performances de la Gauche et du PCL sont meilleures dans les communes les plus densément peuplées, celles qui ont une population

jeune moins importante et là où le taux de chômage est comparativement plus grand. Les différences entre PCL et la Gauche sont analysées dans le rapport.

3.3.5 Différences entre élections législatives et élections européennes

Le PCS

Un bon nombre de liens observés entre le vote PCS pour les élections européennes et les caractéristiques sociodémographiques des communes diffèrent largement (souvent en ampleur, mais parfois aussi en direction) par rapport à ceux évoqués pour le vote PCS des législatives. Ce qui frappe notamment, c'est que le niveau moyen des loyers, qui est positivement lié au vote PCS des législatives, est lié négativement à lui (respectivement .194 et -.205) pour les européennes. En général, l'analyse des corrélations révèle davantage de similitudes entre niveau de vote PCS aux européennes de 2004 et score aux législatives de 1999 qu'entre résultats absolus de ce parti aux deux élections de 2004, ce qui suggère non seulement que l'électorat chrétien-social aux deux types d'élections est sensiblement différent malgré des résultats agrégés très proches au niveau national, mais aussi que celui des européennes est davantage arc-bouté sur la clientèle électorale traditionnelle du parti, tandis que le parti est parvenu à s'ouvrir à de nouveaux publics lors des législatives. L'étude du sondage et en particulier des transferts de voix, tels que calculés sur base des réponses des interviewés, devrait nous éclairer sur ces comportements différenciés, trop souvent sous-estimés par le passé et, selon cette analyse (sur base de données agrégées), assez prononcés dans le cas des électeurs du PCS.

Le POSL

L'électorat socialiste, en revanche, semble beaucoup plus homogène si l'on compare les niveaux national et européen. Les corrélations observées pour les élections européennes vont toutes dans le même sens que celles constatées pour les législatives, et il existe peu de différences dans l'ampleur des corrélations. Tout au plus pouvons-nous constater le lien négatif observé avec l'évolution de la population lors des dix dernières années et le lien positif avec la part de la population la moins éduquée pour les européennes, alors qu'ils n'existaient pas dans l'analyse des résultats aux législatives.

Le PD

Si les corrélations observées pour l'électorat libéral sont moins spectaculaires qu'aux élections législatives, elles sont néanmoins nombreuses, en particulier en ce qui concerne la part de certains statuts et secteurs socioprofessionnels et le niveau d'éducation dans la population des communes.

Le lien avec le niveau d'éducation de la population est beaucoup plus marqué aux européennes : les meilleurs scores du PD se trouvent nettement là où la part de la population à niveau d'éducation faible est moindre et la proportion d'habitants luxembourgeois très éduqués est grande. Enfin, on observe également un lien positif avec le niveau moyen des loyers, la part des fonctionnaires internationaux dans la population de la commune et une corrélation légèrement négative avec le taux de chômage dans la population totale. En résumé, l'électorat libéral aux européennes semble provenir de communes plus aisées que celui des législatives.

Les Verts

L'électorat des Verts aux européennes est plus typé que celui des législatives. Ce résultat est mathématiquement assez inattendu, étant donné que le score absolu de ce parti aux européennes est nettement plus important qu'aux législatives (+3,5% environ). Pour autant, toutes les corrélations observées pour les élections législatives, qu'elles soient négatives ou positives, ont une ampleur plus grande pour les élections européennes : le lien avec une population plus éduquée, moins âgée et moins ouvrière, entre autres, est donc plus affirmé³⁰.

L'ADR

Les différences entre l'électorat de l'ADR aux européennes par rapport aux législatives sont, quant à elles, infimes et les caractéristiques ne se renforcent pas³¹, malgré un score moindre (près de -2% en moins) aux européennes.

Les différences observées entre physionomies des communes et résultats des partis aux élections législatives et européennes suggèrent une hypothèse intéressante : le PCS et les Verts, qui réalisent de meilleurs scores aux européennes qu'aux législatives, n'auraient pas simplement convaincu une partie des électeurs des partis qui font un moins bon score aux européennes (ADR, PD et, dans une moindre mesure, POSL), comme un principe de vases communicants le supposerait. Les résultats de l'analyse géographique pour les deux élections suggèrent en effet que tant les Verts (gagnants aux européennes) que le PD (perdant aux européennes) se partagent un électorat encore plus aisé et éduqué que celui qui est le leur aux législatives, tandis que celui du PCS, qui a subi de sensibles modifications aux législatives de 2004, est, quant à lui, plus marqué par un nivellement vers son électorat plus traditionnel (moins éduqué, communes rurales, le milieu agricole, etc.) qui correspond aussi partiellement aux électeurs de l'ADR et des libéraux. Ainsi, des électeurs ayant voté pour le PCS aux législatives auraient pu voter pour les Verts aux européennes, mais les chrétiens-sociaux auraient largement compensé ces mouvements en recevant une part des électeurs de l'ADR et du PD.

³⁰ En termes de statuts, le lien positif avec les employés, les fonctionnaires et les travailleurs intellectuels indépendants se renforce nettement, alors qu'apparaît le lien négatif avec les agriculteurs.

³¹ Le lien négatif avec le taux de chômage observé aux législatives disparaît même.

4 Analyse du vote d'après le sondage post-électoral

- 4.1 Caractéristiques des différents électorats aux législatives
- 4.2 Analyse des électorats à travers les valeurs
- 4.3 Migrations électorales
- 4.4 Les votes disjoints entre élections législatives et européennes

4.1 Caractéristiques des différents électorats aux législatives

La quinzaine qui a suivi les élections, TNS-ILReS a réalisé un sondage auprès de 1 335 personnes de nationalité luxembourgeoise représentatives de la population nationale de 18 ans et plus³². Ce sondage nous a permis d'étudier les caractéristiques des différents électorats, les attitudes et opinions politiques des électeurs et enfin les migrations électorales entre les scrutins de 1999 et 2004.

Au chapitre 3.3.4, nous avons abordé la structuration sociodémographique des électorats par une analyse de géographie électorale, c.-à-d. la mise en relation des résultats des partis au niveau des communes avec les données sociodémographiques agrégées au même niveau. L'approche que nous proposons dans cette section est différente. Nous partons de l'individu et des renseignements qu'il confie à l'enquêteur sur sa façon de voter et sur son profil sociodémographique, à commencer par des informations comme le sexe ou l'âge, pour terminer par la question sensible du revenu. Nous allons voir que les deux approches vont conduire sensiblement aux mêmes résultats.

4.1.1 Structure par âge des différents partis

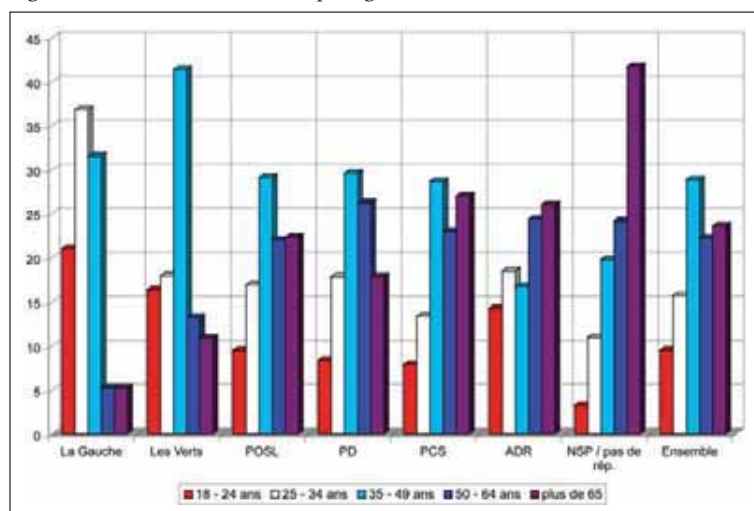
En 2004, la catégorie des 35-49 ans arrive en tête dans les électorats des quatre plus grands partis. Pour l'électorat du PCS, il aura suffi d'un petit tassement de la catégorie des personnes âgées de plus de 65 ans (qui constitue encore 27% des électeurs chrétiens-sociaux, soit 1% de moins qu'en 1999) pour que la classe des 35-49 ans devienne la plus importante (entre 1986 et 1991, la classe des 50-64 ans était la plus importante de l'électorat PCS, avec plus de 30%). Pour le POSL, la diminution de poids de la catégorie des plus de 65 ans est plus marquée, puisqu'elle passe de 27% à 22,4%, tandis que la classe des 35-49 ans bondit à plus de 29%.

Comme en 1999, les personnes de plus de 65 ans restent largement en tête des personnes interrogées qui ne répondent pas lorsqu'on leur demande pour quel parti elles ont voté. Parmi ces effectifs, notons que l'on trouve aussi les abstentionnistes qui n'ont par définition pas de réponse à donner à cette question et qui, en vertu de la dispense de vote obligatoire pour les plus de 75 ans, sont principalement des personnes âgées (voir figure 45 ci-contre).

Chez les Verts, la catégorie des 35-49 ans est de très loin dominante, puisqu'elle représente à elle seule plus de 40% de l'électorat écologiste, les 25-34 ans arrivant deuxième avec seulement 18% (alors que cette catégorie représentait plus de 30% en 1999). Notons encore que les moins de 24 ans comptent pour 16,4% de l'électorat écologiste en 2004.

Avec la Gauche (dont les résultats doivent être interprétés avec prudence, compte tenu de la faiblesse des effectifs), les Verts gardent donc, et de loin, l'électorat le plus jeune, puisque trois quarts de leurs électeurs ont moins de 50 ans (près de 90% pour la Gauche, avec notamment plus de 20% pour les moins de 24 ans). Dans cette statistique, c'est l'ADR qui compte l'électorat le plus âgé (50,4% de moins de 50 ans),

Figure 45 : Structure de l'électorat par âge



³² Respectant des quotas pour l'âge et le sexe du répondant, sa circonscription électorale de résidence et son statut d'actif ou non

juste devant le PCS (exactement 50% de plus de 50 ans). Pour l'ADR, la catégorie des plus de 65 ans occupe désormais le premier rang, alors que dans les enquêtes précédentes, les 50-64 ans composaient la classe la plus importante. Remarquons que l'ADR est aussi surreprésenté auprès des plus jeunes. L'électorat du Parti démocratique, bien que réduit en 2004, diffère, quant à lui, assez peu de l'instantané de 1999, avec une distribution assez proche de la moyenne de l'échantillon, mais les plus de 65 ans sont sous-représentés.

Dans le contexte de la nouvelle loi électorale, il est intéressant de se pencher plus particulièrement sur le vote des plus de 70 ans en 2004. Selon les calculs effectués sur la tranche d'âge des 70 à 75 ans, on constate que ce sont surtout les libéraux et les Verts qui se voient désavantagés par le relèvement de l'âge de la dispense de vote obligatoire. Les partis avantagés sont donc surtout le PCS et le POSL.

4.1.2 Structure par genre des électorats

Certains électorats se distinguent comme étant majoritairement masculins : c'est le cas de l'ADR, mais aussi du POSL (52,5% d'hommes composent l'électorat socialiste selon le sondage) et du PCL (60% du petit nombre d'effectifs). Notons encore que la composition par genre de l'électorat chrétien-social est comme en 1999 majoritairement féminin, tout comme le groupe de personnes qui n'a pas répondu à la question du choix électoral.

4.1.3 Structure de l'électorat par niveau de formation

Les trois sous-groupes d'individus où sont surreprésentés les répondants n'ayant complété que des études primaires sont, dans l'ordre décroissant, l'électorat de l'ADR (le poids de cette catégorie est deux fois plus important que dans la moyenne de l'échantillon), les personnes qui n'ont pas répondu à la question relative au vote principal³³ exprimé et, enfin, l'électorat du POSL. En 1999, cette surreprésentation dans les électorats de l'ADR et du POSL était encore plus marquée. Les trois groupes précités se distinguent aussi par un poids plus important

de la catégorie « secondaire 1^{er} cycle » que la moyenne de l'échantillon.

Les catégories « secondaire 1^{er} et 2^e cycle » sont légèrement surreprésentées dans l'électorat du PCS. Contrairement à 1999, le poids de la catégorie « primaire » n'est pas plus élevé que pour l'échantillon total. En 1999, tout comme pour l'ADR et le POSL, cette catégorie arrivait pourtant en tête des différents niveaux de formation composant l'électorat chrétien-social. Les gains électoraux réalisés par le PCS l'ont été auprès d'électeurs plus instruits, diminuant ainsi la part relative des électeurs à niveau de formation faible dans cet électorat.

Les électeurs libéraux sont nettement plus instruits que la moyenne, puisque la part des électeurs instruits est nettement plus élevée que dans la moyenne de l'échantillon, tandis que les trois catégories reprenant les niveaux de formation moindres sont, elles, sous-représentées. Néanmoins, parmi les grands partis, c'est de loin l'électorat des Verts qui est le plus instruit, avec des parts relatives des niveaux d'éducation supérieurs deux fois plus importantes que pour la moyenne de l'échantillon. Si cet électorat était déjà le plus instruit parmi ceux des grands partis, cette tendance semble s'être renforcée en 2004. Enfin, l'électorat des deux partis de la gauche radicale est lui aussi très éduqué par rapport à la moyenne (cela était déjà le cas en 1999 où les deux partis s'étaient réunis sur une même liste).

4.1.4 Structure de l'électorat selon l'activité, l'occupation, le secteur et le statut professionnel

Les personnes plus âgées représentent près de 25% dans l'échantillon du sondage post-électoral. Nous proposons ici d'analyser le choix partisan des retraités selon le secteur dans lequel ils étaient actifs avant de prendre leur retraite. Nous ferons ensuite de même pour les actifs, puis pour l'ensemble des répondants, en approchant la question du comportement électoral par secteur d'emploi (*voir figure 46, p. 52*).

L'examen du graphique révèle une série de phénomènes dont certains sont spécifiques au Luxembourg, comme le résultat du POSL parmi les retraités du secteur public, qui est

³³ Par vote principal pour un parti, nous entendons un vote de liste ou le parti qui a reçu le plus grand nombre de suffrages par un électeur-panacheur.

inférieur à son score parmi les retraités des services et commerces du privé. Les résultats des Verts et du PCL – plus élevés parmi ces retraités du secteur public que leur moyenne auprès de l'ensemble des retraités – expliquent partiellement cette absence de lien positif entre vote pour le principal parti de gauche et le fait d'avoir travaillé pendant sa vie active dans le secteur public. Au total, ces trois partis obtiendraient un résultat similaire à celui du PCS seul parmi les retraités du public. Autre phénomène typiquement luxembourgeois, les retraités du public tendent à voter davantage pour le parti libéral que ceux des autres

secteurs d'activité, tandis que l'ADR obtient, lui, son plus mauvais résultat parmi cette sous-population. En revanche, l'ADR parvient, avec le PCS, à monopoliser le vote des agriculteurs retraités (qui cependant ne constituent que 4% du total des retraités). Les retraités du privé, et plus particulièrement de l'industrie, votent massivement PCS et non pas POSL. C'est plutôt parmi les retraités des services du secteur privé (et du commerce) que le vote socialiste se rapproche du score du PCS.

Parmi les actifs, on retrouve des tendances plus conformes à ce que la littérature internationale en sociologie électorale parvient en général à mettre en avant. Les performances électorales des socialistes chez les salariés de l'industrie sont plus élevées que la moyenne (le PCS demeurant néanmoins en tête dans cette catégorie en score absolu) et celles du parti libéral sont meilleures chez les salariés des services du privé. La surreprésentation des salariés du public dans l'électorat des Verts est moins marquée et la concentration des votes issus du secteur de l'agriculture se fait sur trois listes (PCS, ADR et PD) plutôt que deux (chez les retraités de l'agriculture).

Reprenons à présent l'analyse des composantes des électorats des différents partis en croisant le vote principal et le secteur d'emploi, puis en distinguant selon les professions pour l'ensemble de la population (actifs et retraités) (voir figure 46 ci-contre).

Les personnes ayant ou ayant eu un emploi dans le secteur public au sens large (englobant P&T, CFL, etc.) constituent la sous-population la plus nombreuse dans la population luxembourgeoise. Il n'y a que dans l'électorat ADR que le secteur public n'est pas majoritaire, il y est même sous-représenté de moitié. Les différences les plus marquantes pour l'ensemble de l'échantillon sont les suivantes : l'électorat issu du secteur public est majoritaire chez les Verts, tandis que celui de l'industrie est beaucoup moins représenté par rapport à la moyenne (cette seconde caractéristique vaut aussi, mais de façon moins marquée pour le PD) ; l'électorat de l'ADR se caractérise par une forte présence de travailleurs du secteur privé et une très forte présence de travailleurs issus du secteur agricole (près de cinq fois plus de poids que dans l'ensemble de l'échantillon) ; enfin, le POSL a l'électorat où l'industrie est la plus représentée, elle a un poids quasi égal aux salariés (ou anciens salariés) du secteur public ; les effectifs empêchent à nouveau d'inférer des conclusions pour l'électorat du PCL, mais il est

Figure 46 : Le vote principal des retraités par ancien secteur d'activité

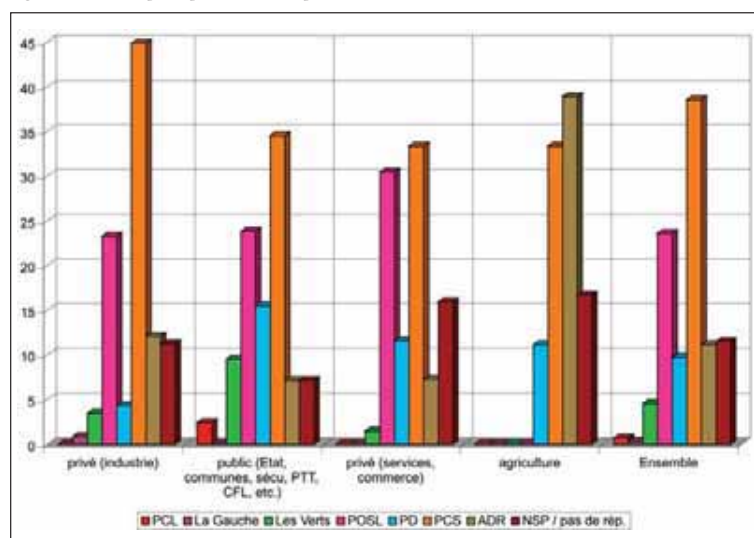
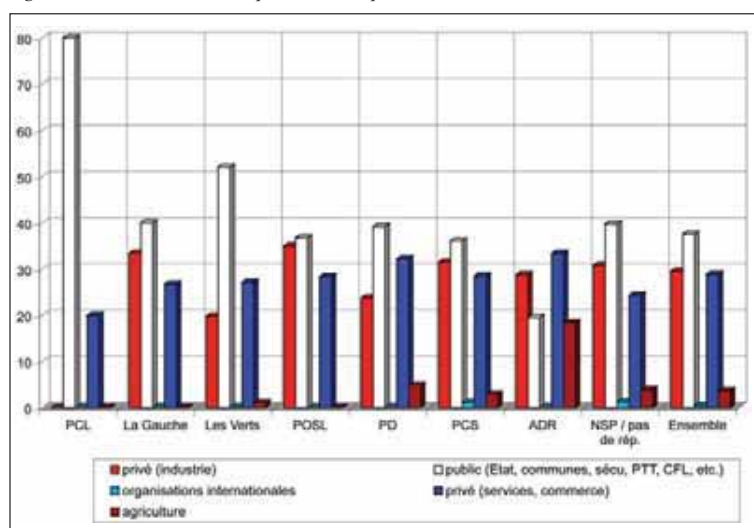


Figure 47 : Structure de l'électorat par secteur d'emploi



intéressant de constater qu'aucun des répondants ayant déclaré un vote principal pour le Parti communiste ne travaille ou n'a travaillé dans l'industrie.

Si l'on regarde le vote principal à travers le statut professionnel, on peut constater que :

- Les indépendants sont surreprésentés dans les électorsats de l'ADR et du PD (respectivement 24,2% et 18,8% pour une moyenne de 12,9%) ;
- Les employés du privé le sont également dans les électorsats de la Gauche et du PCS (respectivement 46,6% et 42,3% pour une moyenne de 38,3%) ;
- Les ouvriers sont en surnombre dans les électorsats de l'ADR et du POSL (respectivement 30,3% et 22,3% pour une moyenne de 17,5%) ;
- Les fonctionnaires le sont – toute proportion gardée, vu les effectifs du PCL et de la Gauche – dans les électorsats communistes et écologistes (respectivement 77,7%, 40% et 43,5 % pour une moyenne de 31,4%).

(voir figure 48 ci-contre)

Au niveau des indépendants, les électeurs de l'ADR sont avant tout des agriculteurs (14,1% pour une moyenne de 3,8%) et des commerçants (10,1%, pour une moyenne de 9,3%). L'électorat libéral est bien représenté dans toutes les catégories d'indépendants, à l'exception des chefs d'entreprise qui ont voté plus pour le PCS et le POSL. En revanche, le PD réalise un bon score auprès des professions libérales (3,9%, pour une moyenne de 3,5%).

Au niveau des employés, les électeurs de la Gauche – toute proportion gardée – sont avant tout des employés de bureau (26,6%, pour une moyenne de 18%) et des cadres supérieurs (13,3%, pour une moyenne de 4,6%). Les électeurs PCS – parmi lesquels les employés étaient aussi surreprésentés – sont également en premier lieu des employés de bureau (22,4%). Les cadres supérieurs le sont nettement parmi les électeurs de l'ADR (9,1%, pour une moyenne de 4,5%) et c'est aussi le cas dans une moindre mesure pour l'électorat du PD (5,8%). On notera également que les autres employés (infirmier, vendeur, etc.) sont légèrement en surnombre dans les électorsats socialiste et écologiste (respectivement 9,5% et 8,9% pour une moyenne de 7,1%).

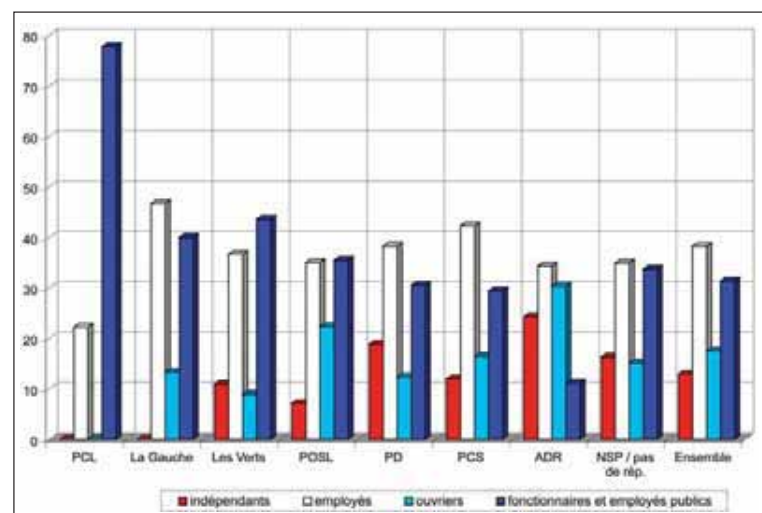
Au niveau des ouvriers, les ouvriers qualifiés sont surreprésentés parmi les électeurs de l'ADR et du POSL, constituant les plus gros

bataillons du vote ouvrier en général (respectivement 14,1% et 10%, pour une moyenne de 6,9%). Il faut remarquer également que les agents de maîtrise (chef d'équipe) sont en surnombre dans l'électorat de l'ADR (10,1%, pour une moyenne de 1,76%) et que les ouvriers non qualifiés le sont dans celui du POSL (11,1%, pour une moyenne de 8,8%).

Au niveau de la fonction publique et des statuts apparentés, il faut souligner ceci :

- Au niveau des carrières moyennes, l'ensemble des électorsats des partis de gauche et de centre-gauche sont surreprésentés et ce plus particulièrement pour le PCL, la Gauche et les Verts (respectivement 33%, 20% et 21%, pour une moyenne de 11,8%) ;
- Au niveau des carrières inférieures, ce sont les électeurs qui n'ont pas répondu ou qui ne savent pas pour quel parti ils ont principalement voté – avec ceux qui votent pour les partis les plus anciens à gauche – qui sont les plus nombreux (respectivement 22%, 22% pour le PCL, 14% pour le POSL) ;
- Au niveau des enseignants – à l'exclusion du PCL dont les effectifs sont trop faibles pour être significatifs –, ce sont les électeurs des Verts et du PD qui sont en surnombre (respectivement 10,9% et 6,5%, pour une moyenne de 4,7%).

Figure 48 : Structure de l'électorat selon le statut professionnel



4.2 Analyse de l'électorat à travers les valeurs

4.2.1 Positionnement sur la politique, la démocratie et ses institutions

L'intérêt pour la politique demeure très fort au Luxembourg. 23,7% des sondés affirmaient y être « très intéressés » et 54,9% « assez intéressés »³⁴. Toutefois, la structuration du vote sur l'intérêt de la politique révèle déjà une très nette opposition – que l'on retrouvera dans bien des questions – entre ceux qui votent pour les partis les plus radicaux (PCL, la Gauche, l'ADR) et les électeurs des formations qui ont déjà participé à un gouvernement (PCS, POSL, PD) ou à la gestion d'une commune importante (les Verts).

Chez les premiers, on retrouve des électeurs qui sont en plus grand nombre « peu intéressés » ou « pas du tout intéressés » par la politique (le total de ce type d'électeurs chez l'ADR représente 29,9%), alors que chez les deuxièmes,

c'est exactement l'inverse. Cet intérêt pour la politique, plus fort ou plus faible, pose évidemment la question à la fois de la socialisation politique et de la légitimation politique (voir figure 49 ci-dessous).

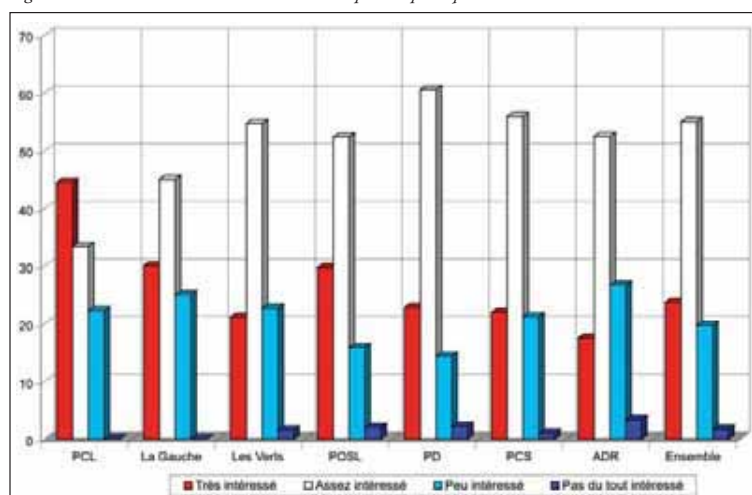
Les Luxembourgeois n'éprouvent nullement un fort sentiment de désaffection de la démocratie, qu'elle soit pratiquée aussi bien au niveau national qu'au niveau européen³⁵. Néanmoins, les électeurs exprimaient une plus grande confiance dans la démocratie nationale que dans la démocratie européenne³⁶ (respectivement 85,6% et 62,5% se déclaraient « très satisfaits » et « assez satisfaits »).

L'ADR est le parti qui compte le plus d'électeurs qui étaient insatisfaits par rapport aux deux niveaux de démocratie (respectivement 29,1% et 36,8% étaient « peu satisfaits » et « pas du tout satisfaits »). Il faut aussi remarquer que de manière générale, les électeurs des partis de la gauche traditionnelle (PCL, la Gauche et POSL) étaient les plus insatisfaits quant au fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne (respectivement 80%, 42,1% et 40,4%).

En rapport avec ce qui a été dit plus haut, tous les électors accordaient une plus grande confiance aux institutions nationales qu'aux institutions européennes. Au niveau des institutions nationales, le gouvernement arrive en première position (69% des personnes interrogées lui accordaient une confiance ou une confiance très forte), puis la Chambre des Députés (64%) et la Tripartite (43%).

Les électeurs du PCL et de l'ADR étaient les moins enclins à avoir confiance dans l'institution du gouvernement (respectivement 22,3% et 19,3% affirmaient ne pas avoir confiance, contre 6,6% en moyenne) et de manière plus

Figure 49 : Structure de l'électorat selon l'intérêt pour la politique



³⁴ La question était la suivante : « Dans quelle mesure diriez-vous que vous vous intéressez à la politique ? 1 très intéressé ; 2 assez intéressé ; 3 peu intéressé ; 4 pas du tout intéressé ; 8 ne sait pas ; 9 sans réponse ».

³⁵ La question était la suivante : « Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie au Luxembourg ? Diriez-vous que vous êtes : 1 très satisfait ; 2 assez satisfait ; 3 peu satisfait ; 4 pas satisfait du tout ; 8 ne sait pas ».

³⁶ La question était la suivante : « En ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne : Diriez-vous que vous êtes : 1 très satisfait ; 2 assez satisfait ; 3 peu satisfait ; 4 pas satisfait du tout ; 8 ne sait pas ».

large, une minorité d'électeurs des autres partis de gauche partageait ce sentiment (10% pour la Gauche, 8,6% pour les Verts, 7,8% pour le POSL). Quant à la question de l'action du gouvernement sortant, c'étaient les mêmes électeurs qui la désapprouvaient le plus fortement, mais suivant une répartition différente : 62% des électeurs du POSL, 54% pour ceux de l'ADR, 50% pour les deux mouvements de la gauche radicale et 46% pour les Verts. La moyenne de désapprobation était de 33% parmi les sondés.

Une forte minorité des électeurs de l'ADR avait une confiance limitée dans l'institution parlementaire nationale (20%). C'était aussi le cas, mais à un degré moindre, pour les électeurs de la Gauche, des Verts et du POSL (respectivement 10,5%, 10% et 8,4%), la moyenne de désapprobation étant par ailleurs de 7%. Les électeurs dont les partis n'ont pas eu de responsabilité politique nationale étaient les plus nombreux à ne pas avoir confiance dans la Tripartite (35% pour la Gauche, 24,2% pour les Verts, 22,2% pour le PCL et 20,6% pour l'ADR). La moyenne de désapprobation était par ailleurs de 15,7%. Inversement, il faut noter que les électeurs socialistes étaient les seuls qui, de façon majoritaire, accordaient leur confiance à l'organisme de concertation sociale (51%), reproduisant en cela le schéma idéologique des rapports économiques de la doctrine sociale-démocrate (voir figure 50 ci-contre).

Au niveau des institutions européennes, c'est le Conseil européen qui a le plus les faveurs de l'électorat luxembourgeois (32,1%), puis le Parlement européen (30,1%) et la Commission européenne (27,7%). Les électeurs de la gauche communiste et communiste étaient, avec ceux de l'ADR, les plus critiques vis-à-vis de ces trois institutions. Les premiers surtout des organes exécutifs (particulièrement vis-à-vis du Conseil européen, respectivement 60 et 40%, contre en moyenne 19,4%) et le second vis-à-vis du Parlement européen (34,1% d'absence de confiance, contre 23,1% en moyenne). Les électeurs écologistes étaient au-dessus de la moyenne quant à la méfiance vis-à-vis du Parlement européen (26,6%, pour une moyenne de 23,2%). Il en va de même également pour ces électeurs et ceux du POSL concernant la Commission européenne (respectivement 26,1%, 28,6%, pour une moyenne de 25,26%).

4.2.2 Positionnement gauche-droit

En 2004, les électeurs sont toujours plus nombreux à adopter une position médiane par rap-

port à la gauche et à la droite (au total près de 50% se situent aux positions 5 et 6 de l'échelle). Si l'on constate que la position de centre-gauche (5) est de loin la plus prisée (37,1%), en regroupant les positions entre gauche, centre et droite, on observe que les électeurs luxembourgeois s'inscrivent clairement davantage au centre et à la droite de l'échiquier. Ce déplacement global de l'électorat vers la droite est marqué par rapport à l'analyse réalisée en 1999 et à l'enquête sur les valeurs de 2002 (voir figures 50 et 51).

La domination du centre et de la droite dans le chef de l'électeur luxembourgeois n'est pas alimentée et ressentie de la même manière suivant son vote en faveur de tel ou tel parti. A

Figure 50 : Structure de l'électorat selon la confiance envers le gouvernement

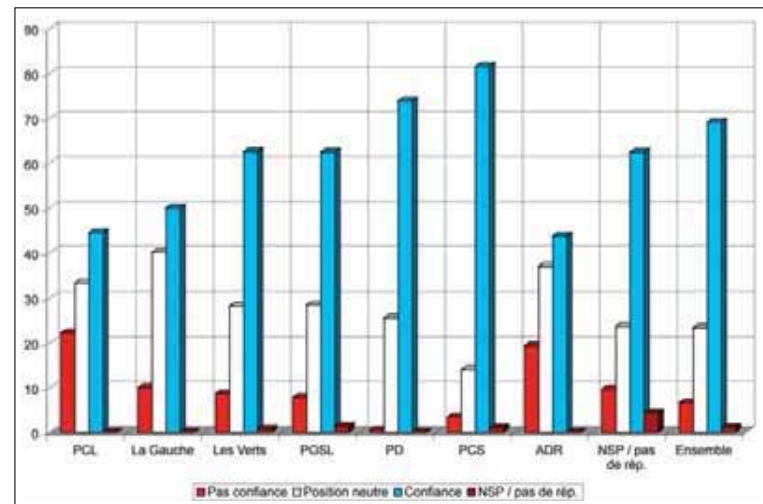
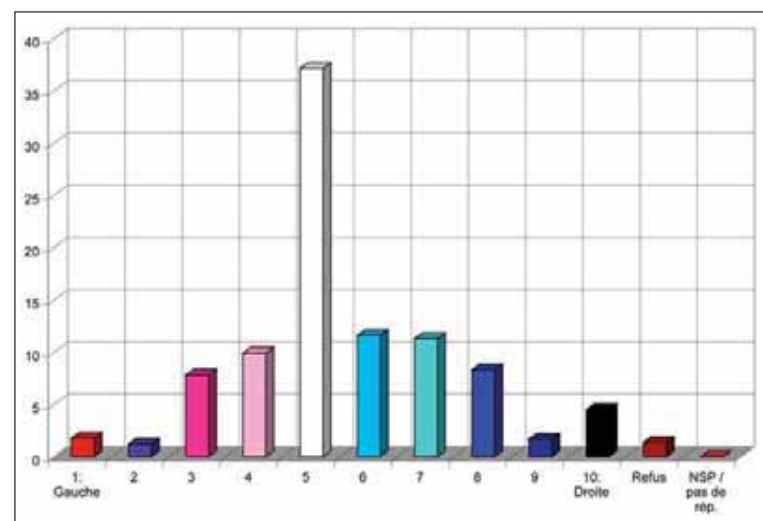


Figure 51 : Structure de l'électorat selon le positionnement gauche-droit



l'exception des électeurs de la Gauche et de ceux de l'ADR, tous les électors des partis se positionnent en premier lieu par rapport au centre de l'échiquier politique (identique à l'enquête sur les valeurs de 2002) et ceci de façon majoritaire pour ceux du PD, du PCL et du PCS (respectivement 59,6%, 55,3% et 53,9%, pour une moyenne de 48,9%).

Une partie des électeurs écologistes et des électeurs socialistes se situe dans des proportions non négligeables – pour des partis se réclamant de la gauche ou du centre-gauche – à droite (respectivement 10,1% et 15,2%, pour une moyenne toutefois de 25%). Plus les partis se situent à droite ou appartiennent à des familles politiques européennes de centre-droit ou de droite, plus les électeurs se déclarent de droite (41,6% pour les électeurs de l'ADR). On remarquera aussi que parmi les électeurs des partis de centre-droit ou de droite, les non-réponses ou l'indéter-

mination est relativement importante (5% pour le PD, 5,2% pour le PCS et 7,5% pour l'ADR, pour une moyenne de 4,8%). Ces taux de non-réponse ne sont pas surprenants dans la mesure où des électors – particulièrement ceux qui sont conservateurs – sont peu disposés à le déclarer lors d'un sondage (*voir figure 52 ci-dessous*).

Dans leur choix partisan, les électeurs continuaient avant tout de se déterminer par rapport aux principes de base du parti (*voir figure 53 ci-dessous*). Les principes de base étant compris comme étant l'identité politique dont se réclame le parti. Cette identification partisane sur les valeurs du parti ne renseigne cependant pas sur la connaissance réelle de ces valeurs par les électeurs. Une bonne connaissance est d'autant moins probable que les trois partis traditionnels, par exemple, ont largement révisé leur programme fondamental au cours de la dernière législature.

On constate de fortes disparités dans les motivations du vote selon les électors des partis politiques. De manière générale, les électeurs des partis de gauche et de centre-gauche se déterminent plus volontiers par rapport aux principes de base (40% pour ceux de la Gauche, 38,2% pour ceux des Verts, 33,3% pour ceux du PCL, 21,6% pour ceux du POSL, la moyenne étant par ailleurs de 18,6%) et, dans une moindre mesure, pour le programme électoral de 2004 (25% pour ceux de la Gauche, 15,5% pour ceux des Verts et 9,1% pour ceux du POSL, pour une moyenne de 7,9%).

La personnalisation du vote est particulièrement forte parmi les électors du PD et du PCS. Pour le premier, 22,9% de ses électeurs votent parce qu'ils ont confiance dans ses hommes et ses femmes politiques. Pour le second, 18,1% de ses électeurs font de même. La moyenne s'élevait à 14,5%. Avec une « super-personnalisation » pour le vote PCS : 18,7% des ses électeurs ont voté en sa faveur, parce qu'ils voulaient que son candidat au poste de Premier ministre le devienne effectivement (pour une moyenne de 7,5%). Le phénomène de notabilisation du vote demeurerait aussi dans une moindre mesure au sein de l'électorat du POSL : 14,1% de ses électeurs votaient pour lui parce qu'ils avaient confiance dans ses hommes et ses femmes politiques.

Les partis à la « gauche de la gauche » et l'ADR ont aussi une vocation clairement tribunitienne dans l'électorat luxembourgeois. 22,2% des électeurs du PCL, 15% de ceux de la Gauche et

Figure 52 : Structure de l'électorat selon le positionnement gauche-centre-droit

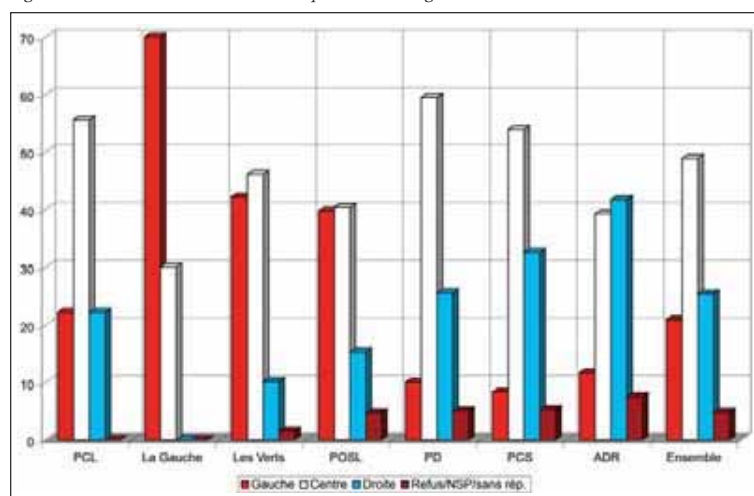
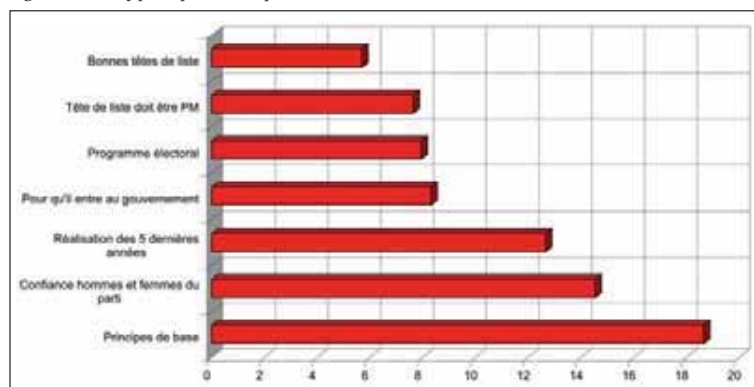


Figure 53 : Motif principal du vote par électoralat – ensemble



8,2% de ceux de l'ADR donnent leurs suffrages à ces formations politiques pour protester soit contre l'action du gouvernement sortant, soit contre l'action de certains partis (les moyennes respectives étaient 2,5% et 1,7%).

Les électeurs socialistes, et écologistes dans une certaine mesure, se sont prononcés pour leurs partis politiques respectifs dans la perspective de leur entrée au gouvernement (respectivement 15,9% et 10,9%, pour une moyenne de 8,3%).

L'ADR, et dans une moindre mesure les Verts, restent encore dépendants de l'origine de leurs fondations, puisque pour le premier, 12,3% de ses électeurs se sont déterminés par rapport à un point spécifique de son programme et il en va de même de 5,5% des électeurs écologistes (la moyenne de l'électorat était de 3,1%). D'autre part, il faut remarquer que les partis à la gauche de la gauche et écologistes sont ceux dont les électeurs votent en plus grand nombre pour le « programme politique uniquement » (respectivement 22,2%, 15% et 20,31%, pour une moyenne de 12,2%) et que les partis les plus à droite (PCS et ADR) sont ceux dont les électeurs votent davantage « uniquement pour les candidats » (respectivement 17,7% et 18,2%, pour une moyenne de 14,6%).

4.2.3 Attitudes vis-à-vis de l'économie, de l'égalité et de l'environnement

Les personnes interrogées dans le sondage post-électoral étaient 46% à penser que l'Etat devait avoir un certain contrôle sur les entreprises. Ce n'est pas une surprise de constater que l'ensemble des électeurs des partis de la gauche communiste et socialiste étaient les plus nombreux à le penser (66% pour le PCL et 54% pour ceux du POSL). L'idée d'une plus grande liberté souhaitée aux entreprises (17% pour l'ensemble) était appuyée avant tout par l'électorat de l'ADR (33,3%), du PD (20,7%) et, même si cela peut paraître à première vue étonnant, par les électeurs écologistes (20,3%) (voir figure 54 ci-contre).

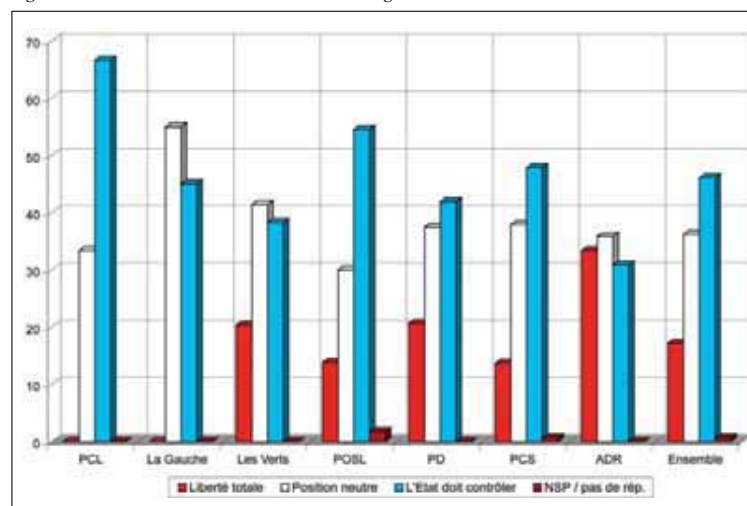
De manière générale, au dilemme protection de l'environnement/sécurité de l'emploi, les enquêtés favorisaient nettement le second ou adoptaient une position neutre (respectivement 38% et 46,3%). Les électeurs de la Gauche et des Verts se distinguaient néanmoins (respectivement 40% et 34,9% pensaient qu'il est important de préserver plutôt l'environnement).

Ce positionnement original de l'électorat de la Gauche (on rencontre le même trait distinctif dans les électors des partis de la gauche radicale postcommuniste dans les démocraties scandinaves et aux Pays-Bas) le différencie de l'électorat du PCL qui est, quant à lui, clairement attaché à la sécurité de l'emploi.

Les électors de l'ADR et du POSL privilégiaient très nettement la sécurité de l'emploi (respectivement 50,8% et 44,4% la préfèrent à la protection de l'environnement). C'était aussi le cas dans une moindre mesure pour l'électorat du PCS (39,3%), sans doute par la valeur qu'il accorde traditionnellement au travail, issue directement de la doctrine sociale de l'Eglise et des positions elles aussi productivistes de la centrale syndicale démocrate-chrétienne, le LCGB.

Pourtant, la qualité de vie au Luxembourg l'emporte sur l'attachement à la croissance de l'économie dans tous les électors (respectivement 40,9% pour le premier item et 16,4% pour le second). Ce résultat n'est pas en contradiction avec ce qui a été dit plus haut, car comme nous l'avons vu dans la première partie de l'étude, la qualité de vie est définie avant tout au Luxembourg par des valeurs matérialistes (du moins pour deux des trois premiers éléments de celle-ci, à savoir : avoir de l'argent et avoir du travail ; on trouvait en premier lieu « avoir la santé »). Il est tout de même intéressant de remarquer que l'électorat de l'ADR est parmi celui qui est le plus attaché à la croissance économique (23,9%), avec celui du PD (20,1%). La sur-représentation du monde des entrepreneurs et

Figure 54 : Structure de l'électorat selon le mode d'organisation de l'économie



des indépendants dans ces électorats pouvant expliquer ce fort soutien à la croissance économique (*voir figure 55, p. 59*).

61,3% des électeurs se rapprochaient de l'indice de l'attachement à l'égalité sociale. Ce dernier a été construit à partir de cinq propositions qui se rapportaient à l'égalité sociale³⁷. C'est parmi les électeurs des partis de centre-droit ou de droite – toute proportion gardée – que l'on retrouve les électeurs les moins enclins à l'égalité (20,1% pour le PD, 14,5% pour le PCS, 14,1% pour l'ADR).

34,8% des personnes interrogées déclaraient que la situation économique était « moins bonne » qu'un an auparavant et 10,3% beaucoup « moins bonne ». L'inquiétude quant à l'état de l'économie était surtout partagée par les électeurs des partis à la « gauche de la gauche » (80% des électeurs du PCL et 42% des électeurs de la Gauche stipulaient que la situation s'était nettement détériorée) et par l'ADR (21,6% d'entre eux affirmaient que l'économie s'était nettement dégradée), dans une moindre mesure par l'électorat du POSL (14,9% la trouvaient « beaucoup moins bonne ») et par l'électorat du PD (38,3% de ses électeurs pensaient que la situation était désormais « un peu moins bonne »). Ce résultat était particulièrement inquiétant pour le parti libéral, étant donné qu'il avait la responsabilité du développement et de la diversification économique dans le gouvernement sortant et qu'une partie de son électorat, comme nous l'avons noté, était issu des secteurs d'activité (l'industrie financière) qui avait été un des moteurs de la croissance (plus de 4% par an) depuis le début des années 90 (*voir figure 56, p. 59*).

4.2.4 Attitudes vis-à-vis de l'Europe et des Européens

L'interrogation économique révélait aussi une crispation identitaire très forte, notamment lorsqu'on prête attention au taux d'adhésion à la préférence nationale au travail. 68% de l'ensemble des sondés sont d'accord avec une telle proposition. Seul l'électorat de la Gauche

ne soutenait pas de façon majoritaire cette offre politique (*voir figure 57, p. 59*).

Ce chauvinisme social ne s'accompagne pas d'un processus de légitimation de l'exclusion politique. Au contraire, la participation électorale des ressortissants communautaires à toutes les élections (européennes, législatives et communales) était fortement soutenue par les citoyens luxembourgeois³⁸. Plus de 61% d'entre eux étaient d'accord avec cette proposition. Tous les électors des partis soutenaient de façon majoritaire cette offre politique, si on retranche l'électorat du PCL. Toujours en excluant ce dernier, sur une échelle droite-gauche, plus le parti est à gauche, plus ses électeurs souhaitaient une redéfinition de la communauté des citoyens au bénéfice d'une plus grande inclusion (plus de 90% pour les électeurs de la Gauche et plus de 70% pour les Verts, etc.).

Le soutien à l'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne n'est remis en cause par aucun des électors. 86,3% des personnes interrogées considèrent que c'est une bonne chose.

Toutefois, 35,6% des personnes interrogées jugeaient que l'intégration de l'Union européenne était déjà allée trop loin. L'électorat de l'ADR – par ailleurs le plus attaché à la préférence nationale des partis représentés à la Chambre des Députés – était en adéquation avec la posture souverainiste de la direction du parti, puisque 63,6% considéraient que l'approfondissement de la méthode communautaire et la poursuite de l'élargissement avaient déjà dépassé les bornes. Il faut remarquer aussi que presque 40% de l'électorat socialiste était du même avis. Inversement, les électeurs de la Gauche et des Verts (respectivement 55% et 43,8%) estimaient que la construction européenne ainsi que sa consolidation institutionnelle devaient se poursuivre.

43% des sondés affirmaient que les intérêts du Luxembourg étaient bien en accord avec les politiques de l'Union européenne. Ils n'étaient que 27,5% chez les électeurs de l'ADR, distinguant de nouveau cette formation politique des autres sur la question européenne.

³⁷ Voici un certain nombre d'opinions que nous avons recueillies. Pour chacune d'elles, voulez-vous me dire si vous êtes d'accord ou non.

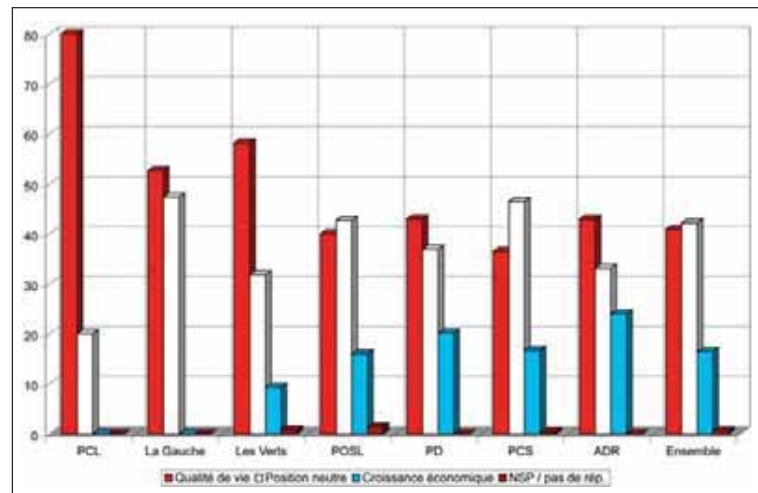
1) Les syndicats doivent poursuivre une politique beaucoup plus dure s'ils veulent protéger les intérêts des travailleurs ; 2) Les travailleurs doivent continuer à lutter pour l'égalité sociale ; 3) L'inégalité entre les classes sociales devrait être réduite ; 4) L'Etat doit intervenir pour réduire les écarts entre les revenus ; 5) Les écarts entre les revenus les plus bas et les revenus les plus hauts doivent rester tels qu'ils sont aujourd'hui. L'échelle de cette dernière proposition a été renversée pour construire l'indice d'approbation de l'égalité sociale.

³⁸ La question était la suivante : « Les ressortissants de l'Union européenne vivant au Luxembourg devraient-ils avoir le droit de vote à toutes les élections, c'est-à-dire aux élections communales, législatives et européennes ? ».

4.2.5 Attitudes vis-à-vis de la religion

Dans le sondage post-électoral, il ressort que 64,9% des personnes interrogées se déclarent catholiques et 29,3% sans religion. Les catholiques votent pour tous les partis en compétition, mais la déclaration d'appartenance au catholicisme est beaucoup plus forte dans les partis de centre-droit et de droite (respectivement 75,8% au sein du PCS, 69,83% pour le PD et 68% pour l'ADR). Elle est aussi majoritaire dans l'électorat socialiste (54,9%). Inversement, les partis de centre-gauche et de gauche sont les formations politiques dont les électeurs déclarent le plus ne posséder aucune religion (75% pour la Gauche, 45% pour les Verts, 38% pour le POSL).

Figure 55 : Structure de l'électorat selon l'axe « Qualité de la vie – Croissance économique »



4.2.6 Valeurs matérialistes et postmatérialistes

Pour étudier le changement culturel, social et politique que les sociétés industrialisées ont connu après la Seconde Guerre mondiale, Ronald Inglehart a introduit une échelle qui porte son nom. Inglehart³⁹ a distingué deux grandes périodes historiques, l'une avant la Seconde Guerre mondiale, où l'on accordait plus d'importance aux besoins de première nécessité, et l'autre après la guerre où les préoccupations ont changé : une fois les besoins de bases assouvis, les hommes se tournent vers d'autres valeurs, dites postmatérialistes. Les valeurs matérialistes correspondent à des valeurs traditionnelles, alors que les valeurs postmatérialistes sont plutôt définies comme s'appliquant à un domaine immatériel. Inglehart a mis en place un indice de postmatérialisme dont la définition a évolué au fil du temps, mais dont le principe est toujours le même : confrontés à une série de valeurs qui sont supposées appartenir aux deux catégories, les personnes interrogées doivent indiquer leurs priorités. Selon qu'elles choisiront plutôt des valeurs matérialistes ou postmatérialistes, elles se verront attribuer un indice avec quatre niveaux : matérialiste, matérialiste moyen, postmatérialiste moyen, postmatérialiste.

La question utilisée dans notre sondage était la suivante : « En politique, il est parfois impossible d'atteindre un grand nombre d'objectifs en même temps. Pouvez-vous me dire parmi la liste suivante quels sont pour vous les cinq objectifs les plus importants ? »

Figure 56 : Structure de l'électorat sur la situation économique au Luxembourg en 2004

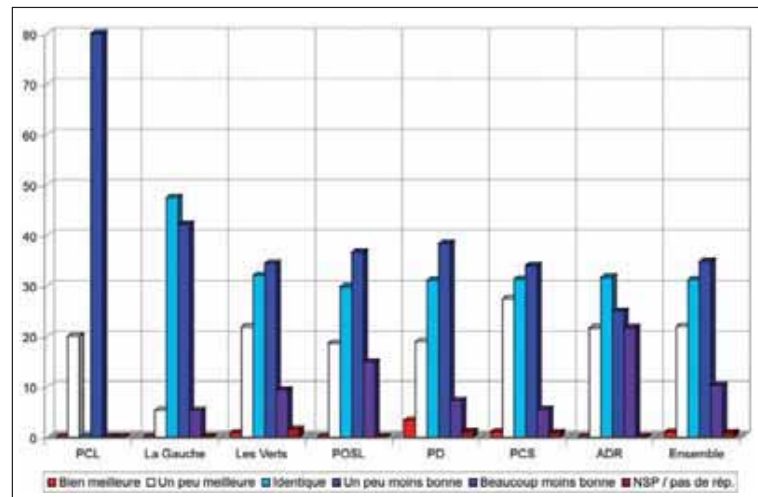
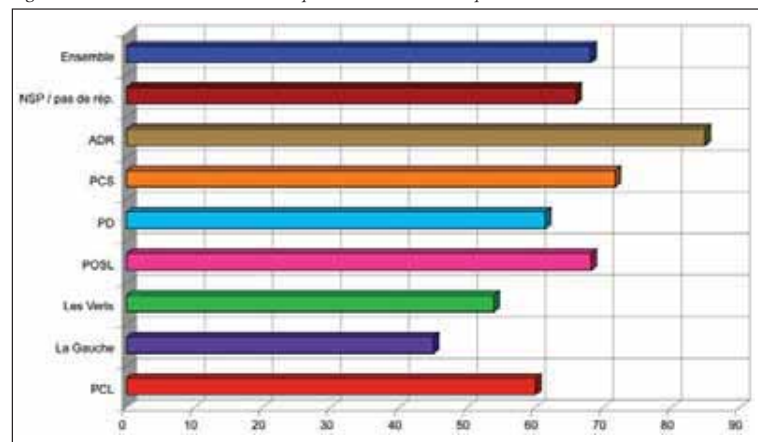


Figure 57 : Structure de l'électorat sur la priorité nationale à l'emploi



³⁹ Inglehart, R., *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1977

Matérialiste

- Maintenir l'ordre dans le pays ;
- Maintenir un haut niveau de croissance économique ;
- Combattre la hausse des prix ;
- Lutter contre la criminalité ;
- Assurer une marche régulière de l'économie ;
- Assurer à notre pays une armée forte pour se défendre.

Postmatérialiste

- Augmenter la participation des citoyens aux décisions du gouvernement ;
- Faire en sorte que les gens aient plus leur mot à dire dans leur travail et dans leur commune ;
- Améliorer l'environnement ;
- Garantir la liberté d'expression ;
- Construire une société dans laquelle les idées sont plus importantes que l'argent ;
- Construire une société plus amicale et moins impersonnelle.

L'ordre des items est modifié aléatoirement pour chaque entretien, dans lequel la division en deux catégories n'est bien entendu pas mentionnée. Lorsqu'un répondant choisit au moins quatre items postmatérialistes sur cinq, il est classé comme postmatérialiste. Depuis 1999, le nombre de postmatérialistes a légèrement progressé, en faisant cependant basculer la balance pour l'ensemble des Luxembourgeois dans ce camp : dans le rapport *Elections 1999*, les matérialistes étaient en légère majorité (54%), alors que désormais, ils ne seraient plus que 46,7% pour 53,3% de postmatérialistes⁴⁰.

Après croisement avec le vote principal pour une formation politique, il est dès lors possible de connaître la position de chaque électorat suivant l'échelle de Ronald Inglehart. Les électorats des partis à la « gauche de la gauche » et des Verts sont clairement postmatérialistes (80% pour le PCL, 79% pour la Gauche, 63,4% pour le parti écologiste). C'est aussi le cas pour l'électorat de l'ADR (58,65%) et le POSL (55%). Inversement, les électorats matérialistes seraient ceux du PD et du PCS (respectivement 52,4% et 52%). Ce résultat doit être nuancé de trois manières.

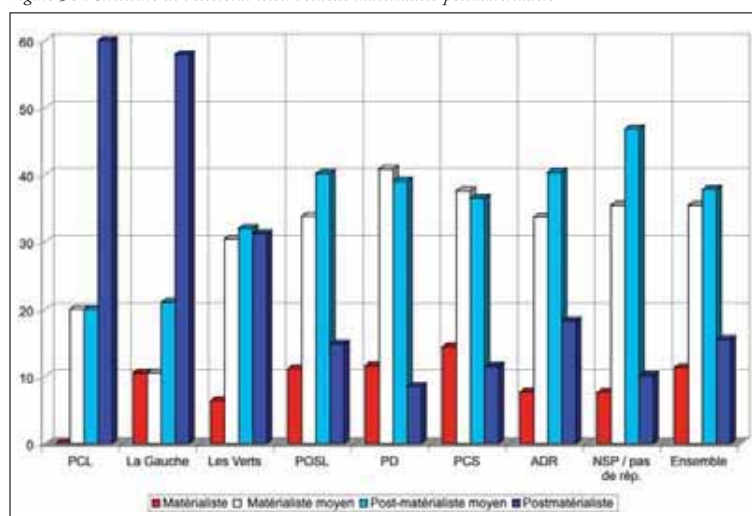
En premier lieu, lorsque l'on s'intéresse aux groupes matérialistes moyens et postmatérialistes moyens, on s'aperçoit que les électorats respectifs de l'ADR, du PCS, du PD et du POSL occupent en réalité une position médiane sur l'échelle matérialiste-postmatérialiste. Le PCS a toutefois le plus d'électeurs classés clairement comme matérialistes (14,4%, pour une moyenne de 11,3%). Les électeurs Verts, et encore plus ceux de la Gauche et du PCL, se déplacent quant à eux clairement vers le postmatérialisme (respectivement 60%, 57,9% et 31,2%, pour une moyenne de 15,48%) (voir figure 58 ci-contre).

En second lieu, lorsque l'on porte attention aux items qui ont été choisis le plus par tel ou tel électorat, on remarque :

- Des items proprement postmatérialistes (par exemple « construire une société plus amicale et moins impersonnelle », item souvent commun aux électeurs du PCL, de la Gauche et du POSL) renvoient en fait aux catégories traditionnelles du discours tenu par les formations de gauche auprès de leurs électorats ;
- Des items proprement postmatérialistes (comme ceux se rapportant à la participation politique, c.-à-d. « garantir la liberté d'expression », « augmenter la participation des citoyens aux décisions du gouvernement », etc., items souvent communs aux électorats du PCL, de la Gauche, des Verts et de l'ADR) sont en réalité des valeurs habituellement exprimées par des électorats dont les formations politiques sont minorées ou en quête de légitimité dans un système politique.

En troisième lieu, les items sélectionnés le plus par l'ensemble des électeurs correspondent exactement et dans le même ordre à ceux

Figure 58 : Structure de l'électorat selon l'échelle matérialiste-postmatérialiste



⁴⁰ Il faut cependant relever que l'indicateur matérialiste/postmatérialiste a été construit d'une manière légèrement différente en 1999.

Le post-matérialisme des électeurs du PCL	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Assurer une marche régulière de l'économie	95,5
Société plus amicale et moins impersonnelle	82,2
Garantir la liberté d'expression	80
Améliorer l'environnement	72,2
Idées sont plus importantes que l'argent	42,2

Le post-matérialisme des électeurs de la Gauche	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Améliorer l'environnement	94
Société plus amicale et moins impersonnelle	62,2
Garantir la liberté d'expression	55,9
Idées sont plus importantes que l'argent	72,2
Augmenter la participation des citoyens	49,7

Le post-matérialisme des électeurs des Verts	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Améliorer l'environnement	85
Garantir la liberté d'expression	61
Lutter contre la criminalité	50,9
Assurer une marche régulière de l'économie	47
Personnes plus à dire	42,2

Le post-matérialisme des électeurs de l'ADR	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Lutter contre la criminalité	76,1
Améliorer l'environnement	66
Garantir la liberté d'expression	51,5
Combattre la hausse des prix	47,2
Augmenter la participation des citoyens	46,7

Le post-matérialisme des électeurs du POSL	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Société plus amicale et moins impersonnelle	66,6
Améliorer l'environnement	63,6
Combattre la hausse des prix	56,8
Garantir la liberté d'expression	47,4
Assurer une marche régulière de l'économie	45,2

Le matérialisme des électeurs du PD	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Améliorer l'environnement	70
Lutter contre la criminalité	67,2
Assurer une marche régulière de l'économie	55,4
Garantir la liberté d'expression	55,4
Combattre la hausse des prix	50,4

Le matérialisme des électeurs du PCS	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Améliorer l'environnement	72,7
Lutter contre la criminalité	72,2
Garantir la liberté d'expression	52,8
Assurer une marche régulière de l'économie	47,4
Combattre la hausse des prix	47,2

Le post-matérialisme de tous les électeurs	
Les propositions retenues	Pourcentage des électeurs
Améliorer l'environnement	71,8
Lutter contre la criminalité	67,5
Garantir la liberté d'expression	55,1
Assurer une marche régulière de l'économie	47,1
Combattre la hausse des prix	43

retenus par ceux du PCS qui, comme nous l'avons vu, étaient principalement matérialistes (*voir tableaux p. 61*).

Enfin, par rapport aux élections législatives de 1999⁴¹, il faut souligner que les électeurs de la Gauche et de l'ADR, qui détenaient une position assez médiane sur l'échelle d'Inglehart, se déplacent nettement vers le postmatéria-

lisme, alors que l'électorat PD, qui occupait lui aussi une position indéterminée, s'oriente un peu plus vers le matérialisme. Les électeurs des Verts, du POSL et du PCS ne connaissant pas d'évolutions notables : les premiers restent postmatérialistes, les seconds sont toujours postmatérialistes moyens et les troisièmes demeurent matérialistes moyens.

4.3 Migrations électorales

Selon le sondage post-électoral, un bon quart des électeurs déclarant un vote pour un parti, tant en 1999 qu'en 2004 (soit plus de 1 000 personnes dans notre échantillon de 1 335 répondants), a voté différemment entre les deux élections législatives.

Pour les cinq partis qui se sont présentés aux deux élections consécutives tels quels, et donc en excluant la Gauche et le PCL qui se présentaient conjointement en 1999 et séparément en 2004 (dans deux circonscriptions où le PCL est parvenu à composer une liste complète), on constate une fidélité au parti voté en 1999 qui va de 58,2% pour le Parti démocratique à 83,6% pour le PCS⁴². Ainsi, moins de 60% de l'électorat du PD en 1999 a de nouveau voté principalement pour ce parti en 2004, alors que plus de 80% de l'électorat du PCS a réitéré son vote en 2004, ce qui veut dire que plus de 40% de l'électorat du PD et moins de 20% de celui du PCS en 1999 ont « migré » vers un autre parti. Ces chiffres pourraient laisser penser qu'il y a une relation linéaire entre la fidélité pour un parti et son succès électoral, puisque ces partis sont respectivement les grands perdants et les grands vainqueurs du scrutin de 2004.

Un coup d'œil aux autres formations infirme cette hypothèse : l'ADR, qui perd en 2004, obtient un taux de fidélité équivalent à celui du POSL qui, lui, stagne électoralement, et tous les deux ont pu compter sur un électorat bien plus attaché que celui des Verts, qui pourtant gagnent nettement aux élections. Les vases

communicants ont donc bel et bien fonctionné entre les différentes listes, avec un apport électoral pour les Verts (en provenance des autres partis et des jeunes électeurs qui n'avaient pu voter en 1999) qui fait plus que compenser l'électorat qui le quitte (au moins partiellement) ; d'un autre côté, l'ADR a gardé comparativement une plus grande part de son électorat, mais sans pouvoir compter sur l'arrivée aussi massive de nouveaux électeurs primo-votants ou en provenance d'autres formations politiques.

Les répondants ayant voté principalement pour le PCS en 1999 ont massivement confirmé ce vote en 2004. Les électeurs du PCS en 1999, qui ont changé de vote principal en 2004, se sont surtout dirigés vers le parti écologiste, mais on notera aussi que des contingents non négligeables ont plutôt choisi de voter pour le POSL ou même l'ADR. Le PCS est le parti où le plus grand nombre d'électeurs du PD et du POSL qui ont décidé de changer de vote ont abouti en 1999. C'est particulièrement le cas pour le PD, qui parvient à peine à garder 60% de ses électeurs de 1999, et qui en voit 23,3% choisir le PCS le 2004. Près de 8% des anciens électeurs du PD ont en revanche choisi les Verts (soit environ un tiers seulement du contingent qui est parti vers le PCS), pour 6,5% qui ont fait le chemin PD-POSL. Au POSL, les défections se font donc aussi largement (mais dans des proportions moindres) au profit du PCS, environ deux fois plus qu'au profit des Verts ou de l'ADR. Les bons résultats des Verts ne peuvent occulter le fait qu'ils ne sont pas parvenus à

⁴¹ Avec les réserves qu'inspire le changement de méthode.

⁴² Note de lecture : 58,2% de l'électorat du PD en 1999 a de nouveau voté principalement pour ce parti en 2004.

fidéliser leur électorat de 1999 : plus de 15% sont partis vers le POSL, mais parmi les électeurs qui donnaient un vote principal au parti écologiste en 1999, on en voit aussi un peu moins de 15% quitter ce parti pour des formations davantage à droite sur l'échiquier (7,6% pour le PCS, mais aussi plus de 6% pour l'ADR). Les électeurs de l'ADR de 1999 se sont, eux, montrés plus fidèles que ceux des Verts, mais plus de 10% l'ont quitté pour le POSL et 7,4% pour le PCS. Notons que les effectifs ayant voté pour un de ces deux partis (ADR et Verts) en 1999 est assez faible (une vingtaine de répondants chacun), la répartition des partis pour lesquels ils ont voté en 2004 est donc à appréhender avec prudence (voir figure 59 ci-dessous).

D'autres précisions et commentaires sur les migrations doivent être apportés. Tout d'abord, les électeurs qui ont changé de vote sont nettement moins nombreux à se déclarer proches d'un parti politique que ceux qui ont émis un même vote en 1999 et 2004 : moins de 60% pour les uns et 80% pour les autres⁴³. De plus, parmi les migrants qui déclarent être proches d'un parti, ils ne sont que 53% à se dire très ou assez proches de ce parti, pour 67% parmi les électeurs stables. On trouve beaucoup plus d'électeurs qui se disent proches des Verts parmi les électeurs migrants que parmi les électeurs stables, alors que c'est le contraire pour le POSL et le PD. Malgré cela, seuls 59% d'électeurs qui ont voté pour les Verts en 2004 (et différemment en 1999) se sentent proches du parti. La plupart des autres électeurs (plus de 30%) qui ont choisi les Verts en 2004, alors qu'ils n'avaient pas fait de même en 1999, se sentent plutôt proches du PCS (pour la plupart, ce parti était le choix de vote en 1999).

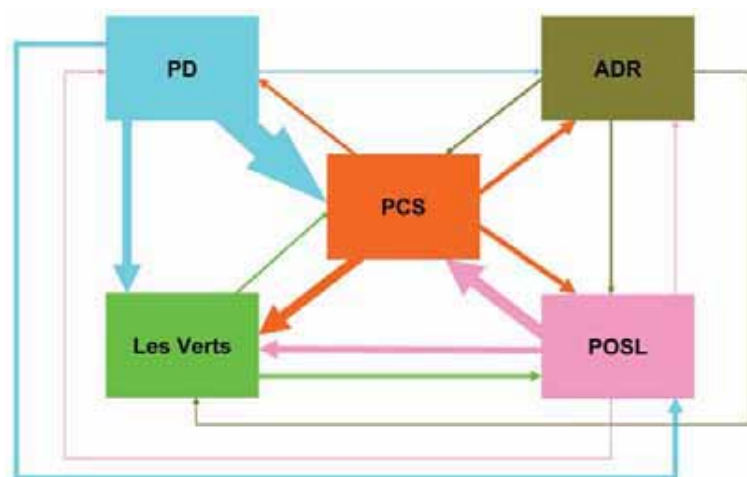
Ce phénomène est encore plus spectaculaire pour les « nouveaux » électeurs de l'ADR : ceux-ci se disent en nombre égal (40%) proches de l'ADR et proches du PCS. Malgré un attachement exprimé pour le PCS, certains électeurs se sont donc détournés de leur parti préféré pour aller gonfler les rangs des deux partis représentant deux types d'alternative très différents. Dans le sens opposé, on trouve parmi les nouveaux électeurs du PCS des personnes ayant exprimé une proximité partisane vis-à-vis du PD. Pour tous les partis qui « reçoivent » ces électeurs qui semblent encore se sentir plus proches d'une autre formation politique, la question de

la fidélisation de l'électorat se posera lors des prochaines échéances électorales ; l'analyse détaillée des motivations du vote en 2004 dans cette population d'électeurs ayant changé de vote principal entre 1999 et 2004 que nous fournissons plus loin peut donner quelques éléments supplémentaires de réflexion à ce sujet.

Si l'attachement subjectif à un parti est nettement plus faible pour les électeurs ayant changé de vote – un résultat logique et corroboré par notre analyse –, on peut supposer que l'affiliation partisane ou à une organisation politique sera d'autant plus faible chez les migrants que chez les électeurs stables. L'hypothèse est vérifiée, car 10% environ se déclarent membre d'un parti ou d'une association politique, contre 20% parmi les électeurs stables. La littérature suggère que d'autres liens entre choix de vote (ou fidélité à ce choix) et affiliations à d'autres organisations peuvent exister, comme par exemple les syndicats. Si la différence est moins nette que pour la proximité ou l'affiliation partisane, on remarque bien une tendance des électeurs stables à être davantage membres de syndicats que les électeurs mobiles (respectivement 40% et 33%). Les répondants les moins liés aux organisations sociales et politiques sont bien les plus susceptibles d'avoir un comportement électoral moins stable, tandis qu'un certain déterminisme semble encore à l'œuvre chez les autres.

Quand et pour quels motifs certains électeurs ont-ils décidé de changer de vote en 2004 ? Alors

Figure 59 : Les migrations des électeurs entre 1999 et 2004



⁴³ Il est aussi intéressant de constater qu'entre les deux groupes d'électeurs, on ne peut déceler de différences nettes en termes d'intérêt pour la politique. Il n'y a d'ailleurs pratiquement pas de lien entre la proximité partisane et l'intérêt pour la politique (la corrélation est de 0,07* seulement).

que plus de 62% des électeurs stables disent s'être décidés longtemps à l'avance quant au choix électoral, ils ne sont que la moitié (32%) environ chez les mobiles. Une proportion à peine inférieure (28,3%) déclare s'être décidée le jour même ou quelques jours avant les élections, alors que ce n'est le cas que de 12,7% chez les stables. Le moment tardif du choix est davantage marqué pour le peu d'électeurs qui ont décidé de migrer vers le PD (plus de 40%), puis dans les plus grands groupes d'électeurs mobiles qui ont abouti chez les Verts (32%) et à l'ADR (31%). L'appréciation du gouvernement sortant ne semble pas très discriminante entre les deux groupes, puisque dans les deux cas, plus de 60% déclaraient approuver son action (62,8% chez les mobiles et 66,3% chez les stables). L'insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie au Luxembourg est également plus grande chez les mobiles que chez les électeurs stables, mais la différence n'est pas spectaculaire (respectivement 15,3% et 11% d'insatisfaits). L'appréciation de l'action du parti pour lequel le répondant avait voté en 1999 est naturellement plus différenciée entre les deux groupes, avec près de 30% qui estiment que le parti plébiscité en 1999 a fait du mauvais, voire du très mauvais travail, alors qu'ils ne sont que 7,5% chez les électeurs stables.

Dans les motifs généraux de vote déclarés par les répondants, on note quelques différences importantes (à chaque fois plus de 4% de différence entre les deux groupes) : les stables sont beaucoup plus nombreux à mentionner le lien entre leurs convictions et les principes de base du parti pour lequel ils ont voté, les réalisations du parti plébiscité pendant la dernière législature, la confiance envers les hommes et les femmes politiques du parti plébiscité, et le vote par tradition ; les mobiles, eux, sont plus nombreux à citer le programme électoral du parti, le désir de voir le parti plébiscité entrer au gouvernement, par protestation contre le gouvernement sortant et pour exprimer leur avis sur un point spécifique (on notera encore que les items « bonnes têtes de liste » et « parce que je connais des personnes actives dans le parti » sont aussi plus souvent mentionnés par les mobiles). Elles correspondent clairement à la distinction que l'on peut faire entre vote de conviction et vote de tradition (qui se perpétuent grâce aux réalisations du parti et à la confiance envers le personnel politique du parti) et vote davantage sophistiqué (intérêt pour le programme plutôt que pour les principes de base des partis),

sur enjeu (une politique spécifique ou l'entrée du parti dans le gouvernement) ou de protestation.

Les possibilités offertes par le système électoral semblent aussi davantage utilisées par les électeurs mobiles qui avouent volontiers surtout voter pour les bonnes têtes de liste du parti ou pour des candidats qu'ils connaissent personnellement (ou pour lesquels des connaissances ont fait campagne), nous le verrons encore plus bas. Enfin, une question du sondage était tout particulièrement posée aux personnes qui déclaraient avoir changé de vote en 2004, afin d'identifier leurs motivations particulières pour ce changement. Près de 30% ont déclaré ne plus faire confiance aux personnes pour lesquelles elles avaient voté en 1999 (ils sont plus nombreux à opter alors pour le PCS en 2004, 40% dans ce sous-groupe), alors que 10% seulement mentionnent un désaccord avec les orientations du parti voté en 1999 (ils sont proportionnellement plus nombreux à voter alors pour le POSL en 2004, 34,6%). Plus de 12% voulaient un changement politique (ils portaient alors plus vers l'ADR et les Verts, plus de 20%) et plus de 6% déclaraient avoir voté par protestation (ils arrivaient alors surtout au POSL, environ 10%) et contre la coalition sortante (raison davantage mentionnée chez les migrants partant chez les Verts, plus de 10%). Pour la plupart des raisons mentionnées, c'est parmi les électeurs qui ont quitté le PD que l'on retrouvait les proportions les plus élevées (surtout pour la confiance perdue envers les personnes plébiscitées en 1999), sauf pour le changement politique ou c'est le sous-groupe qui avait voté PCS en 1999 qui mentionne le plus ce motif.

Enfin, le type de vote exprimé se révèle différent entre électeurs stables et électeurs mobiles. Il est intéressant de constater que les mobiles ont des comportements plus extrêmes que les stables. En effet, si intuitivement, on aurait pu croire que les mobiles étaient avant tout des panacheurs (ce qui leur permet de voter encore pour certains candidats du parti qu'ils ont quitté)⁴⁴, on aurait aussi pu s'attendre à ce que le vote de liste soit plus fréquent chez les électeurs stables. Ce n'est pourtant pas le cas : si, en effet, plus de 48% des mobiles déclarent voter pour des candidats d'au moins deux listes, pour 41% chez les stables, on constate que les mobiles votent aussi davantage pour une liste entière que les stables (respectivement 44,5% et 39%).

⁴⁴ En effet, plus de 50% des électeurs qui ne votent plus principalement pour le POSL et le PCS en 2004 votent encore pour certains candidats de ces partis. Pour les électeurs qui ont quitté les autres partis, y compris le PD, pourtant censé limiter les dégâts par les votes panachés inter-listes, ce taux tombe à moins de 30%.

Certains mobiles semblent donc trancher nettement avec leur vote de 1999. Ce phénomène a déjà été mis en avant par de précédentes études, mais de manière indirecte, en observant que les partis gagnants (qui sont aussi ceux vers qui les électeurs migrent davantage) obtenaient davan-

tage de votes de liste que les perdants qui, eux, comptaient sur leurs personnalités pour rester à flot. Ce qui marque l'attachement au parti voté chez les stables est davantage le plébiscite préférentiel pour les candidats d'une même liste (19%, pour seulement 7,5% chez les mobiles).

4.4 Les votes disjoints entre élections législatives et européennes

Au niveau agrégé, les différences de résultats absolus des partis luxembourgeois aux élections législatives et européennes, qui ont lieu simultanément depuis la première élection du Parlement européen au suffrage universel (1979) sont assez faibles et les évolutions des scores entre deux scrutins successifs sont rarement divergents⁴⁵. Selon le sondage post-électoral, pourtant, plus d'un électeur sur quatre (26,1%) n'a pas émis un vote principal pour le même parti lors de ces élections simultanées, avec une offre politique (en ce qui concerne les partis en lice et les candidats les plus en vue) quasiment identique. Cette ampleur des votes disjoints, documentée pour la première fois dans les études électorales commanditées par la Chambre des Députés, a sans aucun doute été radicalement sous-estimée jusqu'ici au Luxembourg et en Europe.

Aucun parti ne peut se targuer de conserver 80% de son électorat des législatives aux européennes. Les électeurs des partis vainqueurs, le PCS et les Verts, sont ceux qui votent le plus souvent de façon identique aux deux élections, alors que pour l'ADR, le PD, le POSL et la Gauche, 30% ou plus de l'électorat des législatives préfère voter pour un autre parti aux élections européennes. Les partis qui bénéficient le plus de ces « migrations » sont aussi les partis vainqueurs : les Verts captent plus de 37% des migrants et le PCS plus de 31%. C'est surtout l'ADR qui est la victime de cette possibilité de voter différemment aux deux élections : près d'un électeur sur trois le quitte pour un autre parti aux européennes, et très peu (moins de 2%) de migrants le rejoignent aux élections pour le Parlement européen. Le POSL et le

PD sont dans une situation similaire en ce qui concerne les départs mais parviennent à capter chacun plus de 13% des migrants, ce qui compense un peu les pertes.

Sur les 274 migrants de notre échantillon, les plus grands contingents d'électeurs votent pour les Verts aux européennes (39 viennent du POSL et 27 du PCS). Si les échanges du PCS avec le PD sont importants mais équilibrés, le parti du Premier ministre parvient à gagner des électeurs dans sa relation avec le POSL, et plus encore avec l'apport d'électeurs de l'ADR. C'est en effet auprès du PCS, le parti considéré comme le plus européeniste au Luxembourg, que la large majorité des migrants du parti le plus souverainiste se retrouve pour le scrutin européen. Ceci suggère aussi que ces électeurs peuvent soutenir le conservatisme de l'ADR sur la scène nationale, mais ne partagent pas leur position de repli national sur les questions européennes.

Dans le rapport complet, nous émettons plusieurs hypothèses expliquant ces mouvements, comme le vote sincère dans des élections de second ordre et vote sur enjeu. Ces deux types d'explication se complètent et se renforcent dans un système d'élections simultanées qui rend le « vote sanction » sur les enjeux nationaux moins pertinent. Cette analyse, première du genre dans les études électorales menées au Luxembourg, ouvre donc des pistes pour l'examen de ces questions de comportements différenciés, dont on a vu l'ampleur aux élections européennes de 2004 et les répercussions lors du référendum de 2005 sur le *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*.

⁴⁵ Pour les six élections simultanées entre 1979 et 2004, nous avons pu calculer le nombre de fois où les résultats des partis étaient divergents (gain aux européennes et perte aux législatives ou vice-versa, avec au moins 1% de différence entre gains et pertes). Sur les 23 cas où ce calcul était faisable, nous n'obtenons que quatre cas de résultats divergents entre élections nationales et européennes. Un de ces quatre cas est celui des socialistes en 2004, qui ont gagné aux législatives et perdu aux européennes par rapport à leurs scores de 1999.

5 Conclusion

Les élections de juin 2004 se sont déroulées immédiatement après un léger tassement de l'activité économique enregistré pour la première fois depuis vingt ans. Elles intervenaient aussi après la publication de plusieurs études et avis sur le système d'éducation et sur la compétitivité de l'économie qui montraient à la fois que le modèle social et la structuration économique et financière (notamment la part croissante de l'emploi public pour les citoyens luxembourgeois et le poids du secteur financier dans les recettes de l'Etat) ne répondaient qu'imparfaitement aux défis auxquels est désormais confronté le Grand-Duché dans une Europe élargie et une économie mondialisée.

Dans de telles conditions, les Luxembourgeois – et, de manière générale, les classes moyennes – étaient par rapport aux ressortissants étrangers beaucoup plus soucieux de leur avenir et de celui du Grand-Duché. 24% des personnes interrogées déclaraient en avril 2004 que le chômage et l'emploi étaient leur première priorité et 20% l'école et le système d'éducation. Cette interrogation sur l'avenir économique révélait aussi une crispation identitaire qui se manifestait p.ex. par le fort taux d'adhésion à la préférence nationale au travail. Qui plus est, alors que pratiquement l'ensemble de la classe politique appuyait la poursuite de la construction européenne et promouvait le traité constitutionnel européen, 36% des Luxembourgeois, dans le sondage post-électoral, jugeaient tendanciellement que l'intégration de l'Union européenne était déjà allée trop loin.

Les inquiétudes économiques, sociales et identitaires ont bénéficié pleinement au Parti chrétien-social et aux Verts. Le parti de centre-droit basant sa campagne sur la « voie sûre » reproduisait ainsi à nouveau son identité de *staats-tragend*, en bénéficiant immanquablement aussi de la popularité du Premier ministre et de sa capacité à concentrer les votes préférentiels. Tout en bénéficiant toujours du vote des plus

âgés (le relèvement de l'âge obligatoire de 70 à 75 ans contribuant à son succès), des électeurs, jusqu'alors partiellement rétifs, comme les classes moyennes supérieures de 25 à 45 ans, ont voté en fin de compte fortement en sa faveur. D'autant plus que le parti « junkkérien » avait de nombreux candidats relativement jeunes qui avaient déjà exercé des fonctions ministérielles ou communales importantes.

La formation écologiste, en articulant sa campagne sur le concept d'un « nouveau capital pour le Luxembourg » confirmant le déplacement de son identité politique de la gauche au centre et centre-gauche – auquel les électeurs luxembourgeois continuent de se référer majoritairement selon le sondage post-électoral – parvenait, quant à elle, à briser à la fois son « enfermement » générationnel (la génération des fondateurs) et socioprofessionnel (la prédominance du vote de la fonction publique éducative), bien que ses candidats demeurent encore essentiellement des fonctionnaires de l'Etat.

L'occupation du centre-droit et du centre-gauche à la fois par la formation démocrate chrétienne et les Verts, réduisait de fait l'espace électoral tant pour les candidats du Parti démocratique que ceux du Parti socialiste ouvrier luxembourgeois, particulièrement dans la circonscription Centre. Au niveau des compétences des partis en avril 2004, le parti libéral était jugé à tort ou à raison responsable du tassement économique et de la situation déplorable de l'éducation et la formation sociale démocrate, toujours à la recherche d'une nouvelle identité politique, n'apparaissait pas aux yeux des électeurs – y compris ceux qui se positionnent majoritairement à gauche – comme un *senior party* dans une future coalition gouvernementale.

Comme l'étude des migrations électorales et la géographie politique des communes l'illustrent, la voie était sûre pour un nouveau capital.



STADE
Unité de recherche interdisciplinaire
sur le Luxembourg
Université du Luxembourg



**Chambre
des Députés**

